

LE MONDE LIBERTAIRE

LE MENSUEL SANS DIEU NI MAÎTRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'internationale des fédérations anarchistes

<http://monde-libertaire.org>



LIBÉRONNS LE TRAVAIL



Éditorial

Pas envie de faire cet édit, encore du travail en perspective... S'il n'y avait pas le salaire famélique que je perçois ainsi que les autres membres du comité de rédaction... Naturellement que je plaisante... Nous sommes pour l'abolition du salariat. Pas du travail... Donc nous continuerons à passer de nombreuses heures à la confection du Monde libertaire car nous jugeons sa parution nécessaire. Le travail devrait se limiter à n'accomplir que les tâches nécessaires. Accroître la fortune d'un patron ou d'un actionnaire, ça n'a rien de nécessaire... Mais réfléchir, militer, informer, discuter, écouter, voilà de nobles tâches. Il y aura donc toujours des individus têtus pour écrire des livres, des articles que d'autres publieront pour que d'autres les lisent. Et pour que ces réflexions, ces informations soient le plus visibles possible, il faut des lieux repères. La librairie Publico est le lieu repère du Monde libertaire, des Édi-

tions du Monde libertaire, de Radio libertaire. Il va de soi que ce lieu où circulent des réflexions libertaires ne participe pas vraiment à l'idéologie marchande dominante. Publico a donc des soucis de fin de mois, comme beaucoup...

Et s'il n'y avait que ça. Le jeudi 2 mai, un gus a choisi Publico, le lieu repère, pour commettre un acte terroriste : poignarder en pleine tête un copain militant de la Fédération anarchiste. Une tentative de meurtre. Passons sur l'enquête de police, sur la rue bouclée. Inutile d'en parler puisqu'il ne s'agissait que d'une tentative de meurtre dans une librairie tenue par de dangereux anarchistes.

Avez-vous vu passer l'information dans les médias ?

Il fut décidé de lancer une invitation pour une conférence de presse. Tenue de soirée non obligatoire, juste une présence souhaitée. Cent invitations... Léo aurait chanté « Y en a rien qu'un sur cent ». Un

seul journal a trouvé normal d'informer ses lecteurs de la tentative de meurtre dans une librairie anarchiste. Les autres préfèrent sûrement garder leur énergie pour nous apprendre qu'une manifestante a été arrêtée avec quatre fourchettes du Fouquet's, qu'une boucherie a été vandalisée par un commando vegan.

Il y a les bonnes informations : un anar en garde à vue en fin de manif. Et les mauvaises informations : un anar victime d'une tentative d'assassinat. Il y a d'autres bonnes informations : des Roms soupçonnés de vols. Et d'autres mauvaises informations : des Roms victimes de lynchage (28 attaques en quelques jours suite à une rumeur). La faute aux journalistes ? Faut bien qu'ils gagnent leur vie en écrivant ce que les propriétaires des médias souhaitent lire...

Saleté de salariat !

Bernard pour le CRML



**LE MONDE
LIBERTAIRE.NET**
LE JOURNAL EN LIGNE SANS DIEU NI MAÎTRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Pour une information plus réactive, rejoignez-nous également sur le Monde libertaire en ligne.

<https://www.monde-libertaire.fr/>

Vous pouvez également vous tenir informer de la vie de la Fédération anarchiste sur

<https://www.federation-anarchiste.org/>



Crédits illustrations :

Avoine 13

Denis Lopatin 17 21 29

Chester 24 25 42 45

Tchoupi 28

Agression à Publico

Ainsi donc, comme vous n'avez pas pu le lire dans la presse institutionnelle (à une exception près), une agression a eu lieu le 2 mai dans notre librairie Publico à Paris. Pas n'importe quelle agression : notre compagnon Christophe a été frappé par derrière, d'un coup de couteau violemment porté à la tête par un individu qui n'a pas prononcé un mot et s'est ensuite enfui sitôt son lâche forfait accompli. Précisons tout de suite que notre camarade a été rapidement transporté par les pompiers à l'hôpital qui nous a déclaré que si ses jours n'étaient pas en danger, il faudrait néanmoins procéder à une intervention chirurgicale pour extraire un éclat de métal de la lame resté planté dans l'os du crâne. Physiquement Christophe va mieux, moralement...c'est évidemment autre chose.

Questions

Toutefois, cette agression amène plusieurs questions :

Quelles étaient les motivations de l'agresseur ? Déséquilibré ? Fasciste ? Les deux

à la fois ? Que visait-il ?

Une chose est sûre, le local de la librairie Publico est également le siège de plusieurs œuvres de la Fédération anarchiste (Le Monde libertaire, Radio libertaire, les Éditions du Monde libertaire...). Notre librairie est clairement identifiée comme un lieu culturel libertaire où l'on peut se procurer presse et ouvrages anarchistes, où l'on organise des débats, des projections de films militants, des présentations de livres par leurs auteurs, des concerts, c'est-à-dire un lieu de vie et d'échanges, de rencontres, de discussions autour de projets alternatifs...Bref, un lieu qui intéresse, qui enthousiasme, mais qui gêne aussi ; qui gêne les tenants de la pensée réactionnaire voire brune comme le fascisme.

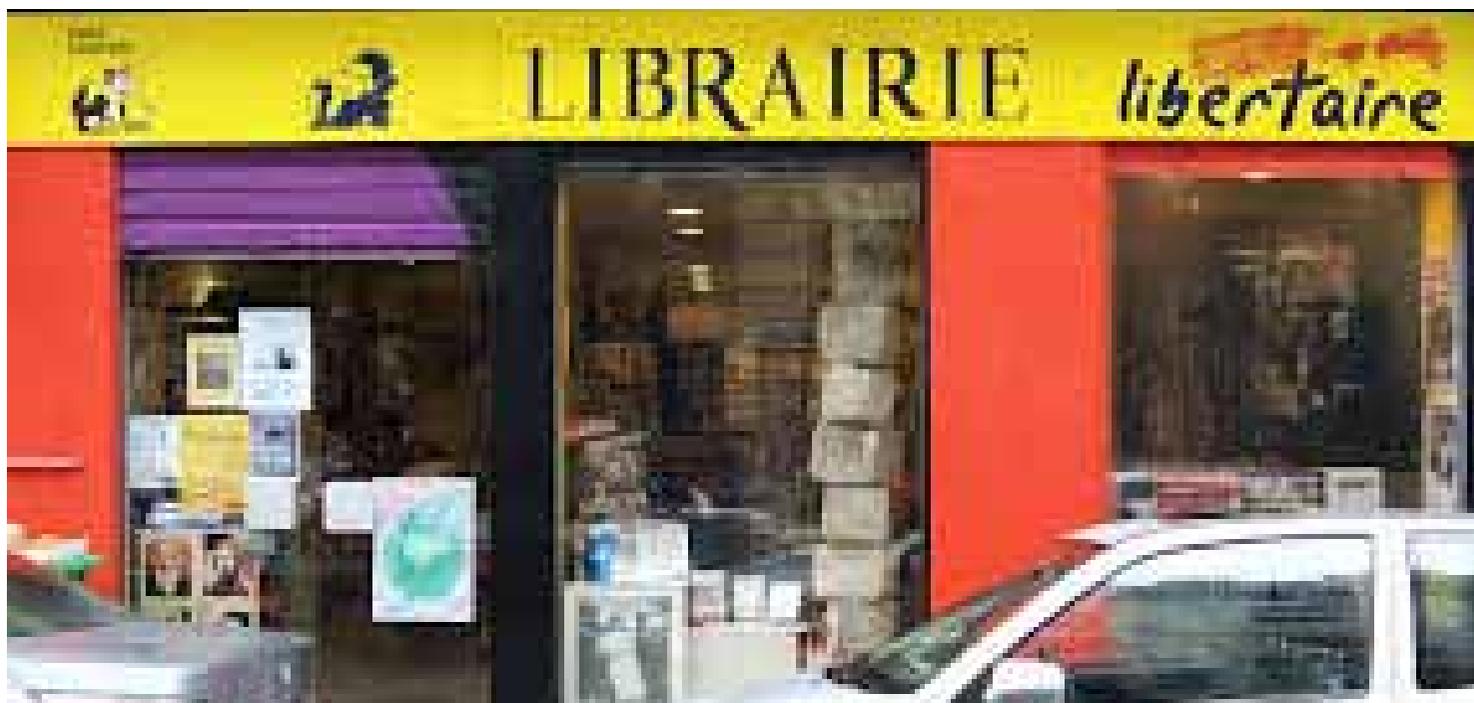
Des menaces, coups de fil injurieux, des intrusions musclées, il y en a déjà eu mais pas d'un tel niveau de violence. Pour cela il faut remonter au 3 mars 1962 et au plasticage par l'OAS de notre ancienne librairie (située alors rue Ternaux). Publico avait alors été complètement détruite, mais rapidement reconstruite

grâce au soutien de tous les sympathisants libertaires.

Qu'on ne s'y trompe pas, aujourd'hui la tentative d'assassinat contre notre camarade s'inscrit dans le contexte actuel de violences publiques contre la liberté d'expression, de violences verbales des tenants du pouvoir contre toutes celles et tous ceux qui s'opposent à leur politique antisociale, et aux violences physiques des forces de répression aux ordres de ce pouvoir bourgeois face aux mouvements de contestation de ces derniers mois.

La liberté de la presse ne s'use que si l'on ne s'en sert pas

La Fédération anarchiste a rapidement organisé une conférence de presse et pour cela a envoyé une centaine d'invitations à la presse - indépendante et libre de notre beau pays - histoire d'informer et de répondre à toute question au sujet de cette agression. La vérité est que nous n'attendions pas grand-chose de la part des médias ; et nous n'avons pas été déçus : seul, le journal *20 Minutes* avait



dépêché une journaliste dans nos locaux. Nos médias si prompts habituellement à en faire des tonnes sur les vitrines brisées lors des manifestations, sur les dégradations subies par les symboles du capitalisme, sur les injures proferées à l'adresse des CRS, si prompts à relayer les inventions « castagnaires » concernant entre autres, une « intrusion violente » de manifestants dans un hôpital, nos médias donc, si sensibles sur la question de la violence ont dû juger que la tentative d'assassinat contre notre camarade était bien peu de chose sur l'échelle de Richter de la violence.

Dont acte.

Si nous n'attendions rien des médias institutionnels, nous attendions beaucoup du soutien de nos sympathisants et au-delà. Nous avons eu le plaisir de constater que la solidarité n'est pas un vain mot. Si les médias n'étaient pas au rendez-vous de la conférence de presse, beaucoup de collectifs et organisations étaient là ou ont signé la déclaration commune de soutien, comme (dans le désordre) : la Libre Pensée, l'Union pacifiste, Alternative libertaire, la librairie Quilombo, le site Ephéméride, éditions Rue des Cascades, Res Publica, éditions Libertalia, Coordination des groupes anarchistes, Femmes libres (Radio libertaire), la Ligue des Droits de l'Homme, la Fédération anarchiste, La Révolution prolétarienne, les Comités syndicalistes révolutionnaires, le groupe libertaire



Jules Durand, la Confédération nationale du travail, l'Union départementale CGT de Paris, l'Union syndicale Solidaires, la confédération Force ouvrière ... d'autres encore, ainsi que des personnalités à titre individuel.

Que les choses soient claires

Nous ne nous laisserons pas impunément menacer, intimider ou violenter. Nous continuerons à porter nos mes-

sages politiques qui sans doute dérangent en ces temps de lutte. Nous continuerons le combat contre cette société qu'on nous impose.

Solidarité avec notre compagnon,
Solidarité avec Publico,
Vive l'anarchie !

Ramón Pino, Groupe anarchiste Salvador-Seguí

Assemblée des gilets jaunes à l'annexe de la bourse du travail

Les gilets Jaunes face à l'Europe

Les Gilets jaunes... Le mouvement des Gilets jaunes... Dénominations un peu trop généralistes voire approximatives tant il y a plutôt *des* Gilets jaunes et *des* mouvements de Gilets jaunes suivant les

divers groupes et lieux. On peut ainsi constater des différences sensibles qui vont de simples manifestations de ras-le-bol face à la gouvernance Macron / Philippe, jusqu'à une remise en cause globale du système capitaliste. Ça donne souvent un catalogue à rallonge de reven-

dications variées voire contradictoires que l'on retrouve dans la position à adopter face à l'Europe. À l'heure où vous lirez ces lignes les élections pour le Parlement européen auront eu lieu, mais il nous semble intéressant de relever quelles étaient les positions de certains

intervenants à l'Assemblée générale des Gilets jaunes qui s'est tenue à la Bourse du Travail de Paris au début du mois d'avril.

Annexe Eugène Varlin dans la salle Henaff, 29, Boulevard du Temple à Paris, il est 19h00 et plus de 500 places, sont déjà occupées alors que la foule continue d'affluer et se masse debout sur les côtés pour assister au débat : *Les Gilets Jaunes face à l'Union européenne*. Devant un public plein de vivacité, les invités se sont succédé pour critiquer une « Union européenne des marchés » inégalitaire et autoritaire, soumise au néolibéralisme antisocial « dictature des ultra-riches ». Plusieurs propositions sont soumises lors de la soirée. D'un côté de la balance (Branco) des partisans pour l'insurrection et de l'autre côté de la balance (Boulo) une position plus pacifiste et non-violente qui entraînerait les Gilets jaunes à utiliser des moyens (vignette jaune sur son pare brise, peindre en jaune des murs, coller des affiches etc.) de manière à faire rire jaune les élus de la classe politique.

Stratégies des Gilets jaunes face aux élections

Le mouvement ne souhaite pas qu'on lui assigne des représentants élus, pas plus que des leaders. Seuls sont tolérés les « relais » comme Jérôme Rodrigues, François Boulo, ou Juan Branco. Si tout le monde s'accorde sur le fait que la démocratie se joue d'abord dans la rue et les assemblées populaires, plusieurs stratégies sont discutées au sein du mouvement en vue des élections européennes : se présenter sur des listes déjà existantes, voter pour des partis traditionnels contre Macron... D'autres, qui ne croient plus que la politique est une affaire de bulletin et d'urne, continueront de s'abstenir de voter (comme les GJ de St-Nazaire qui se refusent à donner des consignes de vote).

Ludivine Bantigny, première à s'exprimer, parle à la fois de fermeté et d'une forme d'humilité. Fermeté sur ce qu'est l'Union européenne, quant au sujet de la soirée « Gilets jaunes et Europe ». Elle pense que les relations à la question européennes constituent une première équivoque qu'il faut lever parce qu'évidemment c'est le « grand piège » du

clivage qui est sans cesse assigné à s'imposer : « si vous n'êtes pas pour l'Europe alors vous êtes des frileux, vous êtes des nationalistes, vous êtes des poussiéreux, vous n'êtes pas ouvert sur le monde, vous n'êtes pas des cosmopolites, etc. ». Elle a en particulier une certaine humilité du fait que le thème est difficile à aborder, difficulté augmentée par la non-homogénéité des Gilets jaunes. Humilité aussi sur la question des consignes de vote ou pas, la question du boycott des élections européennes. C'est un sujet qui se dessine comme un piège qui lui paraît évident. La question « pour ou contre l'Europe » qui nous est imposée, et à laquelle on ne pourra échapper qu'en prenant le sujet « à bras le corps et de ne pas se laisser happer par une espèce d'opposition qui nous est sans cesse imposée » ne peut trouver de réponse évidente et immédiate.

Frédéric Pierru, à son tour, précise qu'il faut savoir que ce sont les catégories populaires qui ont inventé la notion d'internationalisme au XIX^e siècle, ce sont les élites qui ont volé l'internationalisme pour le retourner contre nous. « Critiquer l'Union européenne, ce n'est pas critiquer l'Europe clairement, on est tous pour l'Europe mais pour une autre Europe. ». Il soulève que la santé est une priorité des Français, et pourtant il va y avoir des économies dans ce secteur « pour rentrer dans les clous budgétaires imposés par les bureaucrates de Bruxelles ». Il nous fait part d'une grande percée scientifique pour nous démontrer sur un ton ironique, que « la marche ce n'est pas bon pour la santé, en tout cas la marche du progressisme macronien... C'est la reprise pure et simple du moonwalk de Michael Jackson, c'est à dire que vous avez l'impression d'avancer mais en fait vous reculez », les politiques veulent nous emmener dans un État encore plus libéral en pénalisant les retraites et la santé.

Juan Branco enchaîne en précisant que c'est un moment de rupture pour le pouvoir mais pas pour les Gilets jaunes, « le gouvernement a grillé son avant-dernière cartouche qui était le grand débat, il s'apprête à en griller une dernière qui sont les décisions collectives à ce grand débat, et va essayer de jouer les prolongations

avec les élections européennes pour tenter de mettre en scène une sorte de reprise en main de l'espace démocratique, pour montrer que tout va vraiment bien et qu'il n'y a plus de problème. Le fait de se désolidariser de cette mécanique qu'entretiennent certains médias pour ne pas dire la totalité en complicité avec le pouvoir en acceptant le fait d'avoir appuyé pendant trois mois cette organisation de propagande (un débat), c'est un premier signal. Le second, c'est de savoir qu'avec les élections européennes, c'est le dernier moment que l'on devrait se fixer pour essayer d'obtenir des résultats majeurs pour le mouvement des Gilets jaunes. » Il dénoncera que les élections européennes sont une « parodie démocratique », « cette parodie d'élection qui n'a qu'un objectif, permettre aux partis politiques institués au sein d'un système de faire élire ces personnes qui deviendront leurs otages, d'obtenir des ressources qui leurs permettront par la suite de préserver leurs comptes de petits chevaux. », Il parle de chance historique, d'une masse suffisante qui permet de provoquer une bascule politique, empêchant d'être tributaire d'un seul homme en 2022.

François Boulo embraye : « Tant que nous serons dans les traités européens on ne pourra pas mener une autre politique économique », politique qu'il présente comme une idéologie néolibérale depuis 45 ans. Il nommera cela sous le terme de la « dictature des ultra-riches » comme je l'ai cité au début dans la présentation, c'est-à-dire comme il le précise « que toutes les règles sont faites dans leur intérêt. Quand il n'y pas de règles c'est aussi dans leur intérêt... Il faut la croissance toujours la croissance, avec cette théorie du ruissellement qui consiste à dire : on va faire des cadeaux fiscaux aux plus riches in fine au mieux quand on arrive à la croissance. En fait, c'est la croissance pour quelques un.e.s, des très privilégié.e.s et puis c'est l'austérité pour tou.te.s les autres. Voilà le modèle qu'ils appliquent depuis des années et des années ». Ce carcan tient aux traités européens qui ont été instaurés. Prendre le risque de sortir des traités ce sera inévitablement le « chaos » et l'on ne peut même pas en discuter, même pas en débattre.

Jérôme Rodrigues rend hommage à Zineb Redouane (octogénaire tuée par les forces de police d'une grenade lacrymogène alors qu'elle fermait ses volets) par la présence de sa fille, applaudissements chaleureux pendant plusieurs minutes, tout le public s'est levé pour partager ce grand moment d'émotion. Pour Jérôme c'est clair : « j'en a rien à foutre de l'Europe », « Les Gilets Jaunes c'est une bande de malades, c'est une bonne maladie parce que l'on est contagieux. En Angleterre, et ce depuis longtemps, parce que quand le mouvement a commencé, je commençais à faire des « likes », j'avais un blog contestataire ou l'on pouvait s'associer à mon compte. Au fil du temps les Anglais ont menés des actions en Angleterre ». En Allemagne, en Belgique et en Bulgarie ce fut pareil. Comme il le précisera une fois de plus la France donnera l'exemple au monde entier. Sa position me semble contradictoire. Il se fout de l'Europe mais demande d'aller voter utile. Il ne votera pas Macron aux prochaines européennes et lance un appel à l'assistance et aux citoyens français d'entrer dans ce vote de système anti-macron, ne pas s'abstenir car ce serait entrer dans le jeu de Macron. Il demande de se présenter dans les bureaux de vote avec son gilet jaune.

Personnellement, cela me rappelle l'élection présidentielle de 2017, lorsque les électeurs devaient voter contre Marine Le Pen, alors pourquoi ne pas suivre l'exemple du Portugal qui a dit « merde à l'Europe » comme l'a pourtant dit Jérôme ?

Torya Akroum, finira ce tour de table en précisant que ce débat sur l'Union européenne est un débat central, vu le combat qui est mené depuis le 17 novembre 2018 contre l'oligarchie, le gouvernement et le système. Elle insistera sur le fait que « ce n'est pas l'Europe qui impose, mais c'est bien le gouvernement et le patronat français . C'est le gouvernement qui décide et personne d'autre ». Elle fera le constat que c'est une suite institutionnelle du capitalisme, « une tour d'ivoire supplémentaire », « nous les travailleurs, nous les chômeurs, nous les retraités, les étudiants qu'on soit de France, d'Espagne du Portugal, de Pologne, de Grèce nous avons cela en commun avec les autres pays européens : c'est notre classe sociale », et elle conclura que le véritable problème ce n'est pas l'immigration mais bien la répartition des richesses pour une poignée des grands patrons.

Intervenants :

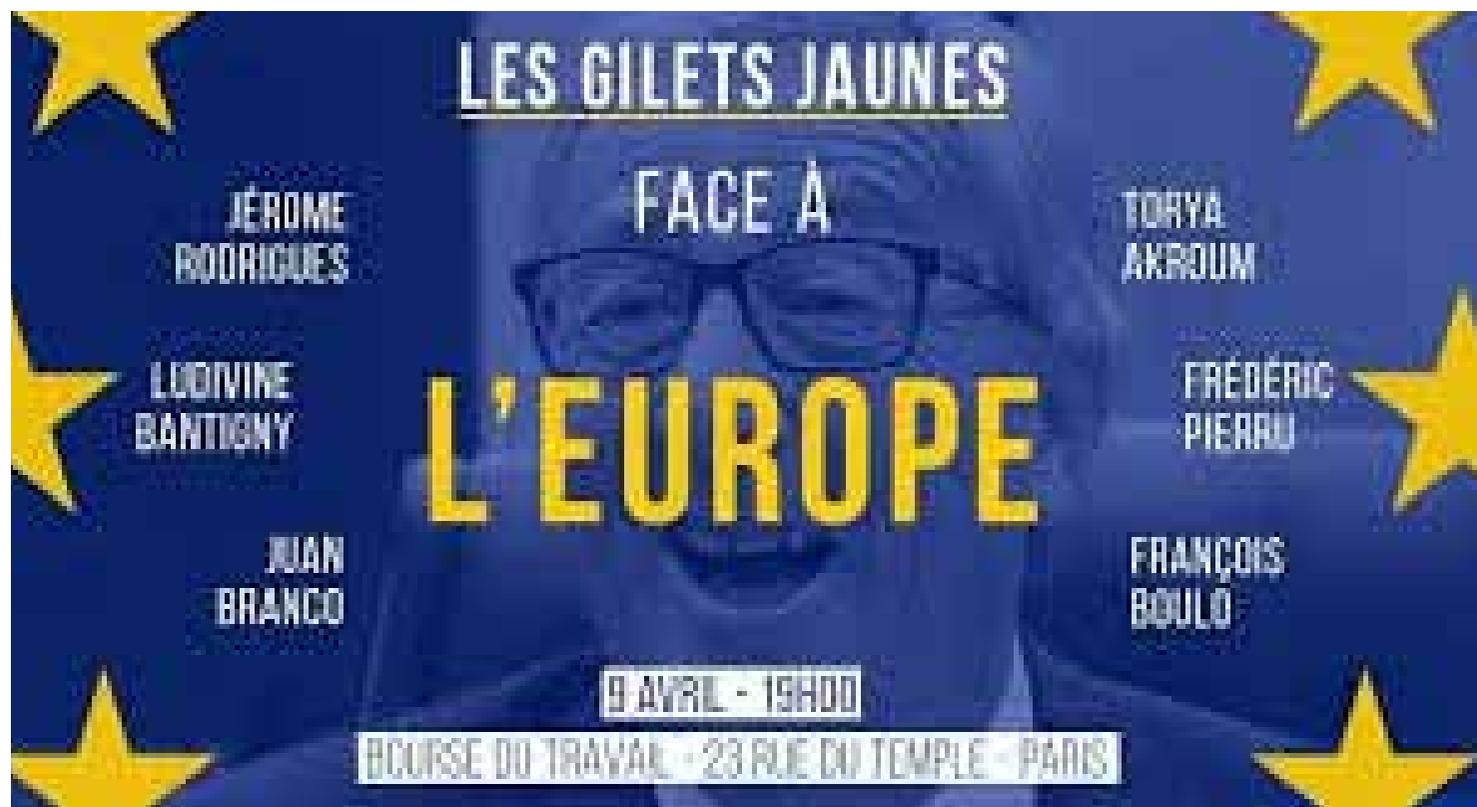
Torya Akroum, GJ
François Boulo, « l'avocat des Gilets jaunes », du collectif Rungis
Juan Branco, avocat proche de LFI
Ludivine Bantigny, historienne et enseignante
Frédéric Pierru, sociologue.
Jérôme Rodrigues, GJ

Pour les anarchistes, il va de soi que nous n'attendons rien des propositions gouvernementales qui ne viseront de toute façon qu'à calmer ce mouvement de contestation qui secoue le pays, afin de permettre à la classe bourgeoise de sauvegarder un système capitaliste qui perpétue leur domination et l'exploitation de la classe travailleuse.

Ce qui est pour nous l'exact contraire d'une société égalitaire et solidaire, sociale et libertaire.

Juan Chica Ventura

Groupe anarchiste Salvador-Seguí



1^{er} Mai 2019 à Lyon : drôle de « tête de manif »

1^{er} Mai 2019 à Lyon : drôle de « tête de manif »

Le 1^{er} Mai n'est pas, pour nous anarchistes, un jour comme les autres. C'est un jour de lutte et de commémoration. Lutte contre le salariat et commémoration de ceux qui sont morts et ont lutté avant contre lui.

Ce jour-là, nous descendons dans la rue, anarchistes, libertaires, autonomes. Mais aussi les syndicats, partis de gauche et d'autres groupes dits « progressistes ». C'est jour de manif, à Lyon, comme ailleurs.

Sur Lyon, depuis maintenant quelques années, une vigilance contre l'extrême droite est mise en place. Elle n'est plus le seul fait des antifascistes « historiques », mais se retrouve plus largement dans pleins de milieux, y compris syndicaux, et en particulier la CGT et SUD. C'est dans ce cadre-là que l'année dernière, lors du 1^{er} Mai 2018, nous nous étions retrouvés anarchistes, libertaires, syndicalistes, à venir mettre la pression sur un groupe agrégeant l'UPR (parti d'Asselineau, complotiste et d'extrême droite) et divers conspirationnistes pour leur indiquer que nous refusions leur présence dans le cortège du 1^{er} Mai ! Ils étaient très identifiables : pancartes « Frexit », drapeaux bleu blanc rouge, portraits du leader, etc.

Ce fut tendu et, comme à son habitude, la flicaille a gentiment protégé le cortège d'une quarantaine de personnes, allant jusqu'à bousculer et gazer non pas les fachistoïdes, mais ceux venus les déloger. Comme le dit la chanson « un 1^{er} Mai sans flicaille ce n'est pas un 1^{er} Mai ». Face à la pression collective et la détermination des manifestants, le groupuscule haineux avait rebroussé chemin. Belle unité face à la bêtise et la haine, qui pouvait n'être que rassurante.

Autant le dire de suite, ce 1^{er} Mai 2019 fut tout autre.

Déjà parce que la fameuse « union » Gilets jaunes / Gilets rouges / Gilets noirs était de mise paraît-il. Dans les faits, c'est plutôt un défilé les uns derrière les autres sans vraiment se parler qui a eu lieu. Mais là n'est pas le souci. Ni dans le fait que la « vague jaune sans précédent » annoncée n'est qu'une poignée de personnes, qui prennent la tête du cortège « parce que c'est comme ça ».

On sent d'ailleurs qu'ils n'ont pas l'habitude de défiler : ils marchent trop vite, comme pressés de rejoindre la place Bellecour (au centre de la presque-île de Lyon). Mais là encore une fois, ce n'est pas si grave.

Non, ce qui a de quoi rendre mal à l'aise et nous interroger c'est la composition de cette délégation de Gilets jaunes. Et l'acceptation qu'elle a des mouvements d'extrême droite. Ainsi, cette année, alors que l'année dernière nous les chassions, les mêmes groupuscules que ci-dessus étaient non seulement dans la manif, mais ils en avaient pris la tête. Oui, drapeaux français, voir royalistes, pancartes à la gloire de l'UPR et de son « Frexit », ils sont là, en tête de manif.

Nous avons l'espoir à un moment que ce cordon anti-haine tienne, mais il est amer



de constater que ce n'est plus le cas. Ces tenants du repli identitaire et de la haine ont pu manifester jusqu'à la fin sans être à un seul instant inquiétés, que ce soit au sein des Gilets jaunes ou par les autres groupes présents.

Donc, au nom d'une « union sacrée » jaune-rouge-noir, on laisse la place à ces idées dans nos cortèges » Parce que, qu'est ce qui a changé depuis l'année dernière si ce n'est l'apparition des Gilets jaunes et leur fourre-tout idéologique »

Comment pouvons-nous accepter tranquillement de laisser notre manifestation être ouverte par nos ennemis politiques ? Il y a des Gilets jaunes sincères et disons progressistes, mais il est clair que ce n'est pas que cela chez eux.

Les anarchistes ont été dépossédés du 1^{er} Mai par plein de courants autoritaires. Et ces courants semblent aujourd'hui offrir ce jour aux fachistoïdes nationalistes de l'UPR et leurs alliés sur un plateau...

Et là une question nous vient : comment le cortège rouge et noir a-t-il pu continuer sans se dissocier ? Peut-être du fait d'un certain aveuglement autour des Gilets jaunes de beaucoup d'entre nous sans doute !

Nous savons crier « ni oublié, ni pardon ».

Nous savons affirmer que quand quelqu'un ne réagit pas face au fascisme, face à la haine, il s'en rend complice. C'est des slogans que nous portons. Mais là, nous avons pardonné parce que ce sont les Gilets jaunes et nous n'avons pas réagi.

En fait, ce 1^{er} Mai 2019 à Lyon, nous nous sommes trahis.

Fab et Jean-Yves, Graine d'anar – Lyon

Très cher « *Le Monde Libertaire* »

Le *Groupe Libertad* t'écrit de Toulouse, et te fait part de ses salutations.

En effet, après 15 ans d'absence, la Fédération anarchiste de Toulouse renaît de ses cendres.

En reprenant le nom de l'ancien groupe les anarchistes fédéré(e)s ont décidé, le samedi 10 février, de s'appeler « *Groupe Libertad* ». D'abord parce qu'il évoque ici, dans cette ville d'accueil de l'exil des républicains espagnols de la Retirada de 1939, le beau nom de Liberté. Ensuite en hommage à Albert Libertad, (1875-1908) le journaliste anarchiste, dreyfusard, auteur de ces textes fameux *Le culte de la charogne* (réédités aux Editions Agone en 2006). Nous espérons, avec la FA, dans cette période d'un mouvement populaire d'une ampleur inégalée, réussir à fédérer à Toulouse un grand nombre d'anarchistes et de libertaires, dans un souci d'unité et d'efficacité.

Groupe nouvellement formé, ses membres comptent à la fois des militants de longue date et des nouveaux venus dans le militantisme. Une hétérogénéité qui, nous l'espérons, fera notre force.

Notre première apparition en tant que *Groupe Libertad* eut lieu ce 1er Mai 2019, où nous avons défilé en arborant fièrement le drapeau de la FA aux côtés des camarades libertaires (AL-CGA, CNT, UAT... pour ne citer qu'eux) et dans une foule dense, curieuse et intéressée.



Nous avons pris une part active en amont du défilé en distribuant des tracts (plus de mille dans un temps assez court), et en installant une table de vente où l'ouvrage « *Les Gilets jaunes : points de vue anarchistes* » a eu son petit succès. D'anciens numéros du *Monde Libertaire* étaient également disponibles sur ce stand de fortune, et nous avons amèrement regretté de ne pas avoir le numéro de mai 2019 à distribuer...

Mais cette déception nous a du coup obligés à renforcer sa vente. Et c'est une satisfaction. La revue *Le Monde Libertaire* se trouve maintenant en dépôt dans deux librairies toulousaines : *L'Autre Rive* et *Terra Nova*.

Ton accueil, cher journal, a été enthousiaste et prometteur.

Ces librairies seront alimentées mensuellement pour un temps indéterminé, et nous avons décidé de te vendre également à la criée sur un des marchés de Toulouse.

Notre prochaine apparition aura lieu le 5 juin, date à laquelle nous prendrons part aux côtés de camarades de plusieurs organisations politiques et syndicales toulousaines à un défilé contre les discriminations et le fascisme. Cette date du 5 juin est symbolique : le meurtre de Clément Méric en 2013.

En bref, nous partageons avec toi nos premiers pas en tant que groupe constitué, nos premières actions, nos premières avancées. Il nous reste néanmoins une question importante à résoudre : quels seront notre fonctionnement et nos initiatives dans les mois et années à venir.

En attendant, cher *Monde libertaire*, chers lecteurs, chères lectrices, nous vous envoyons nos salutations fraternelles.

Groupe Libertad, Toulouse.

LA LIBRAIRIE LIBERTAIRE L'INSOUMISE EN DANGER MORTEL !

Un pignon de l'immeuble (128 rue Saint-Hilaire 76000 Rouen) dont elle est copropriétaire, via une Association loi de 1901 possédant le local, le Cercle d'Études Sociales, menace de s'effondrer pour des raisons encore indéterminées. Si nous n'arrivons pas à faire jouer l'assurance de la copropriété, c'est 21 000 euros que la librairie devra déboursier au titre de sa quote-part de remise en état!

En attendant les résultats des expertises et de nos recours, nous devons commencer à payer les frais de remise en sécurité provisoire et certainement des frais de dossier (avocat, etc.)

Nous avons donc plus que jamais besoin de votre solidarité !

Vous pouvez :

Envoyer un chèque de soutien à l'ordre de la librairie l'Insoumise qui transmettra. Mais vous pouvez aussi:

**Envoyer un chèque au Cercle d'Études Sociales
(même adresse que l'Insoumise)**

CCP : 0446970R035 (29)

Virement avec l'IBAN :

FR70 2004 1010 1404 4697 0R03 529

Le service national universel, plus qu'un dérapage !

La tournée des « popotes », dans les collèges et les lycées, voire les universités, des ministres macroniens pour assurer la promotion du service national universel (SNU) est d'une indécence crasse. Le paradoxe est le suivant : le président Macron, le ministre de l'Intérieur Castaner et Griveaux, le porte-parole du gouvernement, ces trois individus, qui ont des yeux de Chimène pour les forces de l'ordre et pour les militaires, ont, pour des raisons diverses et variées, échappé en leur temps à la conscription. Et voilà qu'aujourd'hui, alors qu'ils sont au pouvoir, ils veulent réintroduire l'obligation du service national et ils y rajoutent le mot « universel », pour bien montrer que personne ne pourra y échapper, y compris, les enfants des milliardaires et les amis des amis...

C'est ainsi que les petites mains qu'ils envoient en « première ligne », comme le secrétaire d'État à la jeunesse Gabriel Attal, né en 1989, n'ont pas, elles non plus, effectué de service militaire, Chirac ayant mis fin à la conscription en 1997. Et, à plus forte raison, Geneviève Darrieussecq, la secrétaire d'État auprès de la ministre de la Défense puisque c'est une femme...

Voilà des personnes qui sont « appelées » à louer les bienfaits du service militaire alors : qu'elles n'ont jamais mis les pieds dans une caserne ; qu'elles n'ont jamais été contraintes de porter l'uniforme ; qu'elles n'ont jamais été confrontées à la connerie et la bêtise crasse des militaires ; qu'elles n'ont jamais eu à supporter les insultes des adjudants Kronenbourg ;

qu'elles n'ont jamais été contraintes à perdre leur temps pendant 9 mois, 12 mois, 18 mois, 24 mois et parfois plus pour apprendre à marcher au pas, à tirer au fusil, à obéir sans chercher à comprendre, bref à être conditionnées pour aller se faire massacrer sur les lieux de guerre, afin de sauver les intérêts des multinationales...

Ils préparent la guerre !

Le système capitaliste est en grande difficulté, tant sur le plan extérieur qu'à l'intérieur et c'est clair que de tout temps, pour résoudre les problèmes, les grands patrons, par le biais de leurs larbins les politicards, font la guerre. Ils préparent des tueries et des destructions massives. Si ce n'est pas entre Français, (guerre ci-

ville), eh bien ce sera contre d'autres peuples. Ils tuent les hommes et détruisent les villes pour leur plus grand bonheur. Car, ensuite, il faut reconstruire. Ils envoient à la mort le peuple d'en bas lorsqu'il se fait trop pressant et manifeste trop violemment. Pendant que ces Messieurs et ces Dames sont bien à l'abri, y compris des éclaboussures. Actuellement, ils préparent la guerre.

Cet internement obligatoire des jeunes ados entre 15 et 18 ans sera confié à l'Éducation nationale. Les mystificateurs et le ministre de l'Éducation, Blanquer, auront du mal à nous faire croire que c'est au nom du brassage social que sera miraculeusement réalisée par l'enfermement obligatoire de la jeunesse, « l'unité du pays ». D'autant que, pour encadrer tous ces ados, il est prévu de faire appel à des intervenants reconnus pour leurs grandes compétences éducatives (sic), comme d'anciens militaires, des gendarmes, des anciens combattants ou des stagiaires issus des grandes écoles (style Macron...) et cela au sein des établissements scolaires.

Il s'agira d'apprendre aux collégiens comment devenir des citoyens obéissants ; de faire renaître le sens du devoir et le respect de l'autorité ; de développer chez les intéressés des qualités comme : la cohésion, le courage, la bienveillance, la liberté, le respect, le devoir de mé-



moire, l'exemplarité, l'humilité, la probité, le dévouement, la solidarité, la responsabilité, le sens du devoir, la résilience, le goût de l'effort (sic!). Comme le dit le député de la République en marche (LREM), des qualités qui font tellement défaut aux jeunes. D'ailleurs, c'est le même Macron qui a mis en avant l'impératif d'inculquer la discipline aux jeunes, par un encadrement s'inspirant du service militaire... Il ne sait pas de quoi il parle, il ne l'a jamais fait le service militaire !

Danger !

Avant toute chose, Monsieur le Président, au lieu de donner des conseils, vous feriez bien de vous remettre en question. Ce serait une preuve d'intelligence, mais je pense que votre ego est tellement surdimensionné, qu'il efface chez vous toute manifestation d'intelligence. Pourtant, il serait bien que vous respectiez les jeunes et que, lors de vos sorties, vous cessiez de les admonester, de leur donner des leçons et qu'enfin vous les traitiez non pas comme de vulgaires choses mais comme des êtres humains responsables.

En réalité, le SNU va avoir pour but de surveiller la jeunesse toujours plus car la classe politique se méfie d'elle comme le lait sur le feu. C'est ainsi, qu'en renforçant l'intervention de l'armée à l'école, le pouvoir confirme la dérive militaire et identitaire de la formation civique scolaire. Permettre à l'Éducation nationale de se charger, sur le temps scolaire et sous encadrement militaire, de la tâche de dressage des adolescents(es) avec la complicité de l'armée, est plus qu'un simple dérapage, c'est une dérive autoritaire qui annonce un État encore plus policier et militaire...

Justhom (Groupe de Rouen)

HISTOIRE

Compagnes

En 1890, Eugénie Collot, tapissière parisienne, militait avec la Ligue d'affranchissement des femmes pour le droit de vote ; mais elle rejoignit bientôt le camp des abstentionnistes. Le 9 mars 1893, ceux-ci organisèrent une « cavalcade », affublés d'oreilles d'ânes pour moquer le suffrage universel ; Eugénie et ses co-

pines portaient une pancarte : « Nous sommes des créatrices, nous voulons être des candidates ! »

Deux mois plus tôt, dans son journal *Le Père Peinard*, Emile Pouget s'était écrié : « Bonnes bougresses et bons bougres, le Père Peinard vous la souhaite

bonne et heureuse ! » Il est rare de lire des adresses aussi inclusives ; mais de la première compagne de Pouget, « la mère Peinard », qui vécut plus de vingt ans avec lui, personne ne semble s'être soucié d'en savoir plus long ; je viens seulement de dénicher son nom d'état civil, cherchez-la donc ! (<http://maitron-en->

ligne.univ-paris1.fr/. Toutes les notices sont librement accessibles en ligne.)

Les auteurs de notices biographiques font rarement l'effort d'identifier les compagnes anonymes, même celle qui « était également militante anarchiste » ou celle qui « assistait souvent aux réunions du groupe ». L'un échappe « à une extradition, grâce à l'admirable dévouement de sa compagne » ; un autre écrit « des chansons d'enfants dont sa compagne composait la musique ». « En 1924, alors que [Gaston Leval] venait de se marier, lui et sa compagne traversèrent l'Atlantique en passagers clandestins » : mais ils se sont mariés en Espagne, où lui-même vivait sous un faux nom, comment diable les retrouver ? Certaines ont un prénom, Rosa, Tounette, Gaby, Yvonne, Nannette... Il n'y a guère que les auteurs dont on connaisse le nom et le pseudonyme, Fanny Clar, Alexandra Myrial, Séverine.

— *C'est sous les noms dont nous sommes fières que nous voulons être rappelées ! La bonne Louise, la mère Peinard, Louise Quitrime, Victorine B., la Séraphine, Mimosa !*

J'écris depuis plusieurs années, avec d'autres compagnes et compagnons, des notices sur des anarchistes pour le dic-

tionnaire biographique Maitron (mouvement ouvrier, mouvement social). Les informations sont fréquemment fragmentaires : quand elles proviennent de rapports de police, on apprend une date de naissance mais presque jamais la date de la mort, que l'on trouve parfois dans les registres d'état civil (pour la France, ils sont presque tous accessibles en ligne) ; et surtout quand les hommes ne sont pas mariés, leurs compagnes n'ont souvent ni nom ni prénom, encore moins de dates de naissance. Combien de Madame Labouret, de femme Denhomme, de veuve Durand...

Il en va peut-être de même dans les dictionnaires biographiques de violonistes ou de communistes. Faut-il s'en plaindre ? Plutôt creuser, lire des correspondances, chercher des pistes, faire des hypothèses, publier des résultats approximatifs. Reprendre les allusions à des couples militants, et doubler la notice. Redonner vie à ces femmes anonymes, sans lesquelles le mouvement anarchiste, ou communiste, ou violoniste n'aurait pas été ce qu'il est.

Ne renonçons pas. Chacun-chacune peut envoyer des commentaires, des compléments au Maitron, à condition de donner les sources ; il s'agit souvent de sources familiales, d'informations du petit-fils ou de l'arrière-cousine, de pho-



tos. Les rédactions font de leur mieux mais n'ont pas tout lu ni tout vu. C'est d'autant plus nécessaire pour ces compagnes sans nom. Y en a pas dix sur cent, et pourtant elles existent !

Marianne Enckell, CIRA Lausanne

Anarchistes et juifs – suite- Discussions avec Rassinier

Dans le précédent article le concernant, j'avais abordé la façon dont avait été reçue la publication du livre de Rassinier *Le mensonge d'Ulysse* dans le milieu libertaire. On aurait pu croire que la violence des propos aurait fait de Paul Rassinier quelqu'un à éviter. Il n'en fut rien. D'autres livres advinrent.

Dans l'excellente revue anarchiste *Témoins* éditée en Suisse par Jean-Paul Samson, trois auteurs dont ce dernier, accompagné d'André Prunier (André

Prudhommeaux) et de Robert Proix, rendent compte dans le numéro 3-4 (hiver 1953) du dernier livre paru de Rassinier aux Editions de la Voie de la paix *Le Discours de la dernière chance*. En exergue on trouve une présentation du thème principal de ce livre : « *Et il faudrait être totalement démuné de sens pour parler de coexistence pacifique des deux blocs dans ces conditions : la moitié frustrée ne cesse de monter à l'assaut de la moitié grassement nantie, et, si cette dernière s'obstine à garder ses avantages, inmanquablement,*

nous aurons la guerre. » *La conclusion saute aux yeux : il faut que les nantis, sous la pression interne et externe, sacrifient leurs privilèges, en une nuit diplomatique du 4 août. Il faut fonder la paix entre les nations en lui donnant pour base la justice entre les nations.*

Pour Prudhommeaux, il n'y a pas de justice entre les nations. Même les formes de solidarité les plus minimales, comme les passeports Nansen (donner une identité « nationale » aux apatrides) sont repoussées avec violence par les na-

tionalismes totalitaires. La paix en l'état des choses ne peut être sauvegardée que par un équilibre des forces. Dire comme Rassinier le fait qu'il n'y a pas assez à manger à l'Est, c'est selon Prudhommeaux affirmer qu'il y a trop d'hommes. Il ajoute : « Pour un État marxiste ou fasciste, il n'y a jamais trop d'hommes ; jamais trop de prolétaires, jamais trop de soldats. » Il termine son intervention en disant : « Égaliser les « richesses naturelles » priverait trop évidemment les hommes (soviétiques et occidentaux) de leur dernière chance de ne pas finir leurs jours par les soins du napalm, des tanks, des bombes H et autres armes modernes de la révolution mondiale totalitaire. »

Robert Proix ne partage pas complètement cet avis. « Nous ne croyons pas Rassinier assez naïf pour se faire illusion sur les possibilités d'une équitable répartition des biens en l'état présent des structures sociales et économiques du monde. [...] Rassinier démontre avec logique le mécanisme de la guerre moderne, dont on peut dire qu'elle est une fois de plus au premier rang de nos préoccupations essentielles. » Pour Proix ce livre est hautement significatif, son auteur a un esprit d'indépendance et de non-conformisme assez inhabituel.

Jean-Paul Samson se rallie à la position de non-recevoir de Prudhommeaux. « Hélas, l'exemple hitlérien et mussolinien ne nous a que trop ouvert les yeux sur l'inutilité fondamentale de toutes les concessions consenties, à des régimes totalitaires. » Si la cause de la paix est une bonne cause, néanmoins, « elle ne peut pas s'acheter par un pourboire à l'esclavagisme moscoutaire ».

Au printemps 54, Rassinier répond. Il accuse ces critiques de ne pas avoir lu correctement son livre. « Votre erreur a été de prendre, dans cette analyse, des constatations de fait – l'une d'entre elles particulièrement – pour des justifications et de me les imputer. » Il va les assimiler à tous ceux qui ont mal rendu compte du *Mensonge d'Ulysse*. Samson lui répond sur le même ton « que d'autre part Rassinier prenne garde à ne pas suivre lui-même la méthode qu'il croit pouvoir nous reprocher, en nous prêtant des arguments qui n'ont jamais été les nôtres ».

Au printemps 1955, dans le numéro 8 de la revue, André Prudhommeaux rend compte du *Mensonge d'Ulysse*. Ce livre,



Le négationisme. Avoine. (L'Histoire. 12/97)

après des tribulations juridiques, vient alors de réparaître. Cette fois il n'est pas question de prendre des pincettes. Rassinier « ne nie rien de moins que la véracité des récits que tant de rescapés firent de l'usage nazi – non pas des crématoires, mais des chambres à gaz ». Pourtant Prudhommeaux reconnaît que l'hypothèse de l'auteur que ces endroits relevaient d'une légende pouvait fonctionner « pour imposer aux habitants de l'univers concentrationnaire la lutte effrénée pour la survie ». Et il rajoute : « Tout cela ne dépasse-t-il pas en horreur véridique le crime « virtuel » (non prouvé, semble-t-il) de l'anéantissement par les gaz ? » Pour lui le *Mensonge d'Ulysse* peut servir de leçon morale puisqu'il illustre le fait que « l'homme n'est humain qu'en certaines conditions minimums de distance et d'espace libre entre lui et son semblable ».

A l'hiver 1956/57, Jean-Paul Samson rend compte d'un article de Rassinier (*Défense de l'homme*, février 57) sur les événements de Budapest. « Paul Rassinier, [...] est assurément un honnête homme [...]. Mais il y a chez lui — Le *Mensonge d'Ulysse* l'a bien montré — un tel désir hypertrophié de ne pas tromper autrui qu'il en arrive à se monter le coup à lui-même tout le premier : à l'entendre, à peine eût-on pu

croire encore à l'existence des chambres à gaz. » La critique devient alors dure : « Folle est, pour Rassinier, toute entreprise que ne couronne pas le succès », que ce soit l'Espagne ou la révolution hongroise. Samson rajoute : « Sa pensée s'apparente ici étrangement à l'attentisme de la social-démocratie allemande, aboutissant à céder bien gentiment le pouvoir à Hitler, parce que le personnage avait obtenu la majorité des voix et que, donc, la situation « n'était pas révolutionnaire ». » Et termine en disant : « Qu'il veuille bien aussi réfléchir que, sans la Commune, pourtant écrasée, elle aussi, les déshérités, sous la république bourgeoise, n'eussent assurément pas si vite retrouvé le courage de vouloir plus de justice. »

Témoins publiera en deux fois, numéros 17 puis 18, suivant la réponse de Rassinier. Ce dernier prétexte que c'est la publication du *Mensonge d'Ulysse* qui lui vaut la vigueur avec laquelle Samson a critiqué son article. P. Rassinier revient sur la distinction qu'il fait entre révolté et révolutionnaire. « Le mélange que d'aucuns font, ajoute-t-il crée un malentendu qui est tragique, il n'a sorti le mouvement ouvrier d'un excès que pour le précipiter dans l'excès contraire. » Cet article n'est pas sans intérêt. On pourra en prendre connaissance sur le site de

La presse anarchiste.

En 1962, dans l'avant-dernier numéro de *Témoins*, Robert Proix se penche sur un nouvel écrit de Rassinier *l'Équivoque révolutionnaire*, Défense de l'Homme, 1961. Ce dernier y défend les mêmes thèses que dans le précédent article sur la Révolution hongroise. Proix se demande quelle peut être l'utilité d'un « ouvrage de ce genre », il ajoute : « *Ainsi donc, une véritable révolution ne serait point, du moins à en croire notre auteur, un pas en avant mais un retour en arrière.* » Et il termine ainsi : « *L'ouvrage de Rassinier ne nous conduirait-il qu'à méditer là-dessus, il n'aurait pas été inutile.* »

Et les juifs ?

Le lecteur aura remarqué comme moi que dans les lignes qui précèdent, le mot juif n'est jamais utilisé. Comment se fait-il que des compagnons aussi avertis et

cultivés que ceux qui se retrouvent dans cette revue de haute qualité ne s'en soient pas aperçus ? Dès 1951 l'information concernant le sort des juifs sous la botte nazie est du domaine public. Léon Poliakov publie cette année-là le *Bréviaire de la haine. Le IIIe Reich et les Juifs* aux Editions Calmann-Levy. La préface porte la signature d'un écrivain reconnu, membre de l'Académie française, prix Nobel de littérature, François Mauriac. Ce livre va ouvrir la voie à une série d'ouvrages sur ce qui n'a pas encore pris le nom de Shoah. Au moment où Robert Proix répond définitivement à Rassinier, la Fédération anarchiste a fait savoir quelques mois avant dans son BI (octobre 1961) : « *Nous tenons à rappeler que depuis 1961 il n'appartient plus à notre organisation, son attitude nous étant apparue plus que suspecte, et depuis plus longtemps encore il ne collabore plus à notre journal. En conséquence, nous affirmons catégoriquement que nous n'avons rien à voir avec ce personnage*

qui nous est totalement étranger. » Les relations suivies entre Rassinier et l'extrême droite tant française qu'allemande étaient enfin mises au jour. Pourtant sa personnalité probablement extrêmement convaincante, sa forte capacité de production d'écrits feront qu'il restera presque jusqu'à sa mort en 1967 un collaborateur de nombre de publications du milieu libertaire. Nous reviendrons plus loin sur le rôle que jouera le *Mensonge d'Ulysse* dans l'aventure négationniste qui verra des ex-libertaires courir au secours de Robert Faurisson, membre déclaré de l'extrême droite française.

Il ne faudra pas attendre longtemps pour que la question juive revienne au premier plan de l'actualité judiciaire et culturelle avec le Procès Eichmann et la pièce de théâtre *le Vicaire*.

Pierre Sommermeyer

P Â S S E - P O R T S

CUBA LIBERTARIA

Histoire de l'anarchisme des origines à la renaissance du mouvement

La tradition libertaire de Cuba est séculaire. Les habitants originaux de l'île, les Indiens Siboney et Taïnos, intégraient dans leur mode de vie plusieurs principes, telle l'absence de propriété ou d'État. Vint ensuite la colonisation par les Espagnols et le génocide des populations autochtones.

Les siècles suivants, les idées et les penseurs anarchistes influenceront nombre de personnages clés de l'histoire et de la lutte d'indépendance cubaine. Le héros national, l'apôtre de l'indépendance José Martí ou les mouvements anarcho-syn-

dicalistes du début du XX^e siècle qui seront à la tête du mouvement ouvrier en sont de parfaits exemples. De même, certaines traditions toujours vivantes et importées par les déportés Africains victimes de l'esclavage véhiculent-elles aussi des idées libertaires comme la solidarité et la résistance à l'opresseur.

Il y a toujours eu une tradition libertaire dans les Caraïbes, le sentiment libertaire a toujours imprégné le peuple cubain, c'est une expression révolutionnaire née très tôt, lors des premières luttes contre l'esclavage et pour l'indépendance au

XIX^e siècle, avant même que Marx soit né. Bref, une île fertile pour la pensée anarchiste, ce qui explique qu'au moment où la révolution de 1959 s'initie dans la Sierra, les anarchistes sont en action depuis plusieurs décennies : dans les syndicats, les universités, les usines, les coopératives, les confréries, les villes et les campagnes.

Les idées libertaires ont éclos à Cuba en 1857, elles avaient pour références les théories de Proudhon. Les premières sociétés mutualistes furent créées cette année-là. Depuis lors, malgré la représ-



sion et les dictatures de Machado, de Batista et de Castro, les idées libertaires ont toujours influencé les mouvements sociaux et syndicaux. Le mouvement libertaire a plus de cent ans à Cuba, il a été banni de l'historiographie par les historiens du régime castriste et par les éditeurs cubains officiels. C'est la raison fondamentale pour laquelle très peu de Cubains aujourd'hui connaissent la tradition de lutte anarcho-syndicaliste et le rôle important des anarchistes dans l'histoire de ce pays.

C'est en 1865, dans l'industrie du tabac, que se déclara la première grève cubaine. C'est ensuite en 1888 que d'importantes figures de l'anarchisme comme Enrique Roig San Martín, Enrique Messionier et Enrique Creci développèrent une intense activité militante. Sous la République de 1902, malgré des gouvernements sanglants et dictatoriaux, la lutte syndicale s'intensifia, avec la création de la Confédération nationale ouvrière de Cuba et le militantisme radical d'Enrique Varona et Alfredo López, deux activistes qui dynamisèrent le mouvement anarcho-syndicaliste. Le premier fut assassiné et le second disparut sans qu'on ne retrouve son corps. Avec leurs idées et leurs luttes, ils impulsèrent plus tard la nouvelle République qui reconnut les droits des travailleurs avec la Constitution de 1940.

Ces années-là furent aussi des années de collaboration avec la CNT espagnole, car beaucoup d'anciens combattants cubains de la guerre civile espagnole et des libertaires espagnols exilés arrivèrent alors à Cuba pour renforcer le mouvement anarcho-syndicaliste.

Fulgencio Batista, le dictateur cubain

protégé par les États-Unis, assassina plus de 20 000 Cubains, parmi eux beaucoup d'anarchistes, ces disparitions marquèrent une étape sanglante pour le mouvement syndical. Batista incarnait le dictateur latino-américain typique : un mélange de populisme et d'autoritarisme. Pendant des décennies, il participa à la vie politique cubaine et fut finalement élu démocratiquement en 1940 pour une durée de quatre ans. C'est alors qu'il fit voter une Constitution extrêmement progressiste pour l'époque et qu'il intégra des ministres communistes dans son propre gouvernement (les mêmes qui allaient ensuite occuper des postes clés au sein du régime castriste).

Lors du triomphe de la Révolution cubaine, en 1959, le gouvernement révolutionnaire n'avait pas de racines marxistes ou anarchistes, mais il faut rappeler que beaucoup de ceux qui luttèrent dans les villes contre la dictature et dans la guérilla même étaient des militants anarchistes. Les anarchistes cubains étaient une composante essentielle des réseaux de lutte politique clandestine et de la guérilla contre la dictature de Batista, qui mèneront à la victoire de 1959.

Les différentes organisations anarcho-syndicalistes qui luttèrent, dans la clandestinité ou dans la guérilla lors de la Révolution de 1959 aux côtés des castristes, ne furent pas reconnues. Avec l'avènement au pouvoir du « Líder Máximo », en 1959, et son adhésion opportuniste à la doctrine marxiste-léniniste, tous ceux qui professaient par leur pensée et leur pratique les idées libertaires refusèrent l'alignement sur la dictature stalinienne. Dans ces années-là, les

libertaires furent assassinés, emprisonnés ou contraints à l'exil. Ils ne trouvèrent alors que peu de soutien du mouvement libertaire international, tant l'aura de la Révolution cubaine et des guérilleros héroïques ainsi que la propagande diffamatoire, orchestrée depuis La Havane et Moscou par l'appareil d'information stalinien, agissaient sur les consciences en Amérique et en Europe.

En France, malheureusement, hormis la Fédération anarchiste, les organisations libertaires donnèrent une certaine crédibilité aux accusations du gouvernement cubain contre les membres du Mouvement libertaire cubain. En 1968, l'apôtre de la Révolution, Daniel Cohn-Bendit, aujourd'hui devenu le propagateur du libéralisme-libertaire et député européen, accusa les anarchistes cubains d'être des « serviteurs de l'impérialisme yankee », lors du congrès des fédérations anarchistes à Carrare en Italie.

Le Mouvement libertaire cubain lutte aujourd'hui pour redonner vie à l'anarchisme. Un groupe de jeunes du réseau de l'Observatoire critique, au sein de l'Atelier libertaire Alfredo López, questionne la réalité cubaine, l'histoire du mouvement libertaire et ses idées. Malgré la répression et l'impossibilité d'exprimer dans les médias, aux mains du régime, tout point de vue jugé subversif, les libertaires sortent peu à peu de la clandestinité, la présence libertaire s'affirme aujourd'hui à travers les actions de l'Observatoire critique de La Havane, elle s'affirme dans la rue et sur les places. Sortant de la clandestinité, les libertaires et les anti-autoritaires occupent la place de la Révolution aux côtés de la multitude le 1er mai, en revendiquant sur leur banderole un socialisme sans bureaucratie. Ils manifestent contre la violence sur la Calle 23, une des principales avenues de La Havane, avec des centaines de personnes, à visage découvert. Ils rendent hommage publiquement à Alfredo López, une des figures de l'anarcho-syndicalisme cubain. Ils lancent un appel « Contre les obstructions et les interdictions » pour défendre la liberté d'expression et de conscience. Ils organisent chaque année un Forum social afin de coordonner des actions sur le plan social pour transformer l'île du caïman vert. L'ouverture d'un Centre social libertaire au cœur de La Havane, grâce au soutien du mouvement libertaire international,

permet de réunir en un même lieu différentes activités avec des débats, des projections, des expositions et une bibliothèque libertaire. Voici simplement quelques exemples d'initiatives importantes qui donnent une visibilité et une crédibilité à l'action libertaire.

Des groupes informels composés majoritairement d'activistes sociaux, de jeunes artistes et de jeunes universitaires, se regroupent et se retrouvent autour de discussions, de lectures, de manifestations à caractère culturel, de concerts, de happenings, indépendamment des structures officielles. Il est à noter que ces militants, dont certains ont fréquenté les universités du pays, sont issus des couches sociales les plus pauvres. Ils vivent dans des quartiers très périphériques de La Havane et ils n'ont jamais perdu leur conscience de classe, leur sentiment d'appartenance aux milieux les plus défavorisés. Cette origine leur permet de proposer une analyse réaliste en prise totale avec le contexte social actuel, d'avoir une force de proposition dont certains intellectuels ne peuvent disposer, de pouvoir passer de la parole aux actes.

Ces actes sont nécessaires pour parvenir à vivre dans la dignité et la liberté, pour amorcer des changements qui permettront de transformer une économie bureaucratifiée et étatisée en une économie autogérée, évitant ainsi de sombrer dans les dérives libérales qu'ont pu connaître les pays de l'Est à la fin de la guerre froide. Dans le débat qui existe aujourd'hui dans la gauche alternative, les anarchistes jouent un rôle de premier plan afin de mettre en garde contre l'opportunisme des réformistes qui prétendent qu'il est nécessaire qu'une phase de transition existe à Cuba, qu'elle devra obligatoirement passer par la reconnaissance des partis politiques, la convocation à des élections et l'instauration d'un capitalisme *sui generis*, dans le cadre d'une démocratie bourgeoise. Le modèle qui s'est installé dans les pays de l'Est lors de la chute de l'empire soviétique, un modèle inégalitaire où la richesse arrogante des anciens cadres du Parti communiste côtoie l'extrême misère d'une grande majorité du peuple. Cuba a besoin d'une rupture avec les modèles politiques existants, ces modèles qui ont échoué sur l'ensemble de notre planète. L'histoire de Cuba reste à écrire, à la lu-

mière de ce que nous apportent l'expérience et l'analyse de nos amis cubains, car la propagande du Parti communiste de Cuba a dissimulé les réalités historiques. Un inventaire sans concession à propos de la Révolution cubaine, qui atteint aujourd'hui son épilogue, est nécessaire.

Le socialisme, « ça ne fonctionne pas, même chez nous », a déclaré Fidel Castro en septembre 2010. Il est indéniable que la Révolution a créé beaucoup de frustration et de déception, particulièrement chez les nouvelles générations. Un profond désir de liberté, de dignité, de parler et d'agir existe à Cuba.

Les liens sociaux restent à réinventer en vue de contribuer à une « révolution dans la révolution » et pour combattre la bureaucratie et la corruption généralisée. Il s'agit aujourd'hui d'aller de l'avant, avec de nouvelles formes d'organisation reposant sur une autonomie sociale, culturelle, libertaire et fédéraliste.

À Cuba, en dépit du refus, de la part du gouvernement, de la diversité politique, la société civile a continué d'exister. Malheureusement, les animateurs des mouvements d'opposition ont toujours eu à souffrir de l'exil et de la répression politique interne.

À Cuba, à partir des années 1990, avec la chute du camp « socialiste », le modèle de société fermée a fait faillite. L'ouverture économique et culturelle donna alors l'occasion aux citoyens de s'approprier l'espace restreint que la société civile a permis d'ouvrir. Une nouvelle génération, née après la Révolution, pensa la société autrement. C'est à partir de là que nous avons vu naître la

confluence de différents groupes et de différentes associations qui existent aujourd'hui à Cuba. Cette confluence ouvre le débat sur le modèle de développement économique et social nécessaire à Cuba, sur le thème des droits et des libertés publiques, sur ce que les Cubains veulent et ce qu'ils ne veulent pas pour leur pays.

Cuba a aujourd'hui la possibilité de construire une expérience sociale différente, une expérience qui donne plus de pouvoir au peuple et non au capital et à la bureaucratie. Nos compagnons se battent pour un socialisme libertaire et participatif, qui aurait comme proposition centrale le développement des coopératives et des entreprises autogérées. L'Atelier libertaire de La Havane (1) joue aujourd'hui un rôle très important dans le développement de ce scénario, dans la mesure où il réunit en son sein de nombreux jeunes activistes qui débattent des alternatives au système actuel et qui coordonnent des actions militantes pour transformer socialement Cuba. Les libertaires cubains animent à La Havane un collectif écologiste appelé *El Guardabosques*, le *Garde-forestier* (2) et le *Projet Arcoiris*, le *Projet Arc-en-ciel* (3).

La renaissance d'un mouvement libertaire à Cuba est un des éléments clés afin d'entreprendre un large travail de conscientisation afin de permettre aux habitants de l'île de débattre de leur avenir. Mais pour développer les courants libertaires et les courants critiques de type autogestionnaire, fédéraliste et écologiste, il faut des moyens matériels qu'il est difficile de trouver sur l'île. De là, l'importance du soutien extérieur, même



s'il s'agit d'une action délicate, car l'aide internationale aux mouvements d'opposition est considérée par le gouvernement comme un financement de l'« Empire » en faveur de la contre-révolution. Les échanges d'informations avec les mouvements anti-autoritaires et libertaires internationaux sont extrêmement importants pour les activistes de l'Atelier libertaire de La Havane.

La solidarité politique internationale est également importante en cas de répression et d'obstruction venant des services du ministère de l'Intérieur et de la Sécurité d'État quand nos compagnons sont inquiétés pour leurs activités.

Daniel Pinós Barrieras
Groupes d'appui aux libertaires et aux
syndicalistes indépendants de Cuba
(GALSIC)

Contact :

Deux ouvrages sur l'anarchisme à
Cuba :

Cuba : *Révolution dans la Révolution. Expériences libératrices et créatrices.* Daniel Pinós,

Karel Negrete et Miguel Chueca, éditions CNT, 328 pages, 18 euros.

L'Anarchisme à Cuba, Frank Fernández, suivi de *Témoignages sur la révolution cubaine*, Augustin Souchy, éditions CNT, 2004, 236 pages. Épuisé sur format papier. À télécharger sur format pdf :

1. L'Atelier libertaire Alfredo López est un collectif spécifiquement anarchiste, qui a maintenu une activité systématique au cours des dernières années, en radicalisant ses propositions et en maintenant un ancrage solide dans la société cubaine. Il a réussi dans un court laps de temps à organiser annuellement les journées Printemps libertaire à La Havane, où nos compagnons parviennent à conjuguer la pensée et de l'action libertaire sur l'île. Par ailleurs, les libertaires cubains publient un journal *¡Tierra Nueva!*, avec lequel ils essaient non sans quelques difficultés, en raison de la répression active du régime castriste de diffuser leur regard contestataire aux habitants de l'île qui pour la plupart ne disposent pas d'accès à Internet. Ils essaient de promouvoir l'idéal libertaire et anarcho-syndicaliste présent dans l'histoire du pays avant la révolution de



1959, dont l'influence est occultée par l'historiographie officielle.

L'un des principaux efforts au niveau organisationnel que nos compagnons ont fourni a été la création en mars 2016, avec d'autres camarades de la région, de la Fédération anarchiste d'Amérique centrale et de la Caraïbe, un réseau ayant un grand potentiel d'expansion et de développement.

En juin 2018, un Centre social libertaire appelé ABRA a ouvert ses portes à La Havane dans le quartier populaire de Lawton. En plus d'être le siège permanent de l'Atelier libertaire Alfredo López, afin d'y organiser des réunions de travail et d'autres activités, le local accueille une Bibliothèque libertaire. Dans cet espace, se déroulent des actions propres à un Centre social : des conférences, des événements, des réunions, des repas collectifs, des présentations de textes, des fêtes, des vidéo-débats, des rencontres avec les visiteurs étrangers ou nationaux d'autres provinces, des concerts, des lectures, des expositions, des activités productives, entre autres. Le site de l'ABRA :

2. *Le Garde-forestier* est un projet initié en janvier 2007 par un groupe de jeunes Cubains dans le but de mettre en évidence les atteintes à l'environnement liées à la pollution urbaine, à la massification touristique et pour le développement de la permaculture. Le collectif publie un bulletin électronique et des informations sur le site : Depuis plus de dix ans, la diffusion du bulletin sur les ré-

seaux a été complétée par une centaine d'opérations de nettoyage dans les rivières, les bords de mer et les décharges sauvages. En outre, le collectif a mis en œuvre des projets communautaires pour planter et soigner des arbres dans différents quartiers de La Havane. Actuellement, le bulletin *Le Garde-forestier* est reçu par plus de 1000 destinataires. Les 78 pour cent de ces bénéficiaires sont des habitants de l'île qui y accèdent à partir du réseau interne, principalement dans les universités, les instituts de recherche, les institutions culturelles ou artistiques.

3. *Le Projet Arc-en-ciel* a été créé par un groupe de personnes qui luttent ensemble contre la stigmatisation et la discrimination basées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre dans le contexte actuel de la société cubaine, dans ses espaces institutionnels et culturels et dans la communauté LGBT. Les militants du projet estiment qu'il est nécessaire de se battre contre l'homophobie, car aujourd'hui encore, à Cuba, il est difficile de sortir tous les jours dans la rue et de vivre en tant que personnes non-hétérosexuelles. Les militants LGBT du pays dénoncent néanmoins plusieurs milliers d'arrestations par an et des condamnations judiciaires en raison de leur homosexualité. En décembre 2016, lors du Festival de cinéma latino-américain de La Havane, un film dénonçant la répression de l'homosexualité à Cuba dans les années 1970 a été exclu de la compétition.

Espagne : Nouvelles du front social et politique

Andalousie

L'ancienne Junte d'Andalousie dirigée depuis des années par les socialistes du PSOE avait budgétisé des subventions destinées à la « Récupération de la Mémoire Historique d'Andalousie ». Il s'agissait ainsi de mettre un nom sur toutes les personnes du camp républicain « disparues » pendant la guerre civile ou sous la dictature franquiste. Avec l'entrée en force au gouvernement autonome andalou de l'extrême droite (VOX), cette aide financière est remise en question. La CGT espagnole a publié un communiqué pour protester et rejeter cette suppression de budget destinée à mettre fin à dix ans de travaux d'historiens et de familles des disparu-e-s. La CGT dénonce cette manœuvre du fascisme destinée à anéantir tout ce travail de récupération de la mémoire historique auquel ont droit toutes les familles et le reste de la société. L'organisation anarcho-syndicaliste annonce qu'elle ne permettra pas que l'on revienne sur la lutte contre l'oubli, et dénoncera par tous les moyens à sa disposition ce nouvel outrage de l'extrême droite.

Madrid

Et puisqu'on parle de l'extrême droite et de sa vitrine légale (le parti VOX), une petite information sur ce qui attend les femmes si par malheur ces fachos dirigeaient le pays : Javier Ortega Smith, candidat de VOX aux élections municipales de Madrid a déjà dégainé : « *Les femmes ont le droit de faire de leur corps ce qu'elles veulent ; elles peuvent à leur convenance manger plus ou moins, se couper les cheveux ou se faire les ongles, mais pas avorter ; il n'existe pas un droit à l'avortement mais un droit à la vie.* » Tout est dit, nos sœurs d'Espagne vont devoir renvoyer ce bouffon aux poubelles de l'Histoire. Et le plus tôt sera le mieux, on peut faire confiance

au Mouvement féministe espagnol et toutes ses composantes qui ont réussi à faire défiler le 8 mars dernier environ 8 millions de manifestant-e-s.

Toujours Madrid

Le 9 mai, s'est tenue au siège de la FAL (Fondation Anselmo Lorenzo) la journée « Femmes libertaires, unité Rojava ». Autour du documentaire « Kurdistan : une guerre de femmes » le débat s'est engagé sur le thème « Une révolution est-elle possible ». Simultanément une exposition sur le Rojava était organisée.

Pas loin de Madrid

Le 5 mai dernier, des centaines de drapeaux rouge et noir de la CNT flottaient devant l'entrée du mausolée du Valle de los Caídos. Les anarcho-syndicalistes entendaient ainsi manifester et exiger le retrait des corps de Francisco Franco et José Antonio Primo de Rivera ainsi que de tout symbole fasciste. La CNT et plusieurs organisations pour la récupération de la Mémoire historique, ont une nouvelle fois demandé la reconversion de ce site en un lieu mémoriel au cri de : « Ni Valle de los Caídos, ni cathédrale d'Almudena, fascistes dehors ! »

Valence

Début de grève à Bioparc Valencia à la suite du licenciement injustifié du délégué de la section syndicale CNT légalement constituée dans l'entreprise. La CNT dénonce cette entreprise de Valence qui, d'un côté prétend promouvoir les droits des animaux, mais d'autre part se comporte d'une telle manière avec les salarié.e.s qui revendiquent leurs droits les plus basiques.

Cordoue

Encore la répression syndicale : cette fois-ci à la résidence pour retraité-e-s Seneca (faisant partie du groupe El Yate SCA). Une camarade dont le tort était d'être déléguée CNT, a été mutée de son lieu de travail (dans Cordoue) à Alcolea (à 12 km), puis comme si ça ne suffisait pas à La Carlota (à 33 km). Le syndicat a commencé une campagne d'information sur les méthodes employées par le groupe El Yate qui veut briser toute revendication exigeant de meilleures conditions de travail pour une meilleure qualité du service rendu aux résidents.

Dans les airs

Pendant la Semaine sainte en Espagne, de multiples appels à la grève ont été lancés par les syndicats UGT et USO auprès des 60 000 membres du personnel au sol des différents aéroports. Si même les syndicats institutionnels, si prompts habituellement à signer n'importe quels accords proposés par le patronat, ne respectent plus la Semaine sainte, où va-t-on ma brave dame, et que fait l'Église devant un tel blasphème ?

Sous terre

Nouveaux arrêts de travail dans le métro de Barcelone, provoquant une baisse de la fréquentation des usagers de près de 20%. Ces mouvements sont déclenchés pour dénoncer la présence d'amiante dans le réseau métropolitain. D'autres grèves sont annoncées pour obliger la direction à accélérer les travaux indispensables à peine entamés. Les syndicats protestent aussi contre le fait que TMB (Transports métropolitains de Barcelone) relativise le danger que la présence d'amiante représente pour la santé du personnel.

Éducation

Le 16 mai, c'était jour de grève dans l'Éducation face au blocage des négociations avec le ministère concerné.

USTEC, CC.OO, I-CSC, ASPEPC, CGT et UGT exigent :

- la réduction du nombre d'élèves par classe
- le réaménagement des horaires
- l'ouverture de négociations pour discuter des coupes budgétaires

Les syndicats dénoncent le fait que ces coupes budgétaires appliquées suite à la crise financière en Espagne, affectent gravement tant les conditions de travail que « le droit fondamental à recevoir une éducation publique de qualité ».

À la radio et à la TV

Et puisqu'en Espagne aussi tout se termine par des chansons, la section CGT

espagnole de la RTVE (Radio Télévision Espagnole), qui continue de dénoncer la politique d'Israël, lance un appel au boycott du concours de l'Eurovision organisé cette année à Tel-Aviv : la CGT entend ainsi apporter son soutien au peuple palestinien, occupé, affamé, massacré.

Retour de la peste brune en Espagne : Vox.

Enfin l'Espagne n'a pas échappé à la vague de l'extrême-droite, comme dans tout le reste de l'Europe depuis plusieurs années, même si elle était en partie discrète. Car le PP (Parti Populaire) grouille d'éléments issus du franquisme, héritiers (fils et petits-fils) voire même acteurs de l'époque, d'une période obscure tenue d'une main de fer par le dictateur Francisco Franco y Bahamonde. Le pays tout entier vivait sous une chape de plomb, l'*omerta* (loi du silence) était présente partout, dans toutes les couches de la société espagnole.

Alors, pourquoi donc une extrême-droite aujourd'hui ? Il semblerait qu'un dérapage ait eu lieu à l'intérieur du PP. Une scission s'est produite avec quelques socio-conservateurs critiques, usés par la crise économique qui a provoqué le départ de certains membres du parti, en réaction avec les représentants qui étaient en poste dans le gouvernement de Mariano Rajoy, le gouvernement actuel étant dirigé par le PSOE (Parti Socialiste Ouvrier espagnol).

En décembre dernier, à la suite des élections régionales (l'abstention a été très grande), le PP (la droite conservatrice,

Juan Manuel Moreno Bonilla, président de la Junte d'Andalousie) prend le pouvoir en Andalousie, soutenu par le parti libéral Ciudadanos (centre droit, Juan Marín, vice-président de la Junte d'Andalousie) et soutenu surtout par le parti d'extrême-droite fraîchement débarqué sur la scène politique, Vox, (Francisco Serrano, député au Parlement d'Andalousie). Vox remportera 12 sièges (11% des voix) aux élections régionales anda-

louses, qui, avec l'apport de Ciudadanos, 21 sièges (18,3% des voix) permettront de faire pencher la balance du côté du PP, 26 sièges (20,08% des voix) et de renverser le PSOE.

Le PSOE a dirigé pendant 36 ans la Junte d'Andalousie, bastion historique de la gauche, et région la plus peuplée d'Espagne. Les électeurs ont eu tendance à rejeter une politique démodée, préférant



se rapprocher d'un sentiment nationaliste qui se réveille, en partie dû à une augmentation de l'immigration clandestine.

C'est là que Vox apparaît, après les élections générales du 20 décembre 2015 (0,23% des voix), en surfant sur la vague de populisme qui traverse l'occident. Vox propose dans son programme de construire un mur autour de Ceuta et Melilla enclaves espagnoles au Maroc, la création d'un Conseil de la famille, le soutien de la tauromachie et de la chasse, la promotion des processions religieuses de la Semaine Sainte, l'exclusion de l'IVG de la santé publique, l'allongement des congés maternité et l'augmentation des allocations familiales pour les mères. Vox tient par ailleurs des propos très douteux sur le féminisme, la famille, et remet en cause la lutte contre les violences sexistes qui faisait consensus en Espagne. La loi pionnière contre ce phénomène, qui tue selon les statistiques officielles environ 50 femmes par an – 47 en 2018 – avait été adoptée en 2004 à l'unanimité par le parlement.

« Vous êtes arrivé à la présidence avec les héritiers du franquisme », « Vous avez dû obtenir les voix de l'extrême-droite pour avoir un gouvernement légitime » c'est ce que reprochera l'ancienne présidente de la junte d'Andalousie (entre le 6 septembre 2013 et le 18 janvier 2019) Susana Díaz Pacheco face à Moreno. Elle lui demandera de dire clairement s'il allait éliminer les lois sur l'égalité en Andalousie, s'il allait abroger la loi de la Mémoire historique, s'il s'apprêtait à promouvoir la déportation d'immigrés ou s'il comptait préserver le gouvernement autonome malgré des divergences de critères avec ses deux partenaires pour l'investiture. Divergences qui pourraient mettre en péril la stabilité de l'Andalousie.

Mercredi 9 janvier, le Parti Populaire a tout d'abord signé un accord avec Ciudadanos (C's). Cet accord porte sur la structure et l'investiture du futur gouvernement. Il complète un autre accord qui comprend 90 mesures gouvernementales. L'accord du 9 janvier promet Juan Manuel (Juanma) Moreno Bonilla (PP) en tant que président du gouvernement,



et Juan Marín (C's) comme vice-président. Après négociations, un second accord a été signé, cette fois entre le Parti Populaire, Ciudadanos et Vox. Ces accords permettent au président du PP Juanma Moreno d'être assuré de la majorité des voix au parlement andalou. L'investiture s'est faite mardi 15 et mercredi 16 janvier. Moreno est devenu le premier président PP en 36 ans, avec un gouvernement composé de onze conseillers. Les enjeux sont importants, car les Espagnols sont retournés aux urnes pour des élections législatives le 28 avril. La participation à ces élections a d'ailleurs été l'une des plus élevées de l'histoire, avec 75,78 % de votants, soit neuf points de plus qu'en 2016.

Arrivé en tête avec 29 % des voix, le Parti socialiste (PSOE) obtient 123 sièges, loin de la majorité absolue de 176 sièges. Seule condition pour son leader Pedro Sanchez, l'actuel Premier ministre, pour former un nouveau gouvernement : trouver des alliés parmi les autres partis représentés au Parlement. Le leader de Podemos Pablo Iglesias a déjà proposé son soutien, fort des 42 sièges obtenus par le mouvement de gauche radicale. « Nous avons besoin d'un gouvernement

de gauche en Espagne », a-t-il scandé peu après l'annonce des résultats.

Une alliance entre les socialistes et Podemos donnerait 165 députés... ce qui ne serait toujours pas suffisant pour obtenir la majorité absolue. Pour trouver les 11 sièges supplémentaires, les socialistes pourraient se tourner vers des partis régionalistes, les nationalistes basques (10 sièges) ou les indépendantistes catalans (11 sièges), même si ces derniers lui ont fait faux bond en février dernier en refusant de voter son budget, conduisant à l'organisation de ces élections anticipées.

Vox a finalement obtenu 10,3 % des voix, soit 24 sièges. Loin des prédictions des instituts de sondage, qui misaient plutôt sur 36 ou 38 sièges. Le contexte électoral risque de compliquer la situation. Car le 26 mai, en plus du scrutin européen, ont aussi lieu en Espagne les élections municipales et régionales et, pendant ce temps, en marge des tractations politiques, l'exploitation capitaliste continue de plus belle.

Juan Chica Ventura
Groupe anarchiste Salvador-Seguí

Macron, un « outsider » au système ?

Comment ont-ils cru, nos gouvernants, qu'ils pourraient faire passer au forçage une succession de mesures qui ont poussé à bout une partie importante de la population ? Quand je dis « nos gouvernants », c'est un peu exagéré parce que j'ai l'impression que nous sommes dans un système césarien (un marxiste dirait « bonapartiste ») où c'est un seul homme qui décide.

Macron est arrivé au pouvoir dans des conditions surprenantes, en tenant le discours du gars qui est un outsider de la politique, prétendument « en dehors » du système. On savait que le soutien de Chirac était la banque Paribas, pour Giscard c'était la banque Indosuez. Ces deux banques, et les marionnettes qui les représentaient, avaient des stratégies radicalement différentes, qu'on retrouvait dans la politique des deux personnages : plutôt centrée sur le grand capital national, ou plutôt centrée sur les grandes multinationales. Macron, ce serait Rothschild, chez qui il n'a laissé que de bons souvenirs et acquis le surnom de « Mozart de la finance », mais aussi nombre d'hommes d'affaires influents : **Bernard Arnault** (LVMH), **Alexandre Bompard** (Darty et la Fnac), (Meetic) et **Vincent Bolloré** (Vivendi), **Henri de Castries**, ex-PDG d'Axa, et j'en oublie.

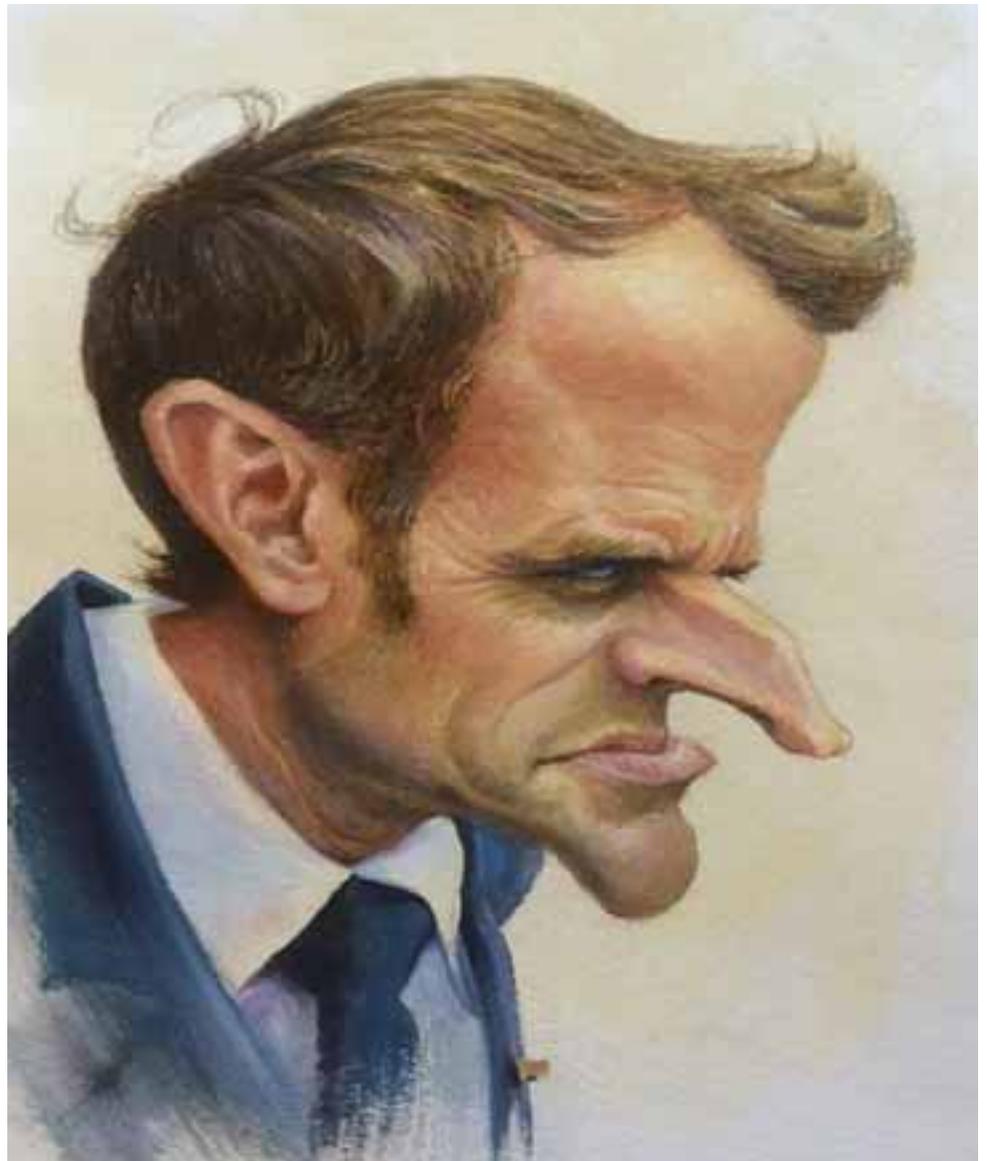
Dire qu'un homme comme Macron ne fait pas partie du système, comme il a voulu le faire croire, est absurde. Un homme sorti de l'ENA, qui a passé plusieurs années à l'Inspection générale des Finances et qui a des accointances avec tout ce que la France compte de grands capitalistes n'est pas indépendant du système sur lequel il fait semblant de taper.

En 2012, la banque Rothschild permet à Nestlé de remporter une enchère face à Danone : le rachat de la division laits infantiles de Pfizer, Wyeth Nutrition. C'est un business assez glauque consistant à vendre aux pays pauvres, qui manquent souvent d'eau potable, du lait

maternisé en poudre. Cette affaire fera un tel scandale après que l'Organisation mondiale de la santé eût mis les populations en garde, que la société Nestlé elle-même finira par communiquer sur le thème : « l'allaitement maternel, c'est mieux. »

Il s'agissait d'une transaction de 9 milliards de dollars pilotée par Macron. Avec la commission qu'il toucha, il

devint « suffisamment riche pour se mettre à l'abri du besoin jusqu'à la fin de ses jours », écrit *Libération*. A sa nomination à Bercy, il fit une déclaration de patrimoine montrant que de 2008 à 2012 son job à la banque lui aura rapporté presque 3 millions d'euros de revenus brut. Entre lui et Nicolas Hulot, son ex-ministre de l'écologie, qui est le plus riche » Nicolas Hulot est à la tête d'un patrimoine valant



7,2 millions d'euros et ses royalties au titre de Ushuaïa – gels douche, déodorants, shampoings – lui rapportent *grosso modo* 240 000 euros par an. On comprend que tous ces gens-là ne tiennent pas au rétablissement de l'impôt sur la fortune...

Macron n'a pas chômé chez Rothschild : il s'est occupé, en tant que « conseiller acquéreur », de Presstalis, de Sofiprotéol, de la reprise de Siemens IT par Atos. Avec, naturellement, de confortables commissions. Le futur président s'intéresse particulièrement à l'agroalimentaire : est-ce là l'explication de sa complaisance envers le glyphosate?

Macron est arrivé au pouvoir à l'issue d'une période marquée par :

- L'extrême déliquescence des sphères dominantes de la société ;
- Un vaste désintérêt de la population envers la politique et des taux d'abstention records aux élections ;
- Une perte de confiance envers les politiciens ;
- Des « affaires » de plus en plus nauzéabondes.

Il s'est présenté comme l'homme nouveau qui ne sortait pas des milieux politiques habituels, qui allait bousculer le ronron habituel, virer les politiciens professionnels et mettre à leur place des hommes et des femmes jeunes, issus de la fameuse « société civile » dont on ne sait pas trop de quoi il s'agit. Même le fait qu'il soit issu des milieux bancaires était présenté comme un fait positif car cela lui conférait l'image d'un type en phase avec la gestion du réel. Bref, tout ce que la France avait de bobos ambitieux prêts à aller à la gamelle, auxquels s'ajoutait une masse de naïfs, a soutenu Macron.

Conformément au modèle césarien, pour lequel le chef de l'État détient *en théorie* le pouvoir du peuple (mais qui l'exerce sans vraiment lui demander son avis), Macron a voulu liquider ou réduire tout ce qui s'interposait entre lui et le « peuple », à savoir ce qu'on appelle les « corps intermédiaires ». Les corps intermédiaires, ce sont toutes les instances constituées de personnes qui se regroupent selon des critères politiques ou sociaux, des critères professionnels, géographiques, etc., et qui servent d'interlocuteurs avec le pouvoir. Ce sont ces

corps intermédiaires qui permettent au pouvoir de connaître la « température » de la société, c'est-à-dire de percevoir les mouvements souterrains qui parcourent la société. Or Macron les a liquidés, ou il fait comme s'ils n'existaient pas, ce qui fait qu'il se trouve virtuellement isolé dans sa tour d'ivoire : il est sourd et aveugle.

Il y a un précédent dans l'histoire de France : le régime de Vichy. Pétain avait lui aussi liquidé les corps intermédiaires. La solution qu'il avait trouvée pour être informé des courants qui parcouraient la population fut la mise en place d'un invraisemblable réseau d'espionnage de la population par la surveillance intensive du téléphone et du courrier.

L'autisme du pouvoir est évident avec les Gilets jaunes : Macron ne voit rien, n'entend rien. Mais comme l'autisme est une caractéristique propre aux technocrates issus des grandes écoles qui sont finalement pires que les aristocrates de l'Ancien régime, il y a peu de chance que Macron écoute les Gilets jaunes, et s'il les écoute, il ne comprendra de toute façon rien.

Ce qui est totalement normal, car les gens qui sont au pouvoir, Macron et les intégristes du néolibéralisme qui l'entourent, les godillots qui sont à l'Assemblée nationale, raisonnent un peu comme les aristocrates de l'Ancien régime : le petit peuple, les gens comme vous et moi ne sont pas des être humains, c'est du bétail. Le prince de Metternich, un grand aristocrate autrichien, disait que « l'homme commence au baron ». C'est clair, non ? Ça voulait dire que 99 % de la population est du bétail.

Les choses n'ont pas tellement changé aujourd'hui : je ne sais plus qui a dit que si vous n'aviez pas de Rolex à 50 ans, vous aviez raté votre vie¹. Eh bien, c'est exactement le même raisonnement que celui du prince de Metternich. On a presque tous les jours des exemples de *l'incroyable morgue et de l'arrogance de la classe dominante* et de ses représentants dans le monde politique. Les dérives verbales de Macron en disent long sur la vision qu'il a des gens « ordinaires ». Lorsqu'il se plaint qu'« on met un pognon de dingue dans les minimas sociaux et les gens sont quand même pauvres », on en déduit qu'il pense réellement que les minimas sociaux devraient permettre aux gens de ne plus être pauvres ! C'est

le même qui déclara pendant la période des ordonnances sur le code du travail : « je ne céderai rien, ni aux fainéants, ni aux cyniques », signifiant par là qu'il considérait comme des fainéants ceux qui s'opposaient à sa réforme.

Le monde de Macron est une sorte de monde darwinien où surnagent les plus forts, et où on laisse de côté les plus faibles : lors de l'inauguration de Station-F, le plus grand campus de start-up au monde, à Paris, qui se trouve dans un ancien bâtiment ferroviaire, notre bon président déclara : « Une gare, c'est un lieu où on croise les gens qui réussissent et ceux qui ne sont rien ». Il y a donc ceux qui réussissent et les autres, c'est-à-dire rien. Le bétail humain. C'est le même raisonnement que celui de Metternich.

Lors de la grève des ouvrières de l'abattoir Gad, en Bretagne, Macron déclara que ces femmes étaient « pour beaucoup, illettrées », ce qui justifie sans doute qu'elles aient de bas salaires et de mauvaises conditions de travail. Ce qu'on demande à un esclave, c'est de travailler et de se taire. Ça me fait penser à ce grand aristocrate français qui se promenait avec un ami sur les boulevards dans les années 1830 et qui vit un porteur lisant le journal : « Voyez donc ce faquin, *il lit !* » déclara-t-il. Un roturier du bas peuple n'était pas censé savoir lire. C'est le même genre de raisonnement que Macron.

Bakounine a décrit de manière extrêmement juste les hommes comme Macron : « L'aristocratie de l'intelligence », dit-il, est « au point de vue pratique la plus implacable, et au point de vue social la plus arrogante et la plus insultante ».

Macron a une solution simple pour régler le problème du chômage : « Je traverse la rue et je vous trouve un emploi », déclara-t-il à un jeune chômeur. On imagine le spectacle que donnerait quatre millions de personnes passant leur temps à traverser la rue. Mais en fait, les gens l'ont pris au mot puisqu'ils sont maintenant des centaines de milliers à « traverser la rue », et ils ont mis un gilet jaune pour qu'on les voie bien.

Gilles Deray

Macron est-il un anarchiste ? un démocrate ? un dictateur ?

« *Macron, dictateur ! Cour Pénale Internationale !* »

À ces mots publiés sur un réseau social, trois commentaires notables : « *Je vous réponds mais cela vaut pour tous ces commentaires délirants de gens qui ignorent le sens des mots dictature nazisme fascisme vous vous gorgez de mots dont vous ignorez le sens et cela est honteux quand on pense à tous ceux qui en ont été victimes* »

Passée la circonspection suscitée par la ponctuation déficiente de cette leçon de morale, évidemment délivrée sous le coup de l'émotion, qui en fragilise le propos, un autre commentaire arrive, d'un autre internaute : « *Tisane* », puis d'un autre encore : « *Je t'invite à voyager à l'étranger...* »

Agitation intérieure, méconnaissance du français, inconnance de l'Histoire et ignorance de la géographie politique, à ce stade tels sont donc les griefs opposés auxdits mots.

Le suivant et dernier d'entre eux sera – disons : la multitude des non-réactions à une publication pouvant passer 1. pour complotiste, 2. pour exagérée, 3. pour stupide, tout simplement – et de toute manière inutile, puisque le régime politique français, issu de la Révolution française et mixte depuis 1962, et, plus généralement, le régime politique contemporain des pays européens, s'il n'est pas exempt de reproches, s'il n'est pas idéal, passe néanmoins dans l'opinion publique pour : 1. comme il est, 2. le meilleur du monde, et 3. le plus abouti de l'histoire humaine.

Or, qui ne pouffe devant l'acronyme de l'ancienne RDC, « *République démocratique du Congo* » » Qui ne s'es-

claffe devant le nom officiel de la Corée du Nord, « *République populaire démocratique de Corée* » » Qui » Les mêmes qui ne trouvent rien à redire à la périphrase « *Patrie des droits de l'Homme* » désignant la France, et qui excluent formellement de confronter l'exercice du pouvoir par Emmanuel Macron à l'article premier de la Constitution de la Cinquième République française, d'après lequel le « *Pays des Lumières* » devrait être, en 2019, une « *république indivisible, laïque, démocratique et sociale* ».

Macron, cet animal à sang versé, n'est pas un militant français de la fin du XIX^e siècle : donc, nonobstant le livre de campagne gribouillé pour son élection, *Révolution* – livre voulant sans doute qu'il fasse régner, depuis, dans son royaume, la Terreur jacobine –, il ne peut appartenir à ces franges armées de l'ancienne lutte sociale.

Aussi bien, l'ordre qu'il appelle de ses vœux n'est pas équitaire, il est sécuritaire, et pour y parvenir ce n'est pas une bombette qu'il lance, ce sont des obus liberticides dans les conquies sociaux, des grenades mutilantes sur les groupes de manifestants pacifistes, des mines de mots insultants, mensongers, manipulateurs, sur toutes les antennes à sa botte.

Or, parce qu'il est officiellement « *Président de la république* », qu'il prétend lui-même tout décider (1) comme un chef, que ses logorrhées de campagne permanente (vous reprendrez bien un peu de Castro) fleurissent le guide suprême, que ses ordres d'en haut ruissellent jusque dans les yeux crevés, les membres arrachés et les visages mutilés du petit peuple de gueux qu'il viole et tue à petit feu (pensée pour Zineb Redouane et Geneviève Legay, pensée pour tou.t.e.s les mort.e.s et les blessé.e.s), et, enfin, et

surtout, parce qu'en plus d'insulter le peuple, il exclut pour le petit monde dont il se veut le commandant en chef toute démocratie directe, toute proportionnelle intégrale et toute reconnaissance du vote blanc, c'est-à-dire tout ce qui touche à l'émancipation individuelle et collective, la réponse à la première des trois questions posées par le titre de cet article a d'ores et déjà sa réponse : **MACRON N'EST PAS UN ANARCHISTE.**

Quant à la deuxième question, « *Macron est-il un démocrate* » », qui ne va pas sans la troisième, « *Macron est-il un dictateur* » », rappelons que l'État oppose à l'envi la dictature à la démocratie. En disant que nous ne sommes pas en dictature, il induit donc que nous sommes en démocratie – et donc, nécessairement, que Macron est un démocrate.

Or, notre « *démocratie* » française diffère de la tyrannie en ce qu'elle n'abolit pas le régime aristocratique : mais le pouvoir y est bien obtenu par usurpation (corruption politique chaque jour démontrée, manipulation médiatique de plus en plus agressive, toujours plus violente reproduction de classe...) ; or, notre « *démocratie* » relève de la dictature en ce qu'elle gît entre les mains d'un groupe d'hommes (très peu de femmes) qui en usent de manière discrétionnaire. **MACRON N'EST PAS UN DÉMOCRATE.**

Élus non comptables et non révocables, Panama papers, Paradise papers, censure, état d'urgence, Plan Vigipirate, Opération Sentinelle, polices et militaires dans les rues, bavures des forces de l'ordre érigées en méthode de surveillance/répression, tabassage hebdomadaire de toute opposition citoyenne

sérieuse et durable, en l'espèce et pour l'heure les Gilets jaunes... Jusqu'à quand l'impression de se trouver en « démocratie » ? Jusqu'à quand la comparaison de supériorité de notre prétendue « démocratie » française avec les pires dictatures d'ici, d'ailleurs et de tout temps et, ce faisant et contradictoirement, la continuation de la tyrannie nationale du néo-libéralisme politique » la perpétuation de la tyrannie mondiale de la « démocratie » occidentale » Celle qui sème la misère à l'intérieur de ses frontières, et, à l'extérieur, déclenche et mène toujours plus de guerres pour vendre toujours plus d'armes et, à grand renfort de contrats passés au nom de la liberté d'entreprendre, reconstruire toujours plus de pays ruinés, de régions du monde dévastées » Celle qui conduit au chaos planétaire »

La tranquillité sociale, économique ou même politique, n'est pas la démocratie. À l'inverse, l'inquiétude sociale quotidienne n'est pas consubstantielle à la dictature. Par « dictateur », on pense aussitôt à Hitler, Staline, Mobutu, Pinochet, Pol Pot... ces néroniens historiques. Or, Ben Ali aussi était un dictateur. Et en son temps les Tunisiens jouissaient d'une vie extérieurement tranquille, sans misère apparente, sans goulags et sans fusillades – du moment qu'ils ne remettaient pas en cause les privilèges de la famille régnante ; pour nombre d'entre eux, leur pays, qui ne revêtait pas l'apparence d'une dystopie autoritaire, n'était même pas une dictature.

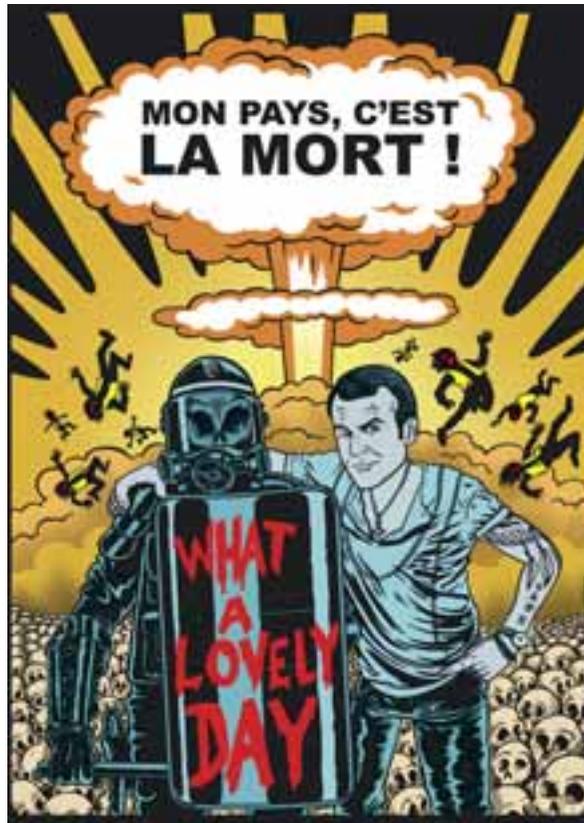
Reste donc la troisième question, corollaire des deux premières, qui se pose à nous : Macron, ce taliban du néolibéralisme, ce nervi de la dictature du capitalisme, violent et arbitraire, est-il un dictateur »

La question est directe : la réponse sera méthodique.

Qu'est-ce qu'une dictature » C'est un régime politique 1. arbitraire et 2. coercitif dans lequel 3. tous les pouvoirs sont concentrés entre les mains d'une personne, seule ou 4. accompagnée. Le pouvoir n'étant alors 5. ni par-

tagé, 6. ni contrôlé, et 7. les libertés individuelles n'étant pas garanties, la dictature doit donc 8. s'imposer et se maintenir par la force 9. en s'appuyant sur l'armée et/ou 10. une milice et/ou 11. un parti et/ou 12. une caste et/ou 13. un groupe social ou 14. religieux...

Voyons, donc – sans parti pris. Analysons simplement – sans idée préconçue. Quelques points, et nous verrons bien. Par quel mode de gouvernance Macron assied-il son pouvoir absolu – à défaut d'autorité naturelle – depuis son plébiscite anti-fasciste manqué, ou « élec-



tion » dite « libre », le 07 mai 2017 »

1. Son régime politique (ou plutôt économique, *sic*) est-il arbitraire » OUI. Il le dit et le répète : « J'ai décidé... » Et, certes, selon son bon plaisir d'ayatollah anti-intérêt général, il supprime des lits, des lignes et des classes publiques, et annonce même – comme gage sans doute mais certainement pour rire – son intention de réformer l'école de reproduction des élites. Le tout sans l'accord de personne que lui-même – et des prêteurs à qui il doit son élection.

2. Son régime politique est-il coercitif » OUI. À cause du blanc-seing ac-

cordé – sans quorum – par chacun en échange de son petit bulletin nominal, impossible de s'opposer à quelque mesure – dite « réforme », alors que chacune d'elles ne concourt jamais qu'à l'amplification de la destruction sociale à l'œuvre depuis des décennies néolibérales – que ce soit. D'ailleurs, qui souhaite s'y opposer le peut : à l'élection d'après, en faisant jouer l'« alternance » (dont l'expression désormais consacrée *en même temps* ne s'embarrasse même plus du faux-semblant). Et pour celui qui l'ouvre, qu'il *cause toujours*, ou, si sa parole prend du volume, qu'il la ferme.

3. Tous les pouvoirs politiques français sont-ils concentrés entre les seules mains de Macron » OUI. Le culte médiatique et littéraire de sa personnalité bon teint (train de vie outrancier, indemnités à vie...) ne va pas sans l'illusion savamment entretenue de la séparation des pouvoirs législatifs, exécutifs et judiciaires, gravée dans le marbre de la constitution écrite par ses grands amis et petits copains. Le président de la République, qui nomme le président de l'Assemblée législative, a le pouvoir judiciaire à ses ordres : il nomme le président de la Cour de justice de la République. Aucune orientation judiciaire n'est assurée contre les membres des forces de l'ordre ayant commis des violences envers des manifestants, quand les manifestants qui se sont défendus contre les forces de l'ordre, sont, eux, jugés en comparution immédiate, aussitôt condamnés et sur-le-champ incarcérés. Et, en raison de leur insolvabilité, qui les em-

pêche d'honorer le paiement des consignations, il est impossible aux Gilets Jaunes plaignants de saisir la justice pénale.

4. Dans sa détention des pouvoirs, Macron est-il accompagné » OUI. Il paraît seul, mais c'est que la jungle des oligarques qui l'ont fait élire et le poussent dans le dos, ces mafieux, ces esclavagistes, ces terroristes du Siècle qui cassent le peuple et la planète, est cachée derrière lui. Elle ne sort du bois que pour pointer le bout de son nez poudré, défiscalisé.

5. Son pouvoir est-il partagé » NON. Cf. 3.

AUTRES TEMPS,
AUTRES MŒURS!



6. Son pouvoir est-il contrôlé »
NON. Et à question, question et demie : par qui et en faveur de qui la Constitution de la Cinquième République française est-elle écrite, réécrite, modifiée, amendée, révisée depuis 1958 »

7. Sous le règne de Macron, les libertés individuelles sont-elles garanties »
NON. Le 05 février 2019, par 387 voix contre 92, l'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi dite « anticasseurs », qui criminalise l'acte de manifester, ouvre la voie à l'arrestation de journalistes, d'avocats et d'Observateurs de la Ligue française pour la défense des droits de l'homme et du citoyen (vous reprendrez bien un peu de Poutine).

8. Le pouvoir de Macron s'impose-t-il et se maintient-il par la force »
NON... OUI, pardon. À l'extérieur : augmentation phénoménale du budget de l'Attaque (autrement novlanguée Défense, +40% entre 2019 et 2025). À l'intérieur : massacre à l'arme de guerre des cortèges et attroupements d'opposition citoyenne (les violences policières dénoncées par l'ONU ont été rejetées par la France – Macron – au prétexte qu'« il ne s'agit plus de manifestants, mais de participants à un attroupement violent et illégal », ce qui explique très bien, il est vrai, les gardes à vue illégales de manifestants, parfois sommés, au moment de leur arrestation, de se tenir couchés, mains à plat devant eux, ou à genoux, mains derrière la tête, vous reprendrez bien un peu de Godwin).

9. Le pouvoir de Macron s'appuie-t-il sur l'armée » OUI. Les gendarmes et les militaires du Plan Vigipirate et de l'Opération Sentinelle font partie de l'armée. Enfin, je crois.

10. Le pouvoir de Macron s'appuie-t-il sur une milice » OUI. Les motards voltigeurs, les policiers casseurs en civil travestis de noir ou de jaune, les forces en armures équipées de matraques, grenades, LBD 40 et chiens d'attaque de la NSDAP, et les médecins parjures des hôpitaux publics ayant accepté de fichier les informations personnelles des Gilets jaunes blessés, sont une milice, une troupe de police supplétive, paramilitaire.

11. Le pouvoir de Macron s'appuie-t-il sur un parti quasi unique » OUI. Mais élu démocratiquement. Ah, « démocratiquement » » Nous voilà rassurés sur l'exercice de son mandat.

12. Le pouvoir de Macron s'appuie-t-il sur une caste » OUI. Celle des dominants et de leurs sbires – impunis (Castaner, Benalla, Buzyn, Delpuech).

13. Le pouvoir de Macron s'appuie-t-il sur un groupe social » OUI, et ses intérêts privés priment l'intérêt général (systématiquement dénié) ; il exalte le travail (jusqu'à le rendre gratuit et obligatoire, comme l'école, où l'étude imposée de l'économie de marché supplantera dès l'année prochaine, dans le cerveau de nos enfants embrigadés, celle des notions philosophiques de travail, de bonheur et de conscience, celle de Marx, Épicure et Freud) et possède la presse et les médias, ou quatrième pouvoir (loi sur les fake news assortie du trucage officiel d'images de désinformation, guerre de l'information entre éditocrates et journalistes indépendants, accumulation des scandales d'État, cf. 3).

14. Le pouvoir de Macron s'appuie-t-il sur un groupe religieux » OUI. Les pourvoyeurs de toits d'église, dont la devise païenne est : *panem et circenses*. Ce qui explique que la construction des installations nécessaires à l'organisation des Jeux olympiques d'été de 2024, à Paris, est mise en relation directe avec... la reconstruction de la cathédrale Notre-Dame (*sic*).

Moralité : Pourquoi faire semblant » La dictocratie (ou démocrature) désigne un régime qui, sous l'apparence d'une démocratie, fonctionne en réalité

comme une dictature. Or, pour toutes les raisons susdites, la dictature de Macron n'a même plus l'apparence d'une démocratie.

Moralité (addendum) : Le néolibéralisme est un totalitarisme : toujours moins d'État social pour/contre toujours plus d'État répressif. C'est la tyrannie de l'argent-roi qui veut cela.

Moralité (pardondum) : Pour quantité de lecteurs, cet article sera vain. Car, au mépris de toutes les démonstrations scientifiques du monde, tant qu'ils mangeront (même de la merde) à leur faim, qu'ils pourront sortir (vêtus de toutes les couleurs sauf de jaune) sans être contraints par la police politique de se dévêtir, qu'ils pourront aller au restaurant ou au cinéma, et voyager (au mépris de l'écologie) en voiture et en avion, les dominés perclus de télévision continueront de croire à ce qu'il démonte, et dont l'abbé Sieyès lui-même ne voulait pas : la démocratie. Leur premier argument sera que si cet article existe, s'il a pu être écrit, et lu après avoir été publié, c'est bien à la démocratie qu'il le doit. Or, premièrement, une telle tolérance n'est jamais pour le pouvoir qu'un leurre de légitimité, deuxièmement elle n'est valable qu'à tirage limité, et troisièmement Le Monde Libertaire, qui s'en fait le porte-voix, ne perçoit aucune aide publique, ce qui l'autorise à remplir – avec panache – son rôle d'authentique contre-pouvoir.

Moralité (amusendum) : Macron, ce prévaricateur presque pas sanguinaire, n'est pas Hitler, pas Staline, pas Mobutu, pas Pinochet et pas Pol Pot, mais, jour après jour, semaine après semaine, il ressemble de plus en plus à Ceausescu.

Moralité (labouclebouclendum) : MACRON, DICTATEUR ! COUR PÉNALE INTERNATIONALE !

STÉPHANE POLSKY-HICHERI
Liaison William Morris de la Fédération Anarchiste

1) Mais « un dictateur n'est qu'une fiction. Son pouvoir se dissémine en réalité entre de nombreux sous-dictateurs anonymes et irresponsables dont la tyrannie et la corruption deviennent bientôt insupportables. » (Gustave Le Bon.)

De l'utilisation des « moyens modernes de communication » dans les milieux militants

Il y a quelques mois de cela, je fus par hasard invitée à lire l'essai de Stéphane Hessel intitulé *Indignez Vous !* (2010), texte qui promeut la résurgence de l'indignation, comme moteur d'un véritable « esprit de la Résistance ». Un point du texte, qui n'était certes pas central et semblait même plutôt anodin, retint cependant mon attention. Voilà ce qu'il y était dit : « Je constate avec plaisir qu'au cours des dernières décennies se sont multipliés, les organisations non gouvernementales, les mouvements sociaux (...) qui sont agissants et performants. Il est évident que pour être efficace aujourd'hui, il faut agir en réseau, profiter de tous les moyens modernes de communication. » J'aimerais partager l'interrogation qui me traversa à l'occasion de cette lecture. D'une part, les techniques modernes peuvent-elles être considérées comme de simples moyens ? Et d'autre part, permettent-elles vraiment d'incarner un esprit de résistance ?

Souvent, lorsque l'on pose la question des médias que l'on utilise pour lutter, on se voit souvent rétorquer que « la fin justifie les moyens ». C'est à dire que si l'intention que nous mettons dans notre action est défendable (sensibiliser, informer, mobiliser, échanger, organiser à propos des diverses causes qui nous sont chères), l'utilisation des nouvelles techniques de l'information et de la communication (réseaux sociaux, mails, téléphones, internet...) se verrait automatiquement justifiée – et cela même si

l'on est plus ou moins conscient des questions que ces techniques soulèvent. Par rapport à cette question difficile, Sartre proposait dans *Qu'est-ce que la littérature* (1947) la thèse suivante : « *La fin est l'unité synthétique des moyens employés. Il y a donc des moyens qui risquent de détruire la fin qu'ils se proposent de réaliser, en brisant par leur simple présence l'unité synthétique où ils veulent entrer.* » Il prenait ensuite l'exemple d'un parti aux fins authentiquement révolutionnaires, mais qui mentirait pour arriver au pouvoir. Même si l'objectif de ce parti était la fin de l'oppression, pour Sartre, l'utilisation des techniques de propagande étant elle-même oppression, elle contribuerait à créer une « humanité mentie et menteuse », participerait à sa manière à l'avènement d'un monde qui était pourtant rejeté au départ. Anders disait qu'à ce titre, *tout moyen est davantage qu'un moyen* et qu'il est insuffisant de concevoir de manière uniquement instrumentale les techniques que nous utilisons : « *Affirmer que ce système des instruments, le macro-instrument, ne serait qu'un «moyen», et qu'il serait donc à notre disposition pour réaliser des fins que nous aurions d'abord librement définies, est complètement absurde. Ce système des instruments est notre «monde». Et un «monde» est tout autre chose qu'un moyen (1).* » Il serait alors illusoire de diviser notre existence en «moyens» et «fins» clairement distincts, les uns restant de simples instruments ou médias, qui obéiraient à des finalités déterminées par l'homme et ne se contenteraient que de construire un

monde à l'image de ses plus belles intentions.

McLuhan fut un des premiers théoriciens de la communication et des médias à vouloir attirer l'attention sur le média lui-même et non son contenu, le média étant selon lui n'importe quel prolongement de nous-mêmes susceptible de transmettre un message de façon plus ou moins implicite et abstraite. Cela comprend finalement tout ce que nous appelons Technique : le langage, les voitures, le téléphone, l'argent, le logement, la radio, etc. Sa théorie étonna beaucoup à l'époque : pour McLuhan, *le message, c'est le médium*, en tant qu'il « *façonne le mode et détermine l'échelle de l'activité et des relations des hommes (2).* » Ce message nous est martelé comme subliminalement à chaque fois que nous employons un média x, et c'est donc moins son contenu ou l'emploi que nous en faisons qui importe que « le changement d'échelle, de rythme ou de modèles qu'il provoque dans les affaires humaines ». « Le chemin de fer n'a pas apporté le mouvement, le transport, la roue, ni la route aux hommes, mais il a accéléré et amplifié l'échelle des fonctions humaines existantes, créé de nouvelles formes de villes et de nouveaux modes de travail et de loisirs. Et cela s'est produit partout où le chemin de fer a existé, que ce soit dans un milieu tropical ou polaire, indifféremment des marchandises qu'il transportait, c'est-à-dire indifféremment du contenu du médium «chemin de fer» (3). » Ainsi, il nous invite à regarder au-delà

de l'évidence pour comprendre l'importance des changements qui se jouent à travers la généralisation d'un média. Celui-ci, bien plus que le simple *instrument* au service d'un message militant auquel on tente de le réduire (qu'il s'agisse de communication sur des événements, d'organisation en interne...), infère par lui-même un projet de société, et participe à un certain type de monde. On parle souvent de militer contre le nucléaire *et son monde*, contre Notre-Dame-des-Landes *et son monde*. C'est pourquoi, en proposant une réflexion sur l'utilisation d'Internet dans des organisations militantes, je propose de critiquer plus largement Internet *et son monde*, car vivre aujourd'hui, « ce n'est pas vivre comme en 1950, l'ordinateur en plus, mais vivre dans le monde de l'ordinateur (4). »

Ainsi, la plupart des organisations et mouvements militants ont suivi la tendance des vingt dernières années qui a consisté à créer des pages Web, faire de la communication sur les réseaux sociaux, s'organiser par l'intermédiaire des « nouvelles technologies de l'information et de la communication », échanger sur diverses plateformes, et passer par des « outils numériques » pour mener à peu près n'importe quel projet. Mais quel est précisément le *message* véhiculé par Internet, indépendamment de nos contenus militants ? C'est celui d'une société organisée à l'échelle planétaire, c'est-à-dire une échelle qui dépasse largement l'échelle humaine (5). C'est celui d'un monde d'extractions minières et de processus industriels, d'organisation militarisée du travail, d'esclavage moderne, de chaînes de productions mondialisées, de concentration capitaliste des richesses, de villes-usines, de guerres et de situations d'exploitation de l'homme par l'homme. C'est celui d'une société thermo-industrielle et nucléaire, qui demande toujours plus d'énergie, et donc de croissance, peu importe qu'elle soit dite verte ou non. C'est celui d'un monde d'infrastructures complexes et gigantesques dont les citoyens ne peuvent qu'être dépossédés, d'une prolétarianisation généralisée donc. Internet est, indépendamment des contenus qu'il fait circuler, le rouage de la Mégamachine au service d'un Empire Industriel : il crée un monde de flux, d'accélération généralisée, d'instantanéité, de relations par écrans interposés ;

un monde où l'espace et le temps sont abolis, ainsi que l'ensemble de la réalité compressé sur un même plan.

Le développement du numérique dans les associations et le militantisme 2.0 ne sont qu'un enfumage qui vise plus à *justifier la production industrielle de moyens* dont nous sommes toujours plus dépendants, jusque dans la sphère politique, au détriment d'une véritable réflexion sur le monde qu'ils contribuent à créer. Il est devenu évident d'utiliser ce qui semble à première vue faciliter l'échange, l'engagement, et le partage, face aux difficultés rencontrées pour porter une voix, face aux rapports de force qui sont en notre défaveur. D'une part quel est le réel impact de cette voix, réduite à de l'informa-



tion, et noyée dans des montagnes de mails, dans une mer de notifications, dans un flux toujours plus assaillant de données » Lorsque l'homme ne s'informe plus mais « est informé » disait Ellul, on assiste à une forme de désinformation par excès d'information, qui paralyse l'action plus qu'elle ne la favorise. D'autre part, quelle est la réelle pertinence d'une communication de masse, impersonnelle, pensée à travers des critères techniques (efficacité, quantité, vitesse, économie), en comparaison à un échange humain véritable qui demande une réelle écoute et présence, pour tenter de mettre en commun deux mondes différents » Enfin, nous devrions nous demander si l'utilisation tous azimuts des « moyens modernes de communication » ne nous rendrait pas aveugles au fait que ceux-ci sont porteurs d'un message contraire au projet que nous défendons.

« L'abandon de la critique des machines et du monde technologique qu'elles produisent (...) a conduit à l'acceptation béate et émerveillée, deux siècles plus

tard, de l'Internet et des outils numériques, même dans les milieux voulus les plus subversifs (6). » Pourtant, si nous prônons un idéal de société sans domination et sans exploitation, porté sur l'autogestion et la réappropriation du politique, la préservation du vivant et des espaces naturels, ne devrions-nous pas chercher d'autres *manières de faire* plus cohérentes, en dehors d'Internet et *son monde*, qui se situent aux antipodes de tout cela » Si nous prétendons être des esprits critiques, en quête d'émancipation, refusant les logiques autoritaires et d'exploitation du vivant, ne devrions-nous pas nous *indigner* devant la tyrannie d'Internet – tyrannie qui fait de l'attrait du « bon communicant » un « *must have* » et de notre présence sur les réseaux une nécessité pour *exister* aux yeux du reste du monde » En nous *indignant* et en refusant l'investissement d'espaces virtuels pour mener notre lutte, nous participerions peut-être déjà à la création d'un *monde autre*. Un monde où des rues et espaces seraient réinvestis, où se multiplieraient des lieux pour se rencontrer, échanger et construire *en vrai*. Un monde où la régularité des rencontres remplacerait la nécessité d'une connexion journalière pour déterminer des dates et horaires. Un monde où des brochures, textes, journaux seraient distribués et partagés plus régulièrement et inviteraient à la discussion « *in real life* ». Un monde où quelques affiches, flyers, et bouche-à-oreille suffiraient à réunir.

Läinae

- 1) *L'obsolescence de l'homme : Sur l'âme à l'époque de la deuxième révolution industrielle*, Günther Anders, 1956.
- 2) *Pour comprendre les médias : les prolongements technologiques de l'homme*, Marshall McLuhan, 1964.
- 3) Op. cit.
- 4) *Rendez-nous notre objet d'aliénation favori !*, Pièces et main d'œuvre, 2007.
- 5) Lire à ce sujet *Une question de taille*, Olivier Rey, 2014.
- 6) *Internet ou le retour à la bougie*, Hervé Krief, 2018.

Je l'ai vu le premier !

La propriété c'est le vol ! Voilà un des slogans historiques de l'anarchisme, probablement un des plus mal compris aussi. On y oppose souvent des réflexions comme : « mais tout le monde peut prendre mes chaussures alors ? » Évidemment, il ne s'agit pas de cela. Il s'agit plutôt de situations où les États mettent des frontières en disant « ça c'est à moi, ça c'est à toi » et ensuite revendent des territoires à des compagnies minières ou autres. Les compagnies, aidées des autorités, expulsent ceux qui vivent sur ces territoires qu'ils avaient l'outrecuidance d'habiter sans savoir qu'en fait, c'était même pas à eux, les bougres ! Et voilà comment les populations se font voler leurs terres et habitats depuis bien longtemps. C'est un exemple parmi d'autres qui illustre notre slogan : la propriété c'est le vol !

Ce processus de dépossession, nécessite deux éléments : une manière de définir l'appartenance à une personne ou entité, et une force répressive qui garantit la propriété. Depuis quelques décennies, une incroyable machine à voler le vivant s'est mise en place.

Retour sur la privatisation de la molécule qui constitue l'alpha et l'oméga du vivant : l'ADN.

Découverte, compréhension et premiers accros

En 1952, un laboratoire de recherche conduit par Rosalind Franklin prend un cliché aujourd'hui historique, une photo qui permis d'élucider la structure de l'ADN (« photo 51 » de son petit nom !), C cliché ayant permis à deux hommes, Crick et un autre gars¹ (1), de concevoir et publier la structure en double hélice de l'ADN en 1953. Mais ils n'ont jamais cité R. Franklin, du moins pas avant que des esprits chafouins ne leurs rafraîchissent la mémoire, R. Franklin, quand bien même, ils s'étaient basés sur ses travaux expérimentaux. Cette histoire commence déjà par un vol ! Et dou-

blée de sexisme avec ça, ça commence bien.

« Le vivant représentent une banque de données quasi illimitée d'adaptations »

Depuis, nous avons pu apprendre bien des choses qui pointent toutes vers la même conclusion : l'ADN est une molé-

cule formidable pas croyable ! L'entière du vivant utilise l'ADN (ou des molécules proches comme l'ARN). Cette molécule est le témoin de l'évolution du vivant, de plusieurs milliards d'années d'évolution, et pourtant, un tout organisme peut « lire » une séquence d'ADN, quand bien même celle-ci proviendrait d'une autre espèce. Malgré nos millions d'années d'évolution divergente, nous utilisons toujours la même molécule pour transmettre des informations



aux générations suivantes que l'on soit un poisson, un champignon, un arbre ou un humain. Et tout ça sans interventions divine, bien entendu !

Non contentes de constituer un langage commun, les molécules d'ADN de l'ensemble du vivant représentent une banque de données quasi illimitée de résultats d'adaptations à un nombre immense de conditions climatiques, de pressions écologiques, d'interactions intra et inter spécifiques, etc. Pour être plus claire, il existe par exemple une très grande diversité de gènes à travers tout le monde végétale qui régule la quantité de sucre produit dans les fruits ou les tiges. Cela répond à des besoins différents en fonction des conditions climatiques, de la quantité de soleil et nombres d'autres facteurs. Il s'agit tout simplement d'être adapté à son environnement. Évidemment, si vous êtes agriculteurs, pas rebuté par les OGM et que vous voulez faire des fruits plus sucrés, ce genre d'information est utile.

Le problème, c'est que ce constat n'est pas tombé dans l'oreille d'un sourd, mais plutôt dans celle des entreprises de biotechnologies et autres semenciers industriels. On va retrouver une sorte de compilations des méthodes et idéologies que les anarchistes combattent depuis des lustres : *capitalisme, répression, accaparement* des richesses et - *catastrophe* écologique.

Biotech' !

Voilà quelques décennies que les grandes entreprises de biotechnologies investissent massivement dans des outils moléculaires qu'elles protègent par des brevets. Le plus connus est sans doute le cas des OGM de chez Monsanto. Leur-Sess ingénieurs ont développé une méthode qui permet à leurs plants de maïs de résister à un herbicide, le fameux glyphosate. Mais cette résistance est conférée par la présence dans le génomes des plantes d'une séquence d'ADN, qui provient en fait d'une bactérie. On voit comment une simple séquence d'ADN a pu avoir une importance fondamentale pour vendre leur saloperie dans le monde entier.

Et il s'agit ici de l'exemple le plus connu mais il en existe des centaines d'autres. Si certains sont d'ailleurs tout à fait utiles et utilisés par exemple dans des diagnos-



tiques médicaux ou par la recherche fondamentale, les domaines potentiels majeurs sont bien : les produits chimiques, les biocarburants, les cosmétiques¹ (2) et les plantes cultivées.

Le point le plus important ici est le fait que Monsanto a breveté leur son outil, qui est précisément cette séquence d'ADN (qui a tout de même été quelque peu bidouillé quelque peu) et son utilisation en agriculture. Si vous vouliez créer vous même votre maïs résistant au glyphosate, Monsanto vous ferait un procès qui vous laisserait sur la paille¹ (3). À la rigueur on pourrait se dire qu'on s'en fout parce que de toute façon, on n'en veut pas des OGM. Certes, mais cela ne les empêche pas de breveter tout ce qui leurs passent entre les mains !

Privatisation du vivant

C'est ce que l'on peut lire dans cet article de *Science* intitulé « Contrôle des entreprises et gouvernance mondiale des res-

sources génétiques marines »¹ qui nous explique que 13 000 séquences d'organismes marins ont été enregistrées et brevetées, donc privatisées !, Ddont à peu près la moitié par la seule compagnie BASF, autre géant de la chimie. Ces compagnies sont littéralement en train de breveter le vivant, en tamponnant leur nom sur tout ce qui pourrait éventuellement leur servir. Elles font la chasse à cette nouvelle ressource qu'est l'information génétique. Elles mettent ce qu'elles trouvent sous brevet, empêchant par la même le reste de l'humanité d'y avoir accès. C'est le mécanisme qui aboutit à la dépossession des ressources naturelles par une poignée de voleurs qui ont de l'éthique comme une girouette. De quel droit ces personnes vont prendre pêcher une méduse, séquencer son génome et le breveter pour dire ensuite : « ça c'est à moi » ?! Cette privatisation du vivant est ignoble et pour le moins révoltante. Souvent, les brevets sont justifiés par le coût du développement. Ça n'est même pas le cas ici, la plupart des séquences viennent

de bases de données publiques ! D'ailleurs 2 % des séquences brevetées viennent d'organismes inconnus, o. On accumule aveuglément les ressources, apothéose capitaliste. Il ne faut plus imaginer les patrons qui nagent dans le milieu des pièces d'or, mais bien dans un océan de disques durs... Le seul domaine de la biotechnologie marine devrait atteindre une valeur de 6,5 milliards de dollars en 2025. E, et comme il n'y a aucune régulation dans ces eaux internationales, qui représentent quand même la moitié de la surface de la planète, c'est carrément -948595943 *open bar* !

« 98 % des brevets ont été déposés dans seulement 10 pays »

Dans les régions sous contrôle d'un État, les accords au niveau de l'ONU stipulent qu'on ne peut pas aller récupérer ce que l'on veut où l'on veut. A, à moins que l'on obtienne l'accord du pays en question, ce qui n'est pas une grosse difficulté dans bien des cas. Tout ça pour dire qu'il y a des centaines de façons de récupérer ces séquences d'ADN à fort potentiel.

Ensuite, elles sont enregistrées au niveau internationale via le « Traité de coopération sur les brevets », établi en 1970, donc très adapté à ce genre de questions comme vous pouvez l'imaginer ! Voilà comment l'appropriation du vivant se développe. Et bien entendu, grâce à ce traité international, toute personne qui enfreindrait le brevet se retrouverait avec une offensive légale de grande ampleur à son encontre. Voilà pour la répression et le verrouillage du système. Ce genre de traité est censé garantir l'usufruit des ressources de la planète à l'humanité toute entière. M, mais malgré les lois internationales qui disent que les ressources des eaux internationales appartiennent à tout le monde, ça appartient quand même plus aux pays riches ! En effet, 98 % des brevets ont été déposés dans seulement 10 pays, tous se trouvant parmi les pays les plus développés de la planète. Bien consciente que beaucoup de pays n'ont pas les moyens ou les structures pour exploiter ces ressources, la logique des requins capitalistes est très simple : avant que les autres ne se hissent à à

Ceux qui nous volent

Il s'agit principalement de quelques groupes industriels et transnationaux. On les appelait les « Big 6 » jusqu'à ce que Dow et Dupont fusionnent en 2015 et que Bayer rachète Monsanto en 2018. Il s'agit de BASF (origine : Allemagne), Bayer (origine : Allemagne), Dupont (origine : France), Syngenta (origine : Suisse/Royaume-Uni), Monsanto (origine : USA) et pour finir Dow (origine : USA), comme la valeur financière Dow Jones dont vous entendez parfois le nom quand les médias évoquent la bourse de New-York. Elles rassemblent toujours un pôle agroalimentaire (ces compagnies regroupent la quasi totalité des semences vendues dans le monde) et un pôle industrie chimique. Pour faire simple, elles vendent les graines et les engrais/pesticides pour les faire pousser. D'ailleurs cette concentration laisse les populations bien dépourvues. Sans ces compagnies, nous serions bien en mal de faire pousser quoi que ce soit (du moins si elles coupaient le robinet du jour au lendemain). De manière assez intéressante, elles ont une fâcheuse tendance à se retrouver dans des sales coups. BASF dans un consortium avec Bayer produisaient le zyklonB, Monsanto a vendu son Agent Orange aux militaires

notre niveau, il est urgent de tout s'acapter pendant que nous avons l'avantage. Il est aussi très important de noter que c'est bien la garantie légale des structures étatiques puissantes (USA, EU) qui permet cela. Si ces compagnies ne pouvaient pas compter sur la répression de ces institutions à l'encontre de quiconque ne respecterait pas leur brevet, elles seraient sans doute bien moins entreprenantes. C'est le système classique que nous dénonçons depuis longtemps : le capital et ses outils répressifs s'épaulent pour s'approprier les richesses du monde.

Leur jungle

Comme pour les compagnies pharmaceutiques, c'est l'argument du progrès qui est avancé. Si on ne promet pas des milliards de bénéfices à une poignée d'investisseurs, il n'y aurait jamais de fonds pour toute cette recherche, nous dit-on. Il est apparemment farfelu de se demander pourquoi les êtres humains travailleraient de concert autrement que dans

l'optique capitaliste. Nous sommes apparemment bien trop dissolus pour pouvoir fonctionner sans relation d'argent. Sans la promesse de devenir encore plus riche, personne ne bougerait le petit doigt pour aider ou coopérer avec d'autres. Et nous devrions remercier ceux et celles qui nous dépossèdent de ce que nous créons et produisons, de bien vouloir réinvestir une petite partie de la richesse produite par les peuples dans la recherche et le développement ! C'est cette logique de jungle¹ (4) que le système capitaliste veut nous faire accepter comme dogme. La propagande des patrons, dirigeants, dictateurs et chefs de tous poils veut nous faire croire que nous sommes tous prêts à nous entre-tuer sans eux, qu'ils sont la « garantie nécessaire au progrès ». C'est pourquoi nous sommes sommés de trouver normal que les connaissances (en plus des pouvoirs et moyens de répressions), soient concentrées entre leurs mains ou celles des spécialistes sans éthique ni indépendance qu'ils s'achètent.

« *il faut ajouter le combat pour la réappropriation des connaissances* »

Comme pour les compagnies pharmaceutiques, c'est l'argument du progrès qui est avancé.

A finir. Comme pour les compagnies pharmaceutiques, c'est l'argument du progrès qui est avancé.

A finir. Comme le fut prônée la réappropriation au dix-neuvièmeXIX^{ème} siècle la réappropriation des moyens de production, il nous faut désormais y ajouter le combat pour la réappropriation des connaissances. Cela est d'autant plus nécessaire pour pouvoir décider ensemble des utilisations que nous en voulons faire de ces connaissances. Personne ne doit pouvoir interdire l'accès à ce qui a été développé au cours des siècles par des millions de personnes. C'est comme si après avoir construit une maison collectivement pendant 100 ans, une seule personne changeait la serrure et s'enfermait à l'intérieur, en en faisant sa propriété. Cela ne te révolterait pas ?

Quentin
Liaison FA Londres

En bout de chaîne par BASF ou autre. er pour la catastrophe de Bopal en Inde qui a fait des milliers de morts et des centaines de milliers de blessés etc.

Dans une bien moindre mesure, on trouve aussi quelques partenariats université-privé, qui monétisent la recherche en brevetant les découvertes scientifiques. Ce qui n'empêche pas qu'elles soient racheté avec le glyphosate, Dow n'a jamais voulu payer pour stériliser les sols du Vietnam (et provoquer des dizaines de milliers de cas de malformations chez les nouveaux nés) et continue de nous empoisonner américains.

(1) Le douteux Watson qui ne mérite pas d'être mis en avant dans l'histoire de la biologie à mon humble avis, étant donné ses tentatives d'utiliser la génétique dans le but d'étayer des thèses racistes et homophobes. Comme quoi on peut être un sale type et avoir le coup de bol de malade en faisant une grande découverte !

(2) Des gènes de vers marins vivant proche des fumerolles sous-marines au fond de l'océan sont maintenant utilisés pour produire des cosmétiques.

(3) Menace très facilement mise à exécution comme vous pouvez le constater dans le documentaire de Marie-Monique Robin produit par Arte « Le monde selon Monsanto » 2008.

(4) À noter que la " loi de la jungle " est un concept uniquement humain. Dans la vraie jungle, les êtres vivants ne sont pas dans un monde de violence et du chacun pour soit. Cela fait bien longtemps que les biologistes de l'évolution sont revenus sur cette idée erronée. Une première lecture sur le sujet serait *L'Entraide* de Pierre Kropotkine, Éditions Tops / H. Trinquier, disponible à la librairie Publico bien entendu !

Le plagianisme – partie II – ou le voyage au pays du mensonge concerté

Le plagianisme contemporain, nous l'avons vu dans notre précédent article, est en premier lieu *la science de faire de la vérité d'hier le mensonge de notre temps*. C'est un lieu commun de dire que les vainqueurs font l'histoire, et qu'ils la racontent à leur façon. Mais les vainqueurs d'hier, les intellectuels du PC et les compagnons de route, sont devenus les vaincus d'aujourd'hui et ils se mêlent à ceux qui les tiennent maintenant à leur merci pour les aider dans leur manière de réécrire leur histoire et d'en tirer la leçon attendue. Ainsi, les vaincus de l'Empire

du Mal et les vainqueurs de l'Empire du Bien font désormais cause commune pour s'emparer des idées d'une pléiade de penseurs que nous pouvons appeler à juste titre « irrécupérables », mais pour intégrer certains des éléments de culture qu'ils mirent au jour dans la nouvelle idéologie dominante, sans référence à la finalité révolutionnaire qui les guidait. La critique du stalinisme est devenue le lieu commun de ce milieu, à condition que soit occulté son rapport au processus de destruction du mouvement ouvrier de l'intérieur à laquelle les intellectuels prè-

tèrent leur plume, sans jamais s'en expliquer.

Hagiographes et critiques se disputent ainsi sur cette immense dépouille du marxisme pour en récupérer ce qui peut leur servir, et se construisent eux aussi leur sphère d'influence avec les idées des uns et des autres. D'où l'absence de toute analyse de classe pour définir la place et la fonction de cette réappropriation, qui devient l'objet d'études spécialisées, avec détournement de tous les éléments qui permettraient de dégager une ligne claire

quant au rôle de l'intelligentsia dans cette perte de repères. Le plagianisme sera donc au cœur des recherches de ceux qui maintenant disposent de l'histoire et interprètent le passé à leur propre fin. Et cette fin répond à un intérêt de classe qui se rattache à l'histoire d'avant.

« *Que faire pour rester dans les rangs* » »

Les avant-gardes ont été maîtres d'œuvre en la matière. Elles ont tracé le chemin grâce auquel le « plagianisme » s'empare du passé pour le rendre conforme à la nouvelle situation politique et pour adapter l'héritage. Rien ne se perd, tout se recrée ! Le plagianisme est la conscience historique de cette intelligentsia, car ses recherches lui servent à laisser dans l'ombre ce qui ne peut voir le jour et à mettre en lumière les figures de l'ancien régime qu'il convient de conserver. Pour parler comme Arno Mayer, mais en inversant le sens de l'histoire, les vieilles polémiques se voient extraites des tiroirs pour faire leur entrée dans les joutes des nouvelles avant-gardes. Impossible de rattraper le retard, mais le retard les rattrape en ce sens qu'elles ne font que répéter ce qui a été dit — comme s'il s'agissait de découvertes.

C'est ainsi que l'analyse du rapport gauche-droite leur fait pressentir les mystères d'un ouvrage, *La Deuxième Droite*, qui date de 1986, et que le retour aux sources de la pensée critique sur le totalitarisme leur permet de trouver d'autres références que celles des œuvres d'Orwell. *1984* s'est quelque peu éloigné, en effet. Que faire pour rester dans les rangs ?

Quand et pourquoi certains noms sortent de l'obscurité ou y retournent, c'est tout le mystère de l'intelligentsia en quête de référents pour faire oublier sa propension à ne pas voir l'évidence. Pas question de faire appel à l'analyse de classes, qui permet de garder un point de vue critique sur le passé et l'avenir. Le reclassement dans le grand dictionnaire de la révolution réserverait de trop grandes surprises. C'est au plagianisme d'entretenir une confusion bien ordonnée afin d'écarter les gêneurs du débat et de contourner la responsabilité historique qui revient toujours aux autres, à ceux qui savaient mais n'ont pas su trouver le

bon argument pour vous convaincre de leur erreur les trompeurs-trompés. La preuve » Ils se sont rendus à la raison dès que les régimes qu'ils révéraient ont perdu leur argument suprême, le pouvoir qui légitimait leur appellation. Arno Mayer, qui leur était inconnu hier, leur offre une des clefs de voûte de cette reconstruction, le moyen d'un voyage dans la forêt des idées perdues pour retrouver les auteurs qui méritent à leurs yeux la persistance à leurs côtés dans le nouveau régime (1).

« *C'est en gardant les portes d'entrées et de sorties de la morgue que l'intelligentsia occupe cette place centrale* »

Le plagianiste n'est donc pas le plagiaire qui se contente de produire de la copie conforme. Il reprend les références et les concepts d'une constellation marquée par la pensée radicale, par la lutte contre le marxisme-léninisme et les idéologies de remplacement, mais pour vider cette réflexion de son contenu critique. De sorte que ces références, si elles ne sont pas remises au goût du jour, apparaissent comme surchargés d'une phraséologie obsolète, voire rétrograde, des produits idéologiques qu'il faut corriger. Et telle est la tâche ingrate du... plagianisme.

Quand Heine, dans *De l'Allemagne*, déclare : « *Je n'aime pas prophétiser, et je crois qu'il vaut mieux relater le passé, dans lequel se reflète l'avenir* », encore faut-il comprendre que la manière dont on relate le passé reflète l'avenir tel qu'il peut être. Et de même, quand il dit que « *l'histoire littéraire est la grande morgue où chacun vient chercher ses morts, ceux qu'on a aimé, ou avec qui on a des liens de parenté* », tout revient à savoir quels sont les morts qu'on y vient chercher à tel moment de l'histoire. Songeons à ceux qui après avoir mis en terre et ignoré tant d'esprits qui gênaient leur prises de position s'en réclament aujourd'hui et s'emparent de leurs dépouilles pour les faire entrer dans la grande morgue politique aux côtés d'autres qui représentaient l'exact opposé de leurs pensées. Qu'en advient-il ?

« C'est grâce au trotskisme protéiforme que le « mythe bolchevique » [..] reste parmi nous un des piliers idéologiques qui ferme notre horizon historique et déforme notre appréhension du présent. »

C'est en gardant les portes d'entrées et de sorties de la morgue que l'intelligentsia occupe cette place centrale dans la nouvelle forme de l'aliénation. Elle efface ainsi de l'histoire toutes les oppositions et les pensées qui la gênent.

Le trotskisme est au cœur de cette forme d'occultation, qui, par sa position médiane, à l'image de son mode d'organisation, a toujours su volatiliser les auteurs inclassables dans sa bibliographie ou plagianiser ceux qu'il lui était impossible de faire disparaître. Il a servi de passeur entre le bolchevisme sous ses multiples formes et les transformations dans ce qu'on eut appelé naguère l'idéologie dominante du Parti, le Parti considéré comme expression de la conscience révolutionnaire du prolétariat, alors qu'il en était le fossoyeur. C'est grâce au trotskisme protéiforme que le « mythe bolchevique », dénoncé dès les années vingt par l'anarchiste Alexander Berkman, à savoir comment la contre-révolution s'exerce au nom de la révolution contre une inventivité révolutionnaire nouvelle, reste parmi nous un des piliers idéologiques qui ferme notre horizon historique et déforme notre appréhension du présent.

« chaque nouvelle forme d'oppression se justifie par la critique de celle d'hier »
Les intellectuels qui par le passé ont sauvé l'idée d'émancipation se sont en premier lieu affrontés à un problème sémantique : comment la falsification de la pensée s'est introduite dans le langage pour en détruire le contenu critique » Et l'on comprend pourquoi les héritiers de ceux à qui ils furent opposés n'ont pas trouvé de meilleur moyen pour annuler cette mémoire accusatrice, qui nous éclaire sur la situation actuelle, que de faire cohabiter les uns et les autres comme si les polémiques n'avaient mis en cause que des idées sans portée pratique. Certains mêmes n'hésitent plus à invoquer la nostalgie en évoquant ces joutes, touche poétique dans l'art de l'aliénation qui consiste en l'occurrence à réconcilier les inconciliables.

Ce processus d'occultation raisonnée, avec censure rétroactive, telle est la mesure sociale de notre temps : chaque nouvelle forme d'oppression se justifie par la critique de celle d'hier, qui a été reléguée aux oubliettes, mais reste toujours prête à répondre présent à la demande. Et

comme il n'y a plus référence ou critique d'une idéologie dominante « de gauche », à qui les intellectuels font-ils appel aujourd'hui, à quel procédé « dialectique » ?

Les livres servent toujours de révélateurs de ces tendances critiques et de ce qu'elles signifient. Dans une situation historique où la lutte des classes a perdu la classe qui donnait sens à ces luttes, rien ne sert de détourner les éléments d'une théorie révolutionnaire articulée sur des combats passés, sinon pour effacer de l'histoire ce qui reste encore vivant, et empêcher ainsi que ne se marque la différence avec les pseudo-polémiques actuelles. L'héritage des avant-gardes devient donc l'élément central de la subversion. Il occupe une fonction spéciale dans la persistance de l'ancien régime, le néostalinisme, car il couvre tous les domaines, et reste la source incomparable de tous les référents : les auteurs marqués par le totalitarisme se retrouvent mélangés aux courants qui ont été les principaux critiques de l'URSS et de la théorie de l'État prolétarien.

« En vérité, cette classe intellectuelle virtuose dans le plagianisme reste invariablement en opposition au marxisme et à l'anarchie »

Toutes les idées d'une critique radicale, qui va à la racine des rapports d'exploitation et de l'aliénation, et celles des années d'avant-guerre, toutes subissent le même sort : elles sont reprises et remodelées par la nouvelle petite-bourgeoisie intellectuelle en fonction de ses intérêts propres, et cette reconstitution donne la dimension critique à l'idéologie dominante, dimension obligatoire dans un capitalisme en révolution permanente. Elle s'est reformée et réformée à mesure que les nouvelles technologies répondaient aux besoins de transformation du capital, et l'inégalité partagée est l'exacte mesure de cette conscience de classe qui fait de l'individualité et des petits agrégats les pôles de recherche des formes modernes de production et d'échange.

Cette intelligentsia reconvertie dans la rétro-critique n'a donc cessé de puiser dans le passé révolutionnaire, ou supposé tel, ses éléments de culture. En vérité, cette classe intellectuelle virtuose dans le plagianisme reste invariablement en opposition au marxisme et à l'anarchie, dès

lors qu'il s'agit de les mesurer à ce qu'on entend leur faire dire sur la situation actuelle du capitalisme et à ce qu'on veut en taire, à savoir l'échec du mouvement ouvrier et la déréliction morale à laquelle il a donné lieu.

« ... inutile de tout attendre d'un nouvel « isme »... »

Quand un courant d'émancipation voit certaines de ses revendications prises en compte à l'intérieur du système social qui l'a jusqu'ici combattu, c'est qu'elles sont devenues utiles, voire indispensables, pour faire sauter les blocages. Quel est l'« isme » vengeur qui n'écrit pas son nom dans le livre d'or de la subversion triomphante ? Ce qui est évident, c'est que pour retrouver le sens d'une critique radicale, enracinée dans le refus d'un système d'exploitation toujours égal à lui-même, mais jamais à court de transformations, il est inutile de tout attendre d'un nouvel « isme » qui prendrait la succession de ses prédécesseurs pour donner la bonne parole. L'anarchisme lui-même ne nous dit rien qui aille vraiment au-delà, bien qu'il nous incite à le faire.

L'éthique impersonnelle du mouvement ouvrier nous fait entendre une autre polysémie, des appels qui s'inscrivent dans la même lignée que l'analyse de classe des penseurs du socialisme des conseils et d'une critique fidèle à la conception matérialiste et critique du monde. Rien n'a changé au point qu'il faille s'en éloigner ; au contraire de ce qui se proclame, ce chemin a permis aux courants intellectuels de ne pas s'égarer hors de la voie du socialisme, et de résister à la pression des idéologies dites totalitaires.

Ce qui se dessine à l'horizon, « la dynamique du capitalisme au XXI^e siècle », nous renvoie au contraire à la matrice de cette critique matérialiste portée par des auteurs comme Paul Mattick et Rosa Luxemburg, Anton Pannekoek et Karl Korsch et Pierre Souyri et Maximilien Rubel, qui restent en écart absolu. Le point de vue éthique qu'ils ont défendu définit le rôle de l'intelligentsia dans le soutien qu'elle a apporté aux totalitarismes maquillés en communisme, sa participation aux plus sinistres palinodies du siècle.

Ces penseurs nous en disent assez pour qu'il soit inutile de chercher ailleurs le mode d'interrogation sur notre histoire. Et cette évidence, elle sape justement les fondements d'une historiographie qui doit présenter sa vision de ce passé avec les concepts tirés du corpus travaillé par les intellectuels du PC ; ce qui revient à occulter les éléments d'une nouvelle conscience critique qui contraindrait les chercheurs à expliquer les dérives de toute une classe et de ses intellectuels — dont tant des leurs firent partie, chacun apportant leur touche à la falsification des mots et à l'inversion de sens des idées.

Revenir sur ce passé peut seul nous aider à comprendre la responsabilité historique de ce « socialisme des intellectuels » dont parlait le penseur anarchiste polonais Jan Wacław Makhański à propos d'une certaine classe, celle des « capitalistes du savoir », qui retrouve aujourd'hui une place nouvelle dans... l'histoire.

— Mais ceci est une autre histoire !

Louis Janover
Janvier 2019

- (1) Ainsi en est-il des *Cahiers de discussion pour le socialisme des conseils*, de novembre 1968, où la voix du marxiste Paul Mattick pouvait fort bien entrer en résonance avec celles d'auteurs représentant l'anarchisme, comme de la revue *Front noir* (1963-1967), de sensibilité surréaliste, proche du socialisme des conseils. Ces revues s'ouvraient ainsi sur les espaces de l'utopie, là où les attributs de l'émancipation aiguillaient le regard vers des revendications autres que politiques et faisaient entendre un accent unique. Et c'est la raison pour laquelle le plagianisme opère ces détournements : il faut arracher à ce passé les auteurs qui peuvent faire diversion, en raison de ou malgré l'occultation dont ils furent victimes. Le nouveau régime persiste dans la copie de l'ancien ! — Arno Mayer, *La Persistance de l'Ancien Régime. L'Europe de 1848 à la Grande Guerre* (1981). Paris, Flammarion, 1983.

Saisonnier agricole (ou « Le loup et le chien »)



Le métier de saisonnier agricole est très méconnu voire complètement invisible. Je dis bien métier car si quelques-uns font ça uniquement à certaines saisons voire très ponctuellement, comme les étudiants par exemple, nous sommes nombreux à faire cela de manière constante.

Constant ne veut pas dire toute l'année et c'est un choix ! Personnellement, il me suffit de travailler un tiers ou la moitié de l'année pour subvenir à mes besoins en les réduisant au strict nécessaire. Il y a tellement d'autres choses à faire que de bosser !

Mais je parle de métier parce que je ne travaille que dans les saisons agricoles. Évidemment le côté saisonnier de la chose fait que ce n'est pas toujours le même travail ni la même culture, ce qui est très enrichissant...

Comme beaucoup d'entre nous, il m'arrive souvent d'être dans la viticulture étant donné qu'il y a de la vigne partout en France et qu'il y a des travaux toute l'année, comme les vendanges, la taille, le relevage, etc. Mais il m'arrive aussi de ramasser les pommes, les clémentines ou le tabac, de faire le castrage du maïs ou

de couper la canne à sucre pour ne citer que quelques exemples.

Le problème de ces jobs c'est qu'ils sont très précarisés n'étant pas reconnus comme un métier, ce qui entraîne qu'il est souvent compliqué de joindre les deux bouts entre les saisons du fait qu'il n'y ait pas de statut d'intermittent agricole sur le modèle des intermittents du spectacle. On peut rajouter qu'il est dur de se faire payer correctement et de faire valoir les droits élémentaires du travail. De l'autre côté, pour les gens dont je fais partie, qui ont choisi ce mode de travail parce qu'il colle très bien avec un certain style de vie, nomade et en marge de la société capitaliste, il nous permet d'être libres ! Libres de changer de patron, de changer de région ou de pays, de travailler un mois ici un mois par là, de changer de pratique ou de métier tout en restant dans le même domaine.

Et cette liberté engendre une liberté d'esprit et une autonomie d'action qui compensent largement, à mon sens, les mauvais côtés de ces boulots précaires.

Bitch
Groupe Libertad
de la Fédération Anarchiste



Travailler, pourquoi et pour qui ?

Jour de marché dans la Basse-Ardèche, le temps était à la distribution d'un tract appelant à la lutte pour la protection de ces salaires différés qu'on appelle retraites. Passe un gus qui me lance, sûr de lui :

« Rien à foutre des retraites, je ne suis pas un esclave, moi ! »

Suit alors un dialogue où je lui propose premièrement de se foutre à poil pour ne pas cautionner l'esclavage des ouvriers du textile, deuxièmement de lévirer pour ne pas fouler du pied le travail d'autres esclaves pour finalement lui demander de quoi il vivait.

« Ben, du RSA, c'est pas beaucoup mais ça me va. Comme ça, pas besoin de travailler... »

Suit alors un deuxième dialogue où je le compare à un caniche qui n'a pas d'autre fonction que de tenir compagnie contrairement à d'autres canidés gagnant les croquettes de leur gamelle en gardant d'autres bestioles, aidant des personnes malvoyantes, grattant dans les avalanches, jouant aux vigiles dans les propriétés privées, etc. sans parler des loups qui n'ont besoin de personne pour se nourrir.

Jour de classe en Basse-Ardèche, mouvement de contestation au sein du groupe des élèves :

« Tu trouves normal que toi, tu sois payé pour venir à l'école et pas nous » Nous aussi, on travaille ! »

Suit alors une discussion où je leur explique premièrement que je suis payé pour leur apprendre des trucs qu'ils ou elles ne pourraient pas apprendre tout seuls, deuxièmement que si je les faisais venir à l'école pour me cirer mes chaussures ou ranger mon bureau ce serait normal que je les paie, troisièmement qu'ils venaient à l'école pour travailler pour eux à devenir débrouillards donc que ce serait à eux de se payer et qua-

trièmement que c'était l'heure de la récréation.

Ces deux exemples incitent à la réflexion : travailler pourquoi et pour qui »

Travailler, c'est accomplir une ou des actions dans le but d'un résultat, matériel ou non. N'étant pas des végétaux à chlorophylle, la simple exposition au soleil ne nous permettrait pas de survivre. Que ce soit pour cueillir quelques baies sauvages, ramasser quelques malheureux escargots qui seront mangés crus, aller d'un terrain à un autre, tout a toujours été accompli avec des efforts, tout a toujours nécessité une certaine dose de travail.

Pour faciliter ces travaux, on fabriqua des outils en créant de nouvelles tâches liées à la fabrication desdits outils. Le but étant bien sûr d'être gagnant et donc que le temps passé à la réalisation de ces outils soit compensé par un gain de temps pour le résultat final.

C'est donc entendu, le travail est indispensable à la satisfaction de nos besoins réels. Il ne reste plus qu'à trouver par qui ce travail sera réalisé. Choix épineux...

Pour « travailler » la terre afin de la rendre apte à l'ensemencement, il y eut le bâton fousseur genre gros pieu. En mettant ce bâton quasiment à l'horizontal, c'est l'araire. Meilleure efficacité à condition de se mettre à deux pour le tracter. On remplace les deux hommes par deux bœufs, le travail pénible est alors fait par des animaux sous le contrôle d'un seul homme qui trouve alors la vie tout de suite plus tranquille.

De la domestication d'animaux de trait à l'exploitation d'humains par d'autres humains, le pas fut vite franchi. A quel moment l'histoire a-t-elle glissé sur une peau de banane »

Les premiers humains sédentaires cultivaient ensemble la terre, allaient ensemble à la chasse, partaient ensemble

cueillir des plantes pour ensuite partager ensemble le repas fruit de leur travail commun. C'est toujours ensemble qu'ils se vêtaient, toujours ensemble qu'ils allaient chercher du bois pour se chauffer ou pour construire des huttes communes... Bref chacun travaillait pour le groupe auquel il appartenait et donc partageait le travail à effectuer pour satisfaire aux besoins du groupe et donc aux siens. Le groupe discutait des projets, des conflits à résoudre, du groupe voisin avec qui il faudrait s'entendre ou de qui il faudrait se défendre.

Puis l'humain créa la peau de banane à faire chuter l'histoire...

Lorsque la mort d'un proche devint trop lourde à supporter, l'humain s'inventa un au-delà, un créateur de cet au-delà, des religions pour servir ce propriétaire de l'au-delà, des lois sans appel dictées par les « messagers » de cet esprit tout puissant, des chefs pour aider ces « messagers » et – obéissant aux chefs – des humains en armes pour faire comprendre au groupe que le temps de discuter égalitairement les projets était révolu. Naturellement, ces religieux, ces chefs et tous leurs hommes en armes ne participaient pas aux cueillettes du groupe, ni aux parties de chasse du groupe, ni aux cultures du groupe. Comment donc allaient-ils faire pour subvenir à leurs propres besoins »

De la domestication d'animaux de trait à l'exploitation d'humains par d'autres humains...

Les premiers États se mirent à frapper monnaie, l'argent fut inventé pour payer les hommes d'armes. Cet argent que le groupe asservi n'avait pas, lui fut demandé, lourd tribut à payer pour une « protection ». Pas d'argent pas de « protection », les hommes d'armes purent alors se payer sur le tas : viols, tortures,

pillages, dépossessions des terres, des outils, des ateliers. Pas d'argent pas de « protection » : population réduite à l'esclavage. Esclaves vendus contre cet argent inventé pour asseoir le pouvoir de qui commandait les hommes d'armes, de qui contrôlait le chef au nom d'un esprit tout puissant.

Le temps du groupe égalitaire au travail partagé avait cédé la place au temps du travail forcé des uns pour subvenir aux désirs toujours plus grands des États, des religions et de leurs représentants. Pendant ce temps, marchands d'esclaves et batteurs de monnaie avançaient tranquillement leurs pions sur l'échiquier du pouvoir.

Actuellement, si l'esclavage au sens premier du terme n'existe plus que dans quelques pays, une autre forme pernicieuse fait des ravages : le salariat.

Les héritiers des marchands d'esclaves et des batteurs de monnaie, les descendants de ceux qui un jour décidèrent de mettre un acte de propriété sur tout, ont transformé les humains en ressources. Fini les discussions collectives pour décider collectivement du travail à accomplir et à partager pour satisfaire aux besoins de chacun et de tous. Trop abreuvés de « leçons » distillées par les maîtres d'un jeu pipé, les humains « ressources » avaient été dépossédés du réflexe de penser ensemble.

On installa alors dans le logiciel mental des humains « ressources » qu'ils devaient gagner leur vie en travaillant pour satisfaire les intérêts de leur patron/propriétaire ; que la nécessité de gagner leur vie



en travaillant disqualifiait toute remarque sur l'utilité ou non de leur travail ; que leur intégration passait par la consommation de produits non essentiels.

Et que, pour un kilo de bananes récoltées par un humain « ressource », une fois la part prise par le propriétaire du bananier, celle qui revenait à l'État où avaient poussé les bananes, celle du banquier qui gardait le magot du propriétaire et celles de tous les intermédiaires... ne restait plus pour l'humain « ressource » récoltant que la peau.

Lorsque les humains « ressources » se rendront compte qu'on les rémunère pour accomplir des tâches non souhaitées. Lorsqu'ils se rendront compte que leur

patron/propriétaire ne rétribue pas leur travail à sa juste valeur mais paie leur résignation et leur domination avec cet argent qui remplace le fouet des maîtres esclavagistes. Lorsqu'ils se rendront compte tel, dans la mythologie grecque, Midas piégé par sa cupidité à vouloir changer en or tout ce qu'il touchait, que l'argent ne se mange pas, ne se respire pas. Il n'est là que pour nous lier, nous inféoder au couple infernal État et Capital... Alors peut-être que les Humains ressourcés se rappelleront de la peau de banane que chacun avait reçue comme salaire et s'en serviront pour faire chuter cette société basée sur l'exploitation de tout et de tous.

Bernard, Groupe d'Aubenas

Ma vie en start-up

Avant : tribulation d'une chercheuse en sciences humaines et sociales
Pendant presque dix ans (2009-2016), j'ai enchaîné les contrats précaires et les contrats courts comme chargée de cours dans les Universités parisiennes. Sous-fifre parmi les sous-fifres de l'enseignement supérieur, les « petites mains » de l'Université libérale, les tâcherons qui graissons les rouages de la machine pour

une pitance. Tout s'annonçait bien, pourtant. Après la soutenance de thèse, en 2011-2012, j'ai obtenu la qualification du CNU pour devenir enseignante-chercheuse titulaire, valable cinq ans. Pendant ces cinq ans, les éminences professorales de la Sorbonne et d'ailleurs m'ont signifié que je devais passer les concours de l'enseignement secondaire car, je cite, « c'est un rite de passage et

une garantie de niveau ». Au début, j'ai résisté, je m'y suis refusée, par principe. J'avais la recherche chevillée au corps. L'enseignement dans le secondaire allait m'en écarter. Ça n'a pas manqué, pendant trois ans, impossible d'écrire la moindre ligne, c'était les gosses ou les intellectuels en exil. J'avais 27 ans. J'étais trop jeune, aux yeux de mes pairs .e.s et de mes compatriotes, pour obtenir un

poste de Maître de Conférences. En parallèle, je frappais à toutes les portes, surtout outre-Manche. Brexit inimaginable, à l'époque. De fait, en 2012, les Écossais – c'est bien les seuls – m'ont offert un vrai poste, qui me permettait de vivre, mais, crise économique oblige, ils ne pouvaient pas me garder. Retour en France. Sans réfléchir, je m'inscris pour passer le Capes. Je l'ai eu, hélas ; j'ai retardé autant que possible la prise de poste et puis, en 2016, l'inspecteur n'a pas apprécié (mais alors pas du tout) d'avoir en face une stagiaire qui faisait appel à un syndicat pour dénoncer le harcèlement moral dont elle s'estimait victime... Mais c'est une autre histoire, celle de ma très courte carrière dans l'Éduc Nat. J'ai mis les voiles, direction l'Amérique latine. Deuxième retour en France – crise économique oblige – complètement défaite. En décembre.

J'avais fini par reconnaître les raisons pour lesquelles jamais je n'obtiendrais de poste de chercheuse titulaire.

En septembre 2017, j'avais de nouveau la tête sous l'eau. 2017-2018, année de « réorientation » professionnelle (la recherche en sciences humaines, est-ce que c'est un métier, ça ?), Master 2 Pro en alternance. Le stage, qui n'a pas débuté sous les meilleurs auspices, s'est finalement bien passé et, en septembre 2018, je décroche mon premier CDI, dans le privé. Bref. Passer de l'enseignement supérieur à l'enseignement secondaire, c'était se prendre une belle gamelle ; passer du public au privé, c'était transiter par le purgatoire pour se rendre en enfer. Les sept mois que je viens de passer en start-up sont comme un cours de rattrapage sur le capitalisme ultralibéral, dans sa version la plus dévergondée, celle de l'économie numérique en plein essor.

La recherche d'emploi, l'été

J'ai commencé à envoyer des dossiers de candidature au mois de juillet. J'y passe la journée, plusieurs semaines, tout l'été. En deux mois, j'ai dû en envoyer soixante-dix et reçu trois ou quatre réponses. Tout se fait par internet. Un jour, j'ai répondu à une annonce à laquelle je ne croyais pas. Je n'avais pas envoyé de lettre de motivation, en me disant, « ça passe ou ça casse ». C'était pour un poste de « Content Manager » (responsable de contenus) dans une start-up spécialisée dans je ne sais quoi. C'est passé, à ma

grande surprise. Mais ne brûlons pas les étapes.

L'entretien d'embauche

En fait, pour chaque poste, le candidat passe au moins deux entretiens : d'abord, la prise de contact avec le recruteur, qui s'assure que le profil corresponde à peu près au poste. Ensuite, l'entretien d'embauche à proprement parler, qui se fait en deux temps : celui de l'essai, celui de la transformation. Je ne me souviens pas des propos qui se sont tenus pendant ces entretiens. Il y en a eu trois, de 30-45 minutes chacun. D'abord avec le directeur marketing, au téléphone ; ensuite avec le directeur marketing ET le patron. A la fin de ce deuxième entretien, le patron m'a dit que ce n'était pas les compétences qui comptent – lui n'avait pas fait d'études et regardez où il en est – mais la personnalité. C'est un grand classique. Le dernier entretien se passerait devant toute la boîte. Parce qu'il fallait être sûr des affinités entre ma personne et les autres énergumènes que je devais rejoindre. Bières, apéro. Pas mal d'allusion à la coke et aux jeux d'argent. Et puis le patron qui commence : « S., une dernière question (*silence théâtral, très marqué*). Quel est ton vice ? ». Parce que dans ces milieux, on s'appelle par son petit nom et on se tutoie tout de suite. D'ailleurs, au cours de ces sept mois, j'ai été la seule à appeler le patron, « patron », histoire de marquer les distances.

Dans des entreprises à peu près normalement structurées, on ne pose pas ce genre de question, surtout quand on est patron. Ici, c'était le règne de la démesure et il fallait que le nouveau venu le comprenne rapidement. Il y a deux réactions possibles. La première, prendre la mouche, refuser de répondre. La deuxième, se plier au jeu, répondre. J'en avais appris suffisamment au cours des entretiens précédents pour cerner l'esprit de la boîte. J'avais passé les concours pour être enseignante-chercheuse, y compris à Cambridge. Je n'étais pas franchement impressionnée. Je comprenais aussi que c'était un test qui visait très classiquement à « déstabiliser l'impétrant ». Rien de nouveau sous le soleil. Je prends le temps de réfléchir et je réponds : « Je suis sapophile. » Ça sonne comme un vrai vice et surtout, personne parmi ces crétins ne saurait ce que ça veut dire. Ils ont été très impressionnés

(« t'as posé tes couilles tranquillement sur la chaise, tu nous as tous bluffés, c'était épatant », m'a expliqué un ancien) ; j'étais embauchée.

Par la suite, le patron a exigé des nouvelles recrues de révéler pour qui nous avions voté aux dernières présidentielles, si nous pratiquions une religion. Rien sur l'orientation sexuelle, très convaincu que nous étions toutes hétéros. Politique, religion, sexualité. Des sujets tabous en entreprise.

Le séminaire d'entreprise

Le séminaire d'entreprise, ça n'a rien à voir avec un séminaire de recherche. C'est un prétexte pour louer une villa de luxe dans le sud, au bord de la mer et s'adonner à des beuveries pendant trois jours et trois nuits. Tous frais payés. Pour souder les rangs, ou dans le jargon, faire du « team building ». Régulièrement, une fois par mois, la boîte paierait ce genre de soirées où il fallait donner toutes sortes de preuves de loyauté envers l'entreprise en frisant le coma éthylique et en fumant des joints.

La prise de poste

Mes supérieurs m'ont embauchée sans savoir pourquoi : par opportunisme, sur un « coup de cœur » alors qu'ils « avaient reçu une quarantaine de candidatures, dont des journalistes du New York Times ». Esbroufe. Coup de poker. Gagnant pour eux, perdant pour moi. En effet, le patron m'avait clairement dit que c'était à moi de définir le poste, de le *faire exister* car même si lui serait le seul responsable d'un échec, c'est moi qui en paierais les frais. Pendant les quatre premiers mois, j'avais l'épée de Damoclès au-dessus de ma tête, convaincue que je serais la première des quatre nouvelles recrues à être virée. Comme tout « se passait bien, je me suis tranquillisée en janvier. J'ai baissé la garde...

L'acclimatation/acculturation

Je n'avais pas le choix, c'était s'adapter ou mourir. Quand je suis arrivée, nous n'étions que deux femmes pour douze hommes. Blagues misogynes, de cul, racistes, homophobes, de droitistes extrémistes. Les syndicalistes, les gauchistes, les rouges, tous à éliminer (nous étions tout de même 4, pas si mal). L'inculture était générale, l'ignorance crasse, la bêtise la chose au monde la mieux partagée. Il

y avait une bibliothèque, avec les *Œuvres complètes* de Victor Hugo, jamais ouvertes, et un exemplaire des *Onze mille verges* d'Apollinaire, lecture jugée par trop scandaleuse. Pour une fois, je pouvais leur donner raison.

Je me souviens d'une conversation avec le patron. Enfin il faudrait plutôt dire le duel avec le patron, qui prenait visiblement plaisir à la joute verbale (moi pas), n'étant *jamais* contredit par ses subordonnés. Je ne sais plus exactement comment c'est venu mais j'avais qualifié Napoléon d' « autocrate mégalomane ». D'autres auraient dit « tyran ». Que n'ai-je dit ! Il a dégainé et il m'a assassinée. Dans le silence général. « ...Goya, c'est de l'art de propagande... »

La start-up, c'est comme une secte avec, au centre, un gourou-patron, le premier cercle de prêtres (les associés) et le cercle de fidèles (les salariés). Dans cette start-up là, on vivait huit heures par jour dans la promiscuité la plus complète : n'étant que 14, on partait déjeuner tous ensemble. Les seules fois où les salariées avons voulu sortir « entre filles », la « meneuse » s'est attiré les foudres de la hiérarchie.

Le renouvellement de la période d'essai

Période d'essai : de quoi il en retourne et pourquoi les start-ups y ont recours

Dans le contrat de travail que j'ai signé, il y a un détail auquel je n'ai pas fait attention sur le coup : c'est la période d'essai (définie dans l'article L1221-20 du Code du Travail). En théorie, la période d'essai ne sert qu'à évaluer les compétences du salarié. Sur un site de vulgarisation juridique, droit-finances.com ⁽¹⁾, on lit :

La période d'essai est une période prévue au début du contrat de travail pendant laquelle l'employeur et le salarié ont la possibilité de rompre le contrat de travail rapidement et sans motif.

Je n'ai pas une longue expérience des start-up (puisse-t-elle être courte) mais, pour autant que je puisse juger, dans les faits, la période d'essai est imposée au salarié. Des « collaborateurs » (on ne dit pas « collègues » et encore moins « camarades

») m'ont expliqué que c'est la seule manière pour les start-up, qui sont des petites structures, de s'assurer que le salarié est bien « usiné » pour l'entreprise.

La période d'essai, qui précède l'embauche définitive, permet à l'employeur de contrôler les compétences du salarié et à ce dernier de vérifier si le poste et l'entreprise correspondent bien à ses attentes. Principal avantage pour l'employeur : il n'a pas à respecter les conditions et la procédure de licenciement s'il souhaite mettre fin au contrat de travail du salarié pendant sa période d'essai. ⁽²⁾

La dissymétrie des rapports patron/salarié est, ici, on ne peut plus claire. Pas besoin pour le patron de justifier le licenciement du salarié, puisque la loi ne qualifie pas la rupture de la période d'essai comme tel. En revanche, quelle liberté a un salarié de rompre un contrat de travail en pleine période de chômage de masse ? Question rhétorique.

J'ai accepté le premier poste venu. Je me suis fait violence pour m'y accrocher. Tous les autres salariés de la boîte, qui avaient entre cinq et dix ans de moins que moi, soit 24 ans pour le plus jeune, avaient la trouille au ventre de se retrouver au chômage. On était bâillonnés et on fermait nos gueules devant les injustices et devant les excès. Ça ne fait pas de nous une génération très combative, d'autant que chaque salarié est atomisé, ce qui le rend extrêmement vulnérable aux pressions de la hiérarchie.

Une politique systématique de renouvellement de la période d'essai

Ma période d'essai a donc d'abord duré quatre mois : de septembre à janvier. Cela correspond à la durée maximale pour la période d'essai, dont le renouvellement n'est pas obligatoire. D'une part, le patron m'affirme lors de l'entretien du renouvellement de la période d'essai que, dans son entreprise, tous les salariés voient leur période d'essai systématiquement renouvelée. Première entorse à la loi : c'est ce qui s'appelle une politique systématique de période d'essai, reconnue comme pratique abusive et c'est censuré par la Cour de Cassation. D'autre part, il me précise que ce renouvellement

est purement formel, parce qu'il est très satisfait de mon travail. Deuxième entorse à la loi : la période d'essai sert à évaluer. Autrement dit, elle aurait dû se terminer en janvier, puisque je complétais les missions à la satisfaction du patron.

Malgré tout, cette période d'essai a été prolongée de trois mois jusqu'au 10 avril, ce qui correspond de nouveau au maximum légal, puis rompue une semaine avant sa fin, le 4 avril 2019. Hors délai de prévenance. Sept mois en tout. Après quoi, comme me l'ont expliqué les délégués de la CGT, étant en CDI, le seul motif valable de rupture serait « pour faute professionnelle ».

A aucun moment il ne m'a été précisé sur quels critères je serais « évaluée » ni qui s'en chargerait. Aucun dispositif de suivi et... d'évaluation. Rien. Personne, de toute façon, qui s'avère réellement capable de m'évaluer. J'étais la seule lettrée de la boîte, la « caution humaniste » de la start-up. Logiquement, c'est le plus incompétent de la boîte qui s'y colle : le patron. Pour les Prud'hommes :

Si l'employeur stipule une période d'essai excessivement longue, là encore, sa rupture pourra s'analyser en un licenciement sans cause réelle et sérieuse. Le juge peut en effet considérer que le salarié a été suffisamment observé et a fait ses preuves. Ce fut le cas pour une période de 6 mois imposée à un commercial (chambre sociale de la Cour de cassation, 11 janvier 2012, n°10-17.945).⁽²⁾

J'ai été suffisamment observée et fait mes preuves. Le gros de ma mission a consisté à rédiger en un temps record 12 articles de recherche sur des sujets d'actualité économique, sans faire de concession aux enjeux marketing et commerciaux liés à l'optimisation des moteurs de recherche (SEO en anglais). Ce qu'ils appellent de la « stratégie de contenus de très haute qualité » et ce que les gens normalement constitués appellent des *textes*. En ce sens le renouvellement de ma période d'essai peut être qualifié, selon moi, d'abusif. Je ne me suis pas tournée vers les Prud'hommes, l'urgence étant, à l'heure où j'écris, de retrouver du travail.

Est-ce que le fait d'être reconnue travailleuse handicapée constituerait un facteur aggravant » Qui sait.

Le licenciement (qui ne dit pas son nom)
Un vendredi après-midi, le patron me donne une tape sur l'épaule vers quatre heures vingt en me disant « on fait une réunion toi et moi » et moi, je l'ai suivi. Sans poser de questions, sans rechigner, sans demander à être accompagnée. Il a cherché un endroit bien isolé dans l'espace de « co-working » (travail partagé) mais pas un bureau, non, ça coûterait de l'argent à l'entreprise. L'occasion est triviale – on vire une salariée – à quoi bon y mettre la forme. Faisons ça à l'improviste dans le couloir d'un autre étage aménagé en espace de travail, bien à l'abri des regards et en tête-à-tête. Et le patron de me dire, l'air contrit : « La stratégie de contenus est un échec. Tu as fait exactement ce que je t'ai demandé, je n'ai rien à te reprocher. C'est moi qui en porte la responsabilité mais le board d'investisseurs me demande de prendre des

mesures. » C'est là que je finis par comprendre qu'il me vire. Ce que j'avais entrevu sept mois auparavant a eu lieu. Pour faire passer une pilule plus difficile à digérer pour lui que pour moi, il insiste : 1) pour me faire une lettre de recommandation et 2) pour m'emmener prendre une bière « en toute amitié ». Je te vire, mais on ne va pas se fâcher pour si peu, quand même. J'ai dû attendre deux semaines qu'il m'envoie la lettre de rupture de période d'essai (ou licenciement) en recommandé. L'autre salariée était en train de les menacer de les dénoncer aux Prud'hommes pour harcèlement sexuel, à moins de toucher une somme conséquente en dédommagement. Elle a eu, je crois, gain de cause ; son dossier est très solide mais elle est de droite et, comme elle me l'a dit, dans le monde du travail, c'est chacun pour soi. Ce qui est sûr, c'est qu'ils ne réagissent au quart de tour que quand on les menace au portefeuille. Fric et profit.

Et maintenant...

Retour à la case départ : je suis au chômage. On m'a souvent dit que tous les coups durs que j'essayais, c'est « un mal pour un bien ». Je pense que cette fois, c'est plutôt juste. J'ai vu ce que c'était que le capitalisme numérique, qui est en train de bouffer l'autre. J'ai aussi appris à le penser, parce que j'ai lu énormément de travaux de chercheurs sur l'économie des plate-formes pour rédiger mes articles. L'Université reste un espace pour le déploiement de la pensée critique. Pour F. Acquier, par exemple, c'est le retour au travail domestique, une forme de capitalisme pré-industrielle où le salarié est, paradoxalement, un capitaliste (parce qu'il doit posséder les ressources qui lui permettent de travailler) sans fortune. C'est ce que le grand public a appris à reconnaître comme le phénomène d'ubérisation.

S.F. - groupe « Botul »

Que faites-vous dans la vie ?

Des racines obscures

Si le concept du « travail » pose question, c'est d'abord son origine sémantique qu'il faut interroger. Car celle-ci s'avère fort intéressante. Certains affirment que le terme provient du latin « tripalium », un instrument de torture à trois pieux. Mais des spécialistes contestent cette allégation et lui préfèrent d'autres fondements étymologiques. Quelle que soit la vérité linguistique, c'est sans équivoque : elle n'inspire pas la joie. Chaque racine suggérée pour le mot « travail » évoque tantôt la violence, tantôt la douleur, tantôt l'effort. Au choix. De « tripaliare » (tourmenter) à « tribularer » (écraser le blé, torturer l'âme pour éprouver sa foi), ça n'est pas compliqué à comprendre : on n'est pas là pour rigoler. Outre l'étymologie à proprement parler, les définitions ne valent pas mieux. On parle de « travail » pour l'accouchement, mais pas seulement. L'expression définit absolument tout ce qui nécessite la force et le

mouvement. Alors quand on parle de « pénibilité au travail », c'est presque un pléonasma.

Du gagne-pain au brise-reins

Heureusement, tout ne s'arrête pas au langage, ni à la théorie. Mais qu'en est-il de la pratique ? Le travail est-il seulement plus supportable à vivre qu'à énoncer ? En 2019, il faudrait être aveugle, sourd ou d'une incroyable mauvaise foi pour affirmer une telle énormité. En réalité, pour la majeure partie des humains, bosser n'a rien d'excitant. Il s'agit au mieux d'un moyen de gagner sa vie, au pire, de la source de maux, dépressions, voire suicides. Il n'est pas rare que les retraités, enfin autorisés à vivre pour eux-mêmes, se plaignent aussitôt de douleurs ou se découvrent une pathologie grave au lendemain de leur pot de départ. Quant au nombre d'accidents de travail et de maladies professionnelles, il est effroyablement grandissant, selon la plupart des

bureaux d'études. Produits chimiques, course à la productivité, harcèlement moral, concurrence, chute du pouvoir d'achat, conditions laborieuses : tout est rassemblé pour exténuer les employés, mais également les petits patrons. Et même si ceux-ci aimaient leur poste au départ, la passion a vite fait de s'éteindre. Évidemment, ne sont concernés dans ce texte que les actifs lambda. Je ne traite ici ni des esclaves ni des enfants travailleurs, ce serait trop facile. Il s'agit de mettre en exergue ce qui passe inaperçu. De rendre révoltant ce qui apparaît aux yeux de tous comme une fatalité.

Formés à rentrer dans le moule

Pourtant, la profession, le métier, c'est bien l'activité censée prendre la part la plus importante de notre vie. Celle dont on rêve depuis l'enfance. Celle vers laquelle nous poussent nos parents. L'école traditionnelle, dès 3 ans, n'est d'ailleurs rien d'autre qu'un avant-goût de l'entre-



prise. Mais il est loin, le paradis vers lequel on croit se diriger. On écoute, on se tait, on se met en rang, on respecte les horaires, on est puni si on n'a pas obéi. Les études supérieures forment ceux qui en ont les moyens à des boulots qui payent et qui plaisent davantage. Ceux qui n'ont pas cette chance doivent se lancer dans le monde hasardeux des jobs précaires dès l'âge de 16 ans. Dans l'espoir de trouver mieux, ou moins pire plus tard, les jeunes travailleurs triment sans broncher. Certains, même, se font exploiter gratuitement ou à bas prix. On les appelle les stagiaires. Par la suite, on apprend à ses dépens que les 35 heures officielles ne sont pas un maximum, mais une moyenne. Un passage symbolique qui permet, théoriquement, d'obtenir un salaire plus conséquent si l'on travaille au-delà. En fait, ces heures supplémentaires se transforment souvent en jours de récup', autant dire en du repos. Repos que l'on doit quémander et justifier le moment voulu. Tout dépend des patrons, bien sûr. Mais quoi qu'il en soit, le « chef » domine et dirige toujours ceux sans qui l'entreprise ne pourrait tourner. Ne faudrait-il pas inverser les choses ? Imaginer une société où les individus qui donnent de leur corps et de leur intellect puissent prendre les décisions qui les concernent ? Allons même plus loin : qu'en est-il du salaire ?

Volontaires au-delà du salaire

La rémunération devrait être une récompense proportionnelle à la difficulté du travail. Or, dans les faits, cela ne se vérifie pas. Au contraire, les infirmières, les

éboueurs, les ouvriers d'usine font partie des employés les plus pauvres et les plus fatigués, tout en étant les plus utiles à la communauté. De l'autre côté du graphique, ce sont ceux qui passent de la chaise de leur bureau à celles des restaurants qui engrangent le plus d'argent. Est-ce bien raisonnable ? Est-ce approprié, vraiment ? Quant aux artistes, ce n'est pas un métier, voyons ! La preuve : soit ils sont condamnés à exercer un job alimentaire, soit ils sont rémunérés par Pôle Emploi. Pire encore : le bénévolat. Pour combler un manque d'engagement de la part des dirigeants, pour compenser les erreurs des responsables, les humains se sont mis à travailler gratuitement. Le terme « travail » est ici astucieusement évité, bien sûr. Toutefois, la difficulté, les objectifs, les conditions extrêmes : tout y fait penser. Seul le salaire reste inexistant. Alors, on fait de l'humanitaire pour soigner les victimes des guerres financées par le Président. On sert la soupe aux sans-abri que l'État n'a pas nourris. On sauve les animaux que la Justice n'a pas secourus. On fait le boulot des autres, et on prend de notre temps, encore, sans rien gagner de plus que la reconnaissance. Mais là se trouvent souvent l'efficacité la plus notable, la cohésion de groupe la plus exemplaire et les résultats les plus glorieux.

La rémunération morale

Voilà où je voulais en venir. Ce qui motive avant tout, ce n'est pas l'argent. Ni le pouvoir. Encore moins la carrière. Ce qui donne la force de se lever le matin, c'est d'abord la substance, le sujet à pro-

prement dit. La passion, le partage, l'échange. Voilà ce qui nourrit l'Homme. C'est seulement lorsque les compétences sont mises à profit, que l'on se sent enfin utile sans compter ses heures. Mais force est de constater que l'on ne vit pas sans fric. La solution est donc toute trouvée : associer les savoir-faire de chacun et remodeler le travail. A l'heure où la surpopulation est une réalité, à une époque où les machines remplacent les employés, il n'est plus question de bosser plus pour gagner plus. Il est question de travailler moins pour des raisons plus intelligentes, sans perdre de sous. Servons-nous des milliards que nous sommes pour puiser les capacités là où elles se trouvent. Chacun peut apporter sa touche, son expérience, son expertise. Mettons en valeur ces aptitudes uniques, distribuons mieux les responsabilités autant que les rétributions financières. Car l'argent, il y en a, et on sait où il se trouve.

Une fois ce monde idéal instauré, une question prendra une toute autre saveur. C'est la question qui nous définit tous. Le sujet incontournable au moment d'une nouvelle rencontre. La première question de toute discussion avec un inconnu. Et à celle-ci, nous pourrions enfin donner la plus belle des réponses, mais impensable jusqu'alors.

« Que faites-vous dans la vie ? »

« Je vis. »

Azelma Sigaux

Quelques réflexions à propos des anarchistes, des syndicats

Une question se pose aux anarchistes investis dans les luttes sociales menées dans les entreprises où ils travaillent : quelle pratique révolutionnaire poursuivre au quotidien ? Le problème n'est pas nouveau pour nous. Ni d'ailleurs pour toutes les organisations de gauche ou d'extrême-gauche, avant-gardes autoproclamées du prolétariat ; dès le 19^e siècle la plupart des sociaux-démocrates avaient ajouté la voie parlementariste à leur catalogue « révolutionnaire ». La conquête du pouvoir politique a suffisamment démontré partout, que gauche ou extrême gauche une fois arrivées aux commandes d'un pays n'ont jamais aboli le capitalisme. Tout au plus l'a-t-on remplacé par un capitalisme d'État avec une nomenclatura prenant le relais de la classe bourgeoise. Nomenclatura qui, au moyen de la dictature du prolétariat (ou mieux dit, la dictature *sur* le prolétariat) a perpétré l'exploitation de l'homme par l'homme et tous les rapports de domination.

Dans la galaxie révolutionnaire, qu'est-ce qui nous distingue, nous anarcho-syndicalistes ? Nous ne sommes pas partisans de la stratégie parlementariste ; nous ne prétendons pas être l'avant-garde « éclairée » d'un prolétariat qui serait incapable de prendre en main sa propre destinée. Au contraire, en tant qu'anarcho-syndicalistes nous pensons que les travailleurs peuvent parfaitement gérer leur vie par le biais de leur organisation de classe. C'est-à-dire une organisation composée uniquement de travailleurs et non inféodée à un quelconque parti politique dirigé par des bourgeois « éclairés » qui les cantonnerait à des revendications uniquement matérielles, et qui s'octroierait la « direction politique » du pays.

Est-ce à dire que nous n'avons pas, nous,

de projet politique. Certes non ; nous prétendons que l'émancipation de la classe travailleuse s'accomplira en créant de véritables rapports de solidarité et d'égalité en pratiquant la démocratie directe, en collectivisant et socialisant les moyens de productions. Des partis « révolutionnaires » proposent la même chose » Qu'ont-ils réellement fait une fois parvenus au pouvoir ? De la mise au pas des soviets assujettis au parti unique bolchevik en URSS, aux syndicats sous la coupe d'un parti « communiste » toujours unique en Chine ou à Cuba (et tout ça pour en arriver à combiner dictature et économie de marché), où est la différence avec la démocratie bourgeoise ?

Et dans notre pays ? Comment a évolué le mouvement socialiste (au sens large de ce terme) depuis le 19^e siècle ? La défaite militaire de la Commune de Paris a été suivie d'une perte d'influence des idées proudhoniennes (ses partisans ayant été



massacrés, enfermés, déportés, ou forcés à l'exil). Malgré cela et en dépit de la stratégie parlementariste des partis se réclamant de Marx (pauvre Marx « interprété » par tous les léninistes à venir !), les anarchistes (après la courte période des attentats) opteront largement pour le militantisme dans l'organisation de classe (bourses du travail ...) qui aboutira à la création de la CGT (1^{ère} mouture). Dans cette CGT s'affronteront assez rapidement syndicalistes révolutionnaires et sociaux-démocrates jusqu'à la sacrosainte Charte d'Amiens (1906) ; il s'agira

d'un compromis entre les premiers, partisans d'une organisation de classe disposant de la production et de la répartition des richesses produites, et les seconds s'inscrivant eux, dans la conquête du pouvoir politique (parlementarisme), et pour qui les syndicats ne doivent être que des relais du parti auprès des travailleurs (stratégie de la « courroie de transmission »).

Cette Charte d'Amiens est bien un compromis et sera considérée comme une victoire par les uns et les autres : les syndicalistes révolutionnaires sont satisfaits que les syndiqués membres également d'un groupement ou parti s'engagent à ne pas introduire dans l'organisation de classe les opinions desdits groupements ou partis. Le socialiste guesdiste Victor Renard, secrétaire de la Fédération du Textile, ne s'y trompa pas et pu ainsi déclarer : « *Les anarchistes qui prédominent dans la CGT ont consenti à se mettre une muselière.* »

Lui et les partisans de la voie parlementariste étaient eux, satisfaits de pouvoir continuer à être membres des organisations corporatistes et aussi de leurs groupements politiques, même s'il n'était pas question d'en introduire les consignes dans les syndicats. On devait voir assez rapidement le peu de cas fait de cette condition par les sociaux-démocrates au lendemain de la Révolution russe, le PCF récemment créé s'enfonçant dans la CGT comme « *une pointe d'acier dans une motte de beurre* ». L'histoire de la CGT jusqu'à l'immédiat après-Deuxième Guerre mondiale sera une succession de batailles d'influence, de scissions et réunifications qu'il serait trop long de détailler ici, et qui mériterait une analyse à part entière (CGT, CGT.U, CGT-SR ...).

Toujours est-il que jusqu'en 1968 la voix révolutionnaire dans la CGT sera de moins en moins audible et celle du PCF de plus en plus hégémonique. Cette situation avait déjà provoqué le départ de nombreux révolutionnaires partis se réfugier à FO créée en 1947. Une autre grande cassure se produira après 68 : devant l'attitude conservatrice et réactionnaire du Bureau dirigeant de la CGT qui ne fit que répercuter les consignes du PCF pour contenir manifestations étudiantes et occupations d'usines, et surtout empêcher la jonction des deux mouvements, nombre de jeunes travailleurs vont rejoindre la CFDT qui se disait alors « autogestionnaire ». Certaines estimations indiquent pour le début des années 70, une augmentation des effectifs de la CFDT de 20% ! Son secrétaire général de l'époque (Edmond Maire) ratisant large et n'hésitant pas dans un bel élan démagogique à déclarer dans le journal « Le Monde » du 19 octobre 1972 : « Il y a eu deux grands courants socialistes, celui qui est jacobin, centralisateur, autoritaire, s'est établi dans les pays de l'Est. L'autre, le socialisme libertaire, anarcho-syndicaliste, autogestionnaire, c'est celui que nous représentons. »

Trop beau. Ça ne pouvait évidemment pas durer longtemps, dès le congrès d'Annecy (1976) les suspensions et exclusions commençaient. C'est que l'heure n'était plus à l'autogestion mais à « l'autonomie engagée » (comprenez : il faut se rendre aux urnes et voter pour l'Union de la Gauche). Exit le socialisme libertaire évoqué quatre ans plus tôt. L'épuration des militants anarcho-syndicalistes sera menée tambour battant : la plus grosse section CFDT (Usinor-Dunkerque) est exclue. En 1976 c'est au tour de l'Union locale parisienne des 8/9èmes arrondissements ; 1977, c'est l'Union départementale 33 qui est éjectée ; 1979 la section BNP Paris et ainsi de suite. Sous l'œil d'ailleurs plutôt réjoui des « camarades trotskystes » de la Ligue communiste de l'époque qui avaient bien senti le danger pour eux et leurs théories : si les travailleurs prenaient vraiment en main leur organisation de classe pour gérer directement leurs affaires, à quoi servait donc un parti extérieur prétendant lui aussi gérer ces affaires, et surtout les diriger ? À rien répondent les anarchistes qui, s'ils ont un projet de société libertaire et égalitaire, n'entendent pas l'im-

poser de l'extérieur de l'organisation de classe, mais rappeler sans cesse quel était le double rôle dévolu aux sociétés d'entraide des travailleurs (plus tard devenues syndicats) : Les revendications matérielles pour l'amélioration des conditions de vie des travailleurs ; la préparation de leur émancipation intégrale qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste.

C'est-à-dire que l'organisation de classe, actuellement groupement de résistance doit être dans le futur le groupement de production et de répartition des richesses produites par les travailleurs, charge à



eux - et à eux seuls - de déterminer les besoins et le type de produits qui leur sont nécessaires. Et là évidemment s'ouvre un débat à tiroirs pour définir ces besoins et comment les produire, dans quelles quantités, dans quelles conditions, suivant quelles normes écologiques ... Vaste programme comme disait l'autre.

Nous sommes loin du compte aujourd'hui ; d'abord parce que d'une organisation de classe unique (CGT) nous en sommes arrivés à une division des syndiqués et à un abandon (oubli) du second point cité plus haut : la préparation à l'émancipation intégrale des travailleurs. La CGT d'avant la Première Guerre mondiale envisageait d'obtenir cette émancipation intégrale par le biais de la grève générale expropriatrice. On a pu voir en France deux grands mouvements de grève générale (en 1936 et 1968), mais il ne s'est jamais agi de grève expropriatrice (simplement d'occupations des usines), et elles ont surgi en dehors des syndicats ou plutôt de leur bureau confédéral, assujetti en l'occurrence au Parti communiste français. La Charte d'Amiens ayant ainsi été interprétée par les tenants du Parti ayant la main sur les syndicats cantonnés au rôle de de-

mandeurs d'amélioration des conditions d'exploitation. À cet égard la Charte de Lyon (CGT-SR 1926) semble mieux armée : selon elle, il ne s'agit pas seulement pour les travailleurs de lutter contre le capitalisme hors des partis politiques, mais même contre ceux-ci qui prétendent les assujettir en les cantonnant à un simple rôle de courroie de transmission. Les anarcho-syndicalistes voient dans les structures du syndicat, verticales (secteurs et branches d'industrie) et horizontales (unions locales des quartiers et villes), une illustration du fonctionnement du fédéralisme libertaire. Mais nous n'en sommes pas là - loin s'en faut - et si une grève générale peut s'attaquer au système en place, si elle peut désorganiser le système d'exploitation des travailleurs, elle risque de tourner court en se contentant de blocages et d'occupations des entreprises (comme en 36 et 68). Par contre si elle s'inscrit dans l'action révolutionnaire, en prenant le contrôle des entreprises, en étant gérée par les travailleurs eux-mêmes à leur profit, donc en expropriant les patrons, on est au-delà d'une simple grève générale et on entre dans une grève gestionnaire débouchant sur une nouvelle organisation économique, aux mains exclusivement des travailleurs. C'est ce qu'on a pu voir se dessiner dans l'Espagne de 1936, où collectivisations et socialisations se sont succédé à la vitesse grand V. Il est vrai que la plus puissante organisation de travailleurs espagnols était la CNT anarcho-syndicaliste. Aujourd'hui en France nous n'en sommes pas là, le sens de l'histoire existe mais il n'est pas vraiment linéaire, il comprend de nombreux retours en arrière et, il faut bien le constater, actuellement nous sommes plutôt au creux de la vague. Ce n'est évidemment pas une raison pour nous, de boudier les syndicats (malgré leur dégénérescence, leurs querelles, leurs trahisons aussi...), car chaque fois - chaque fois - que les anarchistes se sont éloignés du combat social, l'influence de leurs idées a perdu en vigueur au sein du prolétariat, ainsi que l'espoir de voir - rapidement - s'instaurer une société libertaire et égalitaire, sans État ni patrons.

Ramón Pino
Groupe anarchiste Salvador-Seguí

1^{er} Mai : fête du travail ou de l'emploi ?

Le 1^{er} Mai a été adopté en 1889 par la Deuxième Internationale comme journée internationale des travailleurs, en mémoire de la condamnation à mort de cinq syndicalistes anarchistes, accusés sans preuves d'être à l'origine de l'explosion d'une bombe, lors d'une manifestation à Chicago qui avait pour but de limiter la journée de travail à 8 heures. C'est sous le régime de Vichy, en 1941, que le 1^{er} Mai devient la fête du Travail, avant d'être définitivement adopté par la IV^{ème} République en 1948 comme jour férié. Vertueux pour certains, aliénant pour d'autres, le travail est au cœur des débats politiques et « intellectuels » servis par les médias. Une fois n'est pas coutume, le mot en lui-même n'est jamais défini, étant utilisé pour parler aussi bien d'emploi salarié que d'activité créatrice.

Le 1^{er} Mai est donc l'occasion de faire un point sur les différences entre travail et emploi. L'étymologie du mot travail est souvent rappelée par ses détracteurs : il provient sans doute du latin *tripalium*, qui était un instrument de torture utilisé pour punir les esclaves. Doit-on donc bannir purement et simplement le travail et se plonger dans la lecture de l'*Éloge de l'oisiveté* de Bertrand Russell en rangeant pelle, truelle et stylo au grenier ? En réalité, le mot est aujourd'hui utilisé à tort et à travers alors que sa définition change en fonction du contexte de son utilisation (en sociologie, en économie, en philosophie...). Le *Petit Larousse* nous dit qu'il s'agit d'une « activité de l'homme appliquée à la production, à la création et à l'entretien de quelque chose ». On voit donc que le travail peut recouvrir un large champ d'activité, allant de la création artistique à la production à la chaîne, et que sa signification change en fonction du contexte dans lequel on l'utilise. Pourtant, lorsqu'il est utilisé dans des débats ou des discours politiques, le mot travail est toujours utilisé dans le contexte économique.

C'est donc en réalité à la notion d'emploi que font référence ces discours. On peut alors se demander pourquoi la notion d'emploi est aujourd'hui quasi-systématiquement remplacée par la notion de travail... Il suffit de s'intéresser à l'Histoire pour constater que le travail en tant qu'activité créatrice est un mérite vanté par la plupart des penseurs anarchistes et autres, se déclinant en de nombreuses composantes (travail intellectuel, manuel...) et permettant l'émancipation de la condition sociale de l'exploité. En revanche, l'emploi est un engagement établissant un ordre hiérarchique entre l'exécutant (celui utilisant sa force de travail) et le mandataire (celui qui jouit de la force de travail de l'exécutant en échange d'une somme d'argent). Même si certains acteurs tentent de l'utiliser à bon escient (dans le cadre des entreprises « libérées » ou d'associations), l'emploi reste la base du système capitaliste, il est garant de l'aliénation des masses aux plus riches et permet la perpétuation des inégalités qui gangrènent l'humanité. Dans la plupart des cas, l'emploi est un frein pour l'exploité, l'empêchant d'atteindre son émancipation grâce à son travail en l'entravant des chaînes de l'emploi.

Pour faire perdurer ce système, la stratégie du capitalisme consistera à assimiler les notions de travail et d'emploi, à engommer les différences, comme s'ils étaient synonymes, et à faire en sorte que parler de l'un revienne à parler de l'autre. Suivant la logique de simplification de la langue et d'élimination systématique des mots à connotation négative pour le libéralisme, on ne parlera plus d'emploi, qui se rapporte trop à l'exploitation, mais de travail, qui garde à juste titre une aura de



-Bonne fête patron !...

noblesse. L'objectif des économistes libéraux est donc de faire en sorte que le seul travail imaginable le soit dans le cadre d'une rémunération, toute activité non-rémunérée ne bénéficiant aujourd'hui que de peu de reconnaissance sociale (notamment les activités dans la sphère privée : l'éducation des parents est progressivement remplacée par l'Éducation nationale...). A mon sens, le libertaire doit donc toujours garder à l'esprit la distinction qui doit être faite entre le travail, synonyme de Liberté (voir *Le Monde Libertaire* n°1799, « Libertaire ou libéral »), et l'emploi, synonyme d'asservissement, et repérer dans les discours les tentatives qui sont faites pour assimiler les deux notions, afin de les dénoncer et de les déconstruire. L'idée que l'emploi soit la seule forme possible du travail doit être combattue à tout prix.

Pauline et Tibo, Groupe Anar'tiste de Fresnes-Antony.

L'esclavage a la peau dure

« La guerre c'est la paix, la liberté c'est l'esclavage, l'ignorance c'est la force. » Ces trois commandements de Big Brother sont inscrits sur la façade du ministère de la Vérité.

George Orwell in 1984

171 ans après l'abolition de l'esclavage, ce châtiment continue de par le monde à semer son cortège de malheurs. Certes, les esclavagistes ne sont plus des colons, mais ils ont pour noms les patrons des multinationales. Ils pullulent partout en France, en Europe et dans le monde, surtout là où les richesses du sous-sol de ces pays regorgent de métaux rares et où les populations sont taillables et corvéables à merci. Et ce, grâce à la complicité des chefs d'États qui, au passage, s'enrichissent ignominieusement sur le dos des habitants et des habitantes. C'est ainsi que les insolents milliardaires et leurs sectateurs les politicards maintiennent les peuples sous leur joug et leur font subir : la misère, la faim, le crime, l'exploitation, l'esclavage, les mutilations, la guerre, l'injustice, l'ignorance, la pauvreté, l'humiliation, les épidémies, la mort et des souffrances de toutes sortes. Une poignée d'individus réduit le reste de l'humanité au rang de bêtes de somme.

L'esclavage aux portes de chez nous...

Les dirigeants politiques français qui se réclament à corps et à cris de la déclaration des droits de l'homme sont muets comme des carpes... Aucun son ne sort de leur moulin à paroles pour dénoncer ce fléau mondial. Ils rêvent tous de faire subir le même sort au peuple de France, dont ils prétendent défendre les intérêts. Citons la Turquie, dirigée par leur ami Erdogan : ce dernier a entrepris, en 2015, la construction du nouvel aéroport d'Istanbul, dont les travaux devraient se terminer en 2028. Cet individu a l'ego tellement surdimensionné qu'il a décidé de faire construire l'aéroport le plus grand du monde. Pour ce faire, il se donne tous les moyens financiers et hu-

mains, le tout accompagné des méthodes les plus répressives. Ses amis financiers sont à la manœuvre... mais ce qu'ils ne maîtrisent pas, c'est la résistance des travailleurs qu'ils traitent comme des esclaves. C'est au point que ce vaste chantier a pris énormément de retard. Car, il y a luttes ! Les 36 000 salariés (dont beaucoup d'enfants) assignés à cette construction sont de véritables esclaves enclavés sur le terrain. C'est une zone totalement interdite, une sorte de camp de concentration dont ils ne peuvent sortir. Ils sont logés sur place dans des dortoirs et transportés par bus sur le lieu de travail. Leurs conditions de vie, de sécurité sont le dernier des soucis des exploitateurs.

Un cimetière à ciel ouvert

A la fin de 2018, cette tâche pharaonique a déjà causé plus de 400 morts. Le site est décrit par ceux qui y triment et y sont exploités à mort comme un *cimetière*. Le 15 septembre, un bus qui transportait les travailleurs a eu un accident, il y eut 17 blessés. C'est la « goutte de sang » qui a

fait que les travailleurs se sont mis en grève autour du slogan : « *Nous sommes des travailleurs, nous avons des droits, d'une manière ou d'une autre, nous trouverons notre chemin.* » Cette grève risquait de retarder l'inauguration de l'aéroport, ce qui mit Erdogan dans une rage folle. Dans la nuit du 17 septembre, des milliers de flics et de militaires envahissent les dortoirs et procèdent à 500 arrestations, 350 travailleurs resteront détenus. La grève est brisée. Le travail reprend sous escorte policière permanente tant dans les transports que sur le lieu de travail. Cependant la lutte continuera, différemment.

Une liste de 15 revendications circulera qui montre dans quelles conditions ces dizaines de milliers d'esclaves sont exploités : ceux qui ont été en grève ne doivent pas être licenciés ; ceux qui n'ont pas reçu d'affectation doivent travailler ; des transports plus sécurisés ; des salles d'eau et des dortoirs propres sans cafards ; l'accès aux soins médicaux avec du personnel compétent ; le paiement des salaires en banque, pas de paiement cash ; le paiement régulier des salaires et des im-



payés ; les travailleurs et les cadres doivent manger dans les mêmes cantines ; les cadres responsables des problèmes doivent être licenciés ; les revendications doivent être publiées dans la presse ; il est impératif d'enquêter sur les nombreux morts sur le chantier ; les arriérés de salaires (plus de six mois pour certains ouvriers) doivent être payés ; une prime de vacances pour les ouvriers doit être accordée ; les cadres qui ont réprimé les Azerbaïdjanais doivent être licenciés ; la fourniture d'habits de travail est également revendiquée.

Solidarité internationale

Il est impératif de dénoncer cet esclavage que subissent les travailleurs turcs et le

silence complice des chefs d'États européens. Ces derniers sont solidaires du despote qui règne d'une main de fer sur la Turquie. La solidarité internationale doit être permanente et s'impose. Il ne faut surtout pas laisser aux esclavagistes les mains libres car, ce qui se passe en Turquie, peut à tout moment devenir réalité en France. D'autant que le Jupiter français en rêve, au point de ne plus dissimuler ses intentions. On peut le constater, lors de sa conférence de presse du jeudi 25 avril, il n'a surtout pas remis en cause la casse du Code du Travail. Il va nous faire travailler jusqu'à la mort. Il va continuer le démantèlement des services publics de l'éducation, de la santé, des transports.

Tout comme le sinistre Erdogan, notre

facétieux chef d'État est droit dans ses bottes et son arrogance n'a d'égale que son mépris envers le peuple. La dérive fascisante sur la scène européenne prend des allures inquiétante. La mobilisation !!!

Sinon les peuples vont se retrouver comme au temps des colons car leur libération du joug capitaliste ne pourra se faire que par eux-mêmes. Capitalisme, monarchie, social-démocratie, libéralisme, dictature.... C'est du pareil au même : ils sont synonymes de violences, d'esclavage, d'exploitation, de guerres, de morts, il y a urgence à s'en débarrasser !

Justhom (Groupe de Rouen)

Les forçats du textile

Au Cambodge, on compte 800 usines de confection qui emploient autour de 700 000 personnes dont 90 % de femmes. La plupart de ces femmes sont des jeunes filles issues de la campagne. Elles travaillent dans des conditions abominables, pour les plus grandes marques internationales de vêtements. Elles sont sous-payées, sous alimentées, elles louent des chambres malsaines et exigües, sans eau potable qu'elles partagent à plusieurs dans des endroits propices aux harcèlements et aux vols. Jusqu'au début des années 2000, l'industrie du vêtement employait 30 % d'hommes. Seulement, ils étaient réputés plus contestataires. Ils étaient également vus comme des meneurs lors des grèves et des manifestations. Aussi, les investisseurs et les superviseurs chinois, aujourd'hui majoritaires dans le secteur de l'habillement, préfèrent embaucher des femmes considérées comme plus dociles et surtout elles seront moins payées. C'est ainsi qu'elles perçoivent des salaires de 100 euros par mois pour des journées de travail de 12 voire 14 heures. Si elles osent se rebeller, la répression s'abat inexorablement et cela peut aller jusqu'à l'emprisonnement.

A cet égard, je ne résiste pas à reproduire la déclaration de Van Sou Leng, le prési-

dent de l'association des usines de confection du textile du Cambodge, multimilliardaire cambodgien d'origine chinoise : « *Nous avons une force de travail abondante, mais ils sont faibles. S'ils veulent gagner plus, une seule solution, qu'ils travaillent plus.* » Les injustices et l'exploitation forcenée que subissent les travailleurs et les travailleuses du Cambodge sont liées au commerce et aux investissements internationaux.

Le boycott de tous ces magasins de luxe s'impose

La solidarité internationale passe par la dénonciation des méthodes esclavagistes mais aussi par le boycott de tous les magasins « de marque » qui vendent dans les pays « dits déve-



loppés », à des prix exorbitants, des produits qui sentent la mort. Comment porter de beaux vêtements, de belles chaussures quand on sait qu'ils sont souillés par le sang, les larmes et la sueur de celles et de ceux qui les ont confectionnés. C'est donc à ce niveau que doit se faire la lutte, de la base au sommet, du pays où les travailleurs et les travailleuses sont exploités(es) et maintenus(es) à l'état d'esclave en passant par les pays dits en voie de développement ou développés. Contrairement aux apparences, malgré la répression, les travailleuses et les travailleurs luttent.

Ainsi, le 27 décembre 2017, 300 travailleurs et travailleuses de la firme

coréenne Gamon Apparel Factory à Takhmao sont en grève pour les salaires impayés. Le 30 décembre 2017, dans une autre usine Tai Easy International à Passat, les ouvrières et les ouvriers en grève bloquent les routes et présentent 12 revendications dont des augmentations de salaire, une amélioration des conditions de travail et le licenciement d'un chef.

Il nous faut impérativement apporter notre solidarité à ces travailleuses et travailleurs qui luttent pour leur survie et surtout faire connaître nos actions afin de leur montrer qu'elles, qu'ils, ne sont pas seuls(es).

Face au capitalisme international, l'union et la solidarité internationales

Les réseaux sociaux et Internet devraient être aujourd'hui des outils indispensables pour communiquer entre les travailleurs(es) du monde entier. Certes, ils ne remplaceront certainement pas la nécessité première de la lutte sur le terrain. L'union des travailleurs(es) face au dur combat de classe à mener contre le capitalisme international et ses soutiens les politicards, passe par la plus grande solidarité internationale. Il nous faut inverser le rapport des forces, ne sommes-nous pas le nombre...

Justhom (Groupe de Rouen)

Des échos de Belgique

La bataille de l'autogestion.

- Ou : les associations progressistes face au paradigme hiérarchique

Ce récit ne sera pas celui d'une grande lutte, mobilisant en nombre travailleurs et travailleuses, au nom d'enjeux qui pourraient modifier le cours même de l'existence dans la société d'hier ou d'aujourd'hui. Ce récit ne reviendra pas sur un de ces moments héroïques qui font l'histoire, ou mieux : l'épopée du mouvement anarchiste. Il s'agit simplement du récit d'une bataille bien modeste, dans une structure du secteur non-marchand, qui ne compte guère qu'une petite quinzaine de protagonistes. L'action se déroule en Belgique, en région wallonne, dans la partie francophone du pays. Nous avons voulu présenter cette petite histoire comme le laboratoire d'une expérimentation anarchiste, en ce qu'elle a mis au jour des rapports de force, liés à une domination de classe, mais aussi en ce qu'elle a contribué à une prise de conscience de travailleurs et travailleuses qui ignoraient peut-être jusqu'alors les possibles affinités

qu'ils et elles pouvaient entretenir avec les pratiques anarchistes.

Pour tout dire, ce qu'on voudrait montrer ici, c'est que le secteur non-marchand, précisons en l'occurrence socioculturel, n'est pas exempt, comme on pourrait le supposer, de rapports de domination, de liens contractuels, puisque on y trouve de la valeur ajoutée et du salariat, ni plus ni moins, somme toute, que dans les secteurs marchands et de la production. En clair, ça se voit moins, parce que les relations avec la hiérarchie semblent, en apparence, plus cordiales, plus familières. Ces choses ont été entendues, dans l'association dont nous parlons ici : « On est une grande famille ! » Paternalisme, quand tu nous tiens... ! Le plus vexant, somme toute, c'est que cet exercice du pouvoir, sous des dehors bienveillants, tourne au complot de classe et devient le fait d'une catégorie de nantis de gauche, une élite culturelle qui, parallèlement à la

confiscation d'un capital intellectuel, a pu engranger un capital économique les plaçant très loin de la nébuleuse populaire. Si bien qu'entre gens de cette catégorie, on se pousse, on se réserve les bonnes places, on s'arrange pour se les refiler entre copains, entre copines. Tout ça n'est pas nouveau. Mais on en parle si peu. « Mais non, voyons : dans ces associations progressistes, humanistes, de gauche, il n'y a pas de souffrance au travail, pas de mal-être, pas de vexations, pas de favoritisme courtisan, pas de passe-droits... » Allons, pas avec de l'argent public en plus ! ...

Pourtant, au départ, l'association dont nous parlons semble bien sous tous rapports : association humaniste, progressiste, pionnière dans les années 70 sur les questions d'interruption volontaire de grossesse, de féminisme, d'accompagnement des personnes (dans le milieu carcéral, en maisons de repos et maisons de

repos et de soins, dans le milieu hospitalier...) et, plus spécifiquement, sur la problématique de la séparation des religions et de l'état. On l'aura compris : cette association n'est pas anarchiste pour autant, puisqu'elle participe beaucoup plutôt de ce courant réformiste, institutionnel, tâchant de peser sur les décisions politiques, au niveau législatif, notamment par le plaidoyer et le lobbying. Ce qui n'empêche pas une certaine valorisation de la désobéissance civile, largement encouragée, à l'image du docteur Willy Peers, médecin namurois ayant pratiqué l'IVG illégalement dans les années 70, ce qui l'a conduit un temps derrière les barreaux. On sait que dans les années 80, des partenariats ont cependant vu le jour avec *Alternative Libertaire* (le journal belge publié par les éditions du 22-mars, pas l'organisation française du même nom), ce qui s'explique par le partage des valeurs de la libre-pensée et, comme on l'a dit, d'une certaine militance progressiste. D'autre part, l'association dont il est question tire la majeure partie de ses rentrées financières de subventions de l'État, notamment par le biais de l'éducation permanente (pendant belge de l'éducation populaire). En son entier, le mouvement compte aujourd'hui environ 250 travailleuses et travailleurs sur le territoire de Wallonie-Bruxelles, répartis en différentes entités régionales de plus ou moins grande importance (de 15 à 50 personnes). Jusqu'ici, le tableau, sans offrir le portrait d'une Arcadie libertaire, n'en est pas moins celui d'un partenaire convenable, avec suffisamment d'affinités pour que le fait d'y travailler ne passe pas par une forme de compromission avec l'une ou l'autre forme d'institution oppressive.

Voilà pour la face visible. Malheureusement, l'envers des cartes révèle un tout autre type de réalité. Sans doute en raison d'une évolution, profondément inconsciente, des associations d'éducation permanente vers le paradigme néolibéral, le fonctionnement managérial se calque de plus en plus sur celui d'une entreprise. L'action syndicale expose dangereusement celles et ceux qui s'y adonnent (en quatre ans, pas moins de cinq départs de délégué.e.s syndicaux.les, suite à des pressions proches du harcèlement). Une sorte de commandement de rentabilité et d'efficacité se fait jour, progressivement. Les conseils d'administration s'avèrent phagocytés de manière croissante par des



Forum-débat "Autogestion, pièce à côté ?" au Festival des libertés (20/10/18), avec Edith Wustefeld (réseau ADES, co-réalisatrice du webdoc *Podér sin Podér*), Thierry Mullier (membre Riposte CTE et de Philo-Cité), Emmanuel Monfret (éducateur populaire, ex-membre de la Scop Le Pavé) et Margot Verdier (sociologue, auteure d'une thèse sur la ZAD)

représentants du monde politique qui, bien qu'estampillés PS, semblent faire de la quête du pouvoir la finalité même de leur participation à l'orientation politique des associations. L'entité namuroise de ladite association ne fait pas exception à la règle.

Trois ans plus tôt, un premier putsch amène au poste de directeur-adjoint un individu, à l'issue d'une procédure dont le résultat s'est avéré, après coup, arrangé d'avance, sous les apparences de la régularité. Moyennant un chantage exercé sur la direction générale, cette personne a été placée, dans le but, d'une part, de dégager la direction régionale de l'époque, et d'autre part d'éjecter un certain nombre de travailleurs et travailleuses. En libérant des places, on ouvrait un boulevard pour faire occuper ces postes par des copains, des copines, ou des fils de, des filles de... Cet épisode aura marqué les esprits de la petite équipe (une quinzaine de personnes, comme on a dit plus haut), car assez rapidement, le nouveau directeur-adjoint a montré sa nature despotique de petit-chef, matinee d'un goût porté sur la courtoisie et le favoritisme. La situation a duré moins d'un an. La direction, tant générale que régionale, a entendu les plaintes des travailleurs et des travailleuses en mal-être. Réponse : « On sait, mais on ne peut rien faire ! » Début 2017, l'équipe s'est mobilisée. Dans un premier temps, le syndicat

nous a soutenus du bout des lèvres, mais le dossier, au final, s'est avéré solide. Devant témoins, le directeur-adjoint avait bousculé physiquement une travailleuse. En plus des autres témoignages (vexations, intimidations, menaces, ingérences dans la vie privée), et sur base de l'unanimité parfaite de l'équipe de travailleurs et travailleuses à propos du mal-être généralisé, l'individu a été remercié. Fin du premier épisode.

Et l'anarchie, dans tout ça, me direz-vous ? On y vient.

Sous le coup du traumatisme collectif, la décision a été prise de ne pas remplacer les postes intermédiaires de direction-adjointe et de coordination, du moins provisoirement et jusqu'à nouvel ordre. Nous nous sommes retrouvés avec un organigramme composé de la directrice de la régionale, au sommet, et d'une équipe de travailleurs et travailleuses amenée à gérer en autonomie la plupart des aspects habituellement dévolus aux n+1, comme on désigne affectueusement les supérieurs hiérarchiques dans les entreprises. Certes, on peut voir cela comme un surcroît de travail, une forme d'exploitation encore plus vicieuse puisque, sous couvert d'autonomie, les travailleurs et travailleuses se retrouvent en charge de tâches supplémentaires sans augmentation de salaire. Mais c'est peut-être le prix d'une certaine forme de liberté. Insidieusement, une idée s'est mise à ger-

mer et à circuler dans les rangs de cette équipe, avec des enthousiasmes, des réserves ou des réticences. Et puis soudain, le mot autogestion a fait son apparition. Le raisonnement a été le suivant : après tout, pourquoi continuer à favoriser le paradigme hiérarchique, alors qu'on voit que ça fonctionne sans chef » Pourquoi vouloir à tout prix faire occuper des postes de coordination, de direction, adjointe ou non, alors que, sans s'y être préparés, les travailleurs et travailleuses sont parvenus à mettre en place une organisation – oh, encore bien imparfaite ! – fondée sur le consensus, la discussion, les intelligences collectives et la solidarité. Pour ma part, je vivais un rêve éveillé. Et pourquoi pas, après tout » Et si nous montrions l'exemple et devenions une régionale pionnière en la matière » La première régionale autogérée » Mon anarchisme commençait depuis quelques années à devenir comme un vieux meuble qui prenait la poussière dans un coin, éloigné de toute pratique (en-dehors de l'action syndicale, bien verrouillée cependant, et des manifestations) et alimenté principalement par la lecture et par une connaissance très éloignée du mouvement zadiste. C'est à cette période que j'ai adhéré à la FA. Autour de moi, le bouillonnement était à son comble. On en parlait tout le temps, tant les enthousiastes que les réticents ! Et on disait : si on est entendus, on fera en sorte que chacune, chacun puisse faire part de ses craintes et on mettra en place ensemble des dispositifs pour empêcher les prises de pouvoir ou les relégations. On n'a pas de programme, proclamions-nous, le programme, il s'écrira en cours de réalisation, avec le concours de tout le monde. Même les plus sceptiques finissaient par se dire que l'aventure mériterait d'être tentée... C'est aussi à cette période que certains ont donné corps à une forme de sympathie anarchiste juvénile pour atteindre une forme de maturité militante. Il y a des tout jeunes collègues que j'ai vu se révéler des négociateurs redoutables. D'autres recoupaient les grands lignes de la pensée anarchiste et s'apercevaient, avec simplicité, que dans certaines de leurs activités professionnelles ou extra-professionnelles, c'était un type d'organisation qu'ils ou elles pratiquaient déjà, ou aspiraient à pratiquer. Dans le même temps, les discussions ont été entamées avec la direction, timidement puis avec plus de

vigueur. Les plus résolus parmi nous allaient jusqu'à penser : la personne qui occupe le poste de direction va bientôt partir à la retraite, allons jusqu'au bout et proposons qu'elle ne soit pas remplacée non plus ! Mais alors, qu'on nous donne les moyens de pouvoir réaliser l'autogestion, qu'on nous donne l'opportunité de suivre les formations appropriées, qu'on nous permette d'y prendre le temps qu'il faudra ! Le rêve et les aspirations nous ont porté.e.s deux ans. La veille encore de ce qui semble constituer l'arrêt brutal de la bataille de l'autogestion, il avait semblé à quelques-uns parmi nous que la direction régionale elle-même commençait à prendre au sérieux notre revendication, moyennant un sauvetage des apparences, mais tout de même... ! L'un ou l'une d'entre nous « monterait » au poste de coordination mais garantirait un fonctionnement autogéré, basé sur les prises de décisions en consensus, mobilisant les intelligences collectives. C'était déjà mieux que rien ! ...

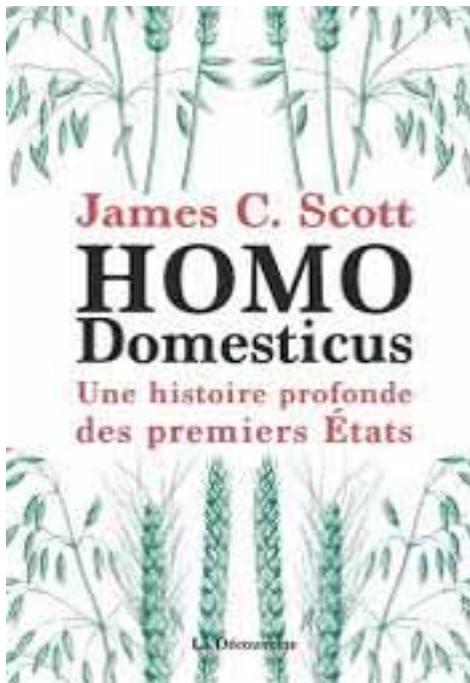
Hélas, coup sur coup, à deux reprises au moins, en moins de deux mois, le dialogue social s'est interrompu et le pouvoir a pointé son museau, découvrant les dents de l'arbitraire sous la truffe du paternalisme. Depuis, on refait le compte de trois années de dysfonctionnement dans les relations entre direction et travailleurs, travailleuses. Relations qui n'ont fait que se dégrader, provoquant des situations devenues autant de causes de souffrance au travail. En appelant à revoir le mode de fonctionnement et en proposant une autre approche, pionnière, basée sur une forme d'autogestion, sans s'affranchir encore totalement du salariat, l'équipe a mis à jour un rapport de force. En dénonçant des procédés de copinage, de clientélisme et de favoritisme, un certain nombre se sont mis en danger. Ces critiques ont eu pour conséquence, au cours des deux années écoulées, mais avec une accélération du processus depuis deux mois, les décisions autoritaires, les restructurations arbitraires. Des travailleurs et travailleuses se voient retirer des tâches qui leur tenaient à cœur et dans lesquelles ils ou elles étaient compétents.es. Les possibilités d'évolution au sein de l'entreprise sont définitivement bloquées. L'iniquité de traitement devient une norme : aux un.e.s les demandes de formation sont refusées, aux autres, acceptées. Aux

un.e.s le remboursement de frais de restauration en mission sont refusées, aux autres, acceptées. Aux un.e.s, les propositions de projet sont refusées, aux autres... C'est le retour des vexations, des intimidations et des menaces voilées.

Les entreprises du secteur associatif, socio-cul, seraient-elles pour autant des entreprises à part, sans hiérarchie, sans lien de subordination, sans conflit » Quelle blague ! Le fait de tutoyer sa direction ne vaut pas exception sociale, ne l'oublions pas. Qui aurait pu avoir la naïveté de penser que le « management à visage humain » serait exempt de relations sociales dégradées, de conflits d'intérêts, alors que, comme dans n'importe quelle entreprise engageant des hommes et des femmes, il y a bien une activité salariée, des liens de subordination, de la valeur ajoutée et des rapports contractuels. De ce paradigme hiérarchique, on aurait pu croire préservés des types de lieux affichant fièrement des valeurs humanistes, démocratiques, égalitaires. Alors que sournoisement, l'idéologie libérale a peu à peu contribué à évacuer le droit à la contradiction, à la nécessité de lutter contre les rapports de domination de classe et donc au conflit social. Aujourd'hui, la bataille de l'autogestion semble bel et bien perdue. Avec beaucoup de modestie, le bastion des braves s'est retranché derrière une revendication bien plus modeste : celle d'obtenir une supervision collective. Cette demande, pour légitime qu'elle paraisse, reste encore en suspens, malgré l'urgence notifiée dans un courrier envoyé collectivement par l'ensemble de l'équipe des travailleurs et travailleuses. C'est la seule unanimité sur laquelle ont pu déboucher les discussions entre membres de l'équipe. On aurait préféré un arrêt de travail. Un gros. La grève, quoi. Mais beaucoup ont craint d'aller jusque là. Dommage. Peur de perdre son boulot, l'emprunt de la baraque, le deuxième gosse qui vient d'arriver... Maintenant les jeux sont faits. L'organigramme pyramidal se recompose. La hiérarchie se reconstruit petit à petit en allant chercher hommes et femmes liges, qui vont se dépêcher de nous faire croire, le sourire aux lèvres, qu'on est une grande famille et que tout va s'arranger. Pour peu que chacun, chacune rentre dans le rang.

Homo domesticus de James C.Scott

Une approche anarchiste dans la naissance des premiers États.



Homo domesticus, l'homme domestiqué, déconstruit la façon très pyramidale, dont nous contemplons par les rois et les pharaons, la naissance des civilisations. Mais il est vrai que ce sont eux qui ont laissé des traces visibles tandis que l'immense masse des peuples devenait poussière. Suivant le schéma traditionnel, évolutionniste, que nous apprenons à l'école, la civilisation aurait emprunté cette trajectoire au bout de laquelle nous trônerions : les premiers hommes étaient nomades, chasseurs-cueilleurs, ils sont passés avec l'agriculture et la domestication à la sédentarité et ont donc construit des villes pour garder les grains et avoir des gouvernements. Et ils ne sont jamais revenus en arrière...

Cet ouvrage parfaitement documenté et

pluridisciplinaire démontre que ce n'est pas ce chemin linéaire qui a été pris. L'apparition de la sédentarité des chasseurs-cueilleurs, et même celle des premiers agriculteurs-éleveurs ont précédé de plusieurs millénaires la naissance des villes. James C.Scott centre sa démonstration sur la Mésopotamie entre Tigre et Euphrate mais montre que c'est le même chemin de sédentarisation qui s'est d'abord fait dans des zones humides et fertiles des deltas. L'Indus, le delta du Nil, la vallée du fleuve Jaune, le Yucatan, le lac Titicaca... Pour lui alors que les prémices de l'agriculture pourraient dater de -12 000, la sédentarisation aurait attendu plus de 4 000 ans avant de se manifester, et les premières villes n'auraient vu le jour que 4 000 ans plus tard, sans que ne cesse pour autant ni le nomadisme des chasseurs-cueilleurs, occasionnellement aussi jardiniers, ni les éleveurs-cultivateurs indépendants des États.

« La forme d'organisation des sociétés sous forme d'État n'est ni naturelle , ni évidente. »

L'aveuglement des évolutionnistes était dû à la situation de sécheresse climatique qu'ils avaient sous les yeux au XIX^{ème} siècle dans l'actuel Irak ou dans la vallée du Nil qui leur a fait croire que les villes s'étaient fondées avec l'agriculture céréalière comme dernier recours.

La forme d'organisation des sociétés sous forme d'État n'est ni naturelle, ni évidente. 90 % de l'Histoire de l'humanité est sans État, et ce n'est qu'à partir

de 1600 de notre ère que la forme étatique s'est plus ou moins imposée à l'humanité. Nous présumons que la sédentarisation a constitué un progrès, oubliant que des populations qui tiennent à leur nomadisme ont toujours résisté, de nos jours encore, à adopter cette forme d'organisation.

Et après l'apparition des villes, le retour au nomadisme et à la cueillette, à chaque fois qu'ils le pouvaient ou le devaient, a été constant pour des gens qui connaissaient depuis des millénaires l'agriculture sur brûlis, les tubercules, l'horticulture, le fumage, le séchage pour la conservation des viandes et des poissons et qui avaient donc une alimentation saine et variée.

Ce qui s'est passé pendant ces millénaires de transition entre la sédentarisation des chasseurs-cueilleurs et la naissances des civilisations c'est le refus d'être esclaves dans des villes puantes et malades où le temps de travail surpasse et de beaucoup ce qui serait nécessaire pour le seul profit des élites disposant du pouvoir.

Ce livre raconte les murs qui enferment plus qu'ils ne protègent, la mortalité énorme due aux épidémies qu'ont favorisé les concentrations humaines et animales, et les échanges commerciaux. Pour compenser ces pertes et s'assurer de leurs richesses, les maîtres des cités-États de Mésopotamie s'emparèrent, par la violence ou par le commerce, de masses de travailleurs forcés (esclavage), réduisant la femme à son rôle de reproductrice, pressurant leurs sujets « libres »,

les empêchant de fuir. Tandis que les « barbares » sans gouvernement travaillaient peu puisqu'ils avaient tout sous la main grâce à la nature environnante. Par ailleurs l'auteur relève le caractère éphémère, due à leur fragilité, de ces cités-États qui allaient pourtant servir de modèle aux empires à venir.

Quand Jean-Paul Demoule, le grand préhistorien français (qui préface d'ailleurs l'ouvrage de Scott) estime, lors d'une conférence que l'anthropocène (modification irréversible de la planète terre par l'activité humaine) démarre avec l'agriculture des céréales, il ne dit pas autre chose.

J'aurais donc appris dans ce livre que l'écriture n'a pas été inventée pour faire des romans mais pour tenir des registres d'imposition. Que les épidémies épouvantables dont nous souffrons depuis sont nées avec les villes et les concentrations (in)humaines. Que les zones où les États n'ont pas pu s'installer ont été majoritaires sur notre jolie terre bleue jusqu'au XVIème siècle et la mondialisation/colonisation occidentale.

Et les dieux dans tout ça ?

La seule critique je me permets de faire à cet ouvrage très puissant c'est qu'il n'aborde pas du tout l'aspect religieux ou symbolique de cette période. L'enterrement des pharaons et des rois dans des nécropoles, l'apparition des classes sociales, les sacrifices humains n'auraient pas été possibles sans un appareillage idéologique, symbolique et religieux. Or *Homo Domesticus* est silencieux sur ce point. Sauf à dire que les rythmes de la nature s'évalent sur toute l'année alors que le rythme des céréales est plus figé sur les moissons. C'est un peu court pour expliquer la différence très importante entre les chamanes (Lire Clottes et Lewis : *Les chamanes de la préhistoire*) et un clergé, entre le paganisme et les religions déistes. Il est donc à compléter avec d'autres lectures. Peut-être Alain Testard : *La déesse et le grain : trois essais sur les religions néolithiques*. Arles, Actes Sud

« *Il y a maintenant tout un courant d'anthropologues anarchistes...* [qui essaient de décrire non le pouvoir mais la résistance au pouvoir. »

Et le retour de l'anarchie ?

Un vent noir s'est levé dans les études d'anthropologie. Dominées au XIXème siècle par l'évolutionnisme (Morgan mais aussi Engels), le diffusionnisme (Edward Tylor) puis au XXème par l'approche structuraliste (Lévi-Strauss), fonctionnaliste (Malinowski), marxiste (Godelier) il y a maintenant tout un courant d'anthropologues anarchistes, très souvent américains, qui essaient de décrire, non le pouvoir, mais la résistance au pouvoir. Ce fut d'abord un français Pierre Clastres et son livre *La société contre l'Etat* qui, en 1974, décrivait des groupes d'Amérindiens amazoniens comme s'étant organisés pour ne pas avoir de chefs. Mais c'est maintenant toute une école (Sahlins, Graeber *Pour une anthropologie anarchiste*, Wengrow, MacDonald : *L'ordre contre l'harmonie*,) qui travaille « l'art de la résistance » sur des sujets très variés entre préhistoire, histoire, ethnologie et anthropologie.

Nos idées progressent donc même chez les universitaires.

L'ordre contre l'harmonie : anthropologie de l'anarchisme, de Charles Macdonald

L'auteur révèle volontiers qu'il est venu à l'anarchisme par les difficultés qu'il avait à rendre compte de certaines sociétés « privées » de ces structures de base qui constituent les groupes humains tels qu'ils sont traditionnellement définis à partir des formes de sociétés dans laquelle nous évoluons et que nous estimons seules possibles. Il en conclut que l'humanité s'est socialisée suivant deux modes d'organisation opposés et irréconciliables.

D'un côté la société structurée sur la hiérarchie, la propriété, le territoire, la nôtre, conquérante, qui s'impose comme évi-

dente, de l'autre, minoritaire et invisibilisée, celle des groupes anarcho-grégaires, à agrégation faible. L'innocence, l'improvisation, la lucidité, l'humour, la générosité, le courage qui caractérisent ces groupes les ont fait trop rapidement considérer comme primitifs. Pourtant leur histoire est aussi longue que la nôtre qui n'est que la forme actuelle prédominante et accidentelle de la vie en société « *fondée sur une supercherie idéologique* ». Ces sociétés ont traversé l'histoire et subsistent dans des isolats. Elles se manifestent aussi dans la modernité sous la forme des Cosaques, Pirates, familles Rainbow, et mouvements post-catastro-

phiques tout comme les Tziganes, les Apaches, ou les communautés intentionnelles libertaires. Toutes témoignent de la variété et de la permanence de la mouvance anarcho-grégaire jusqu'au sein de nos sociétés, le mot grégaire étant pris dans son sens de rassemblement volontaire.

A partir des observations récentes et en particulier des progrès de la génétique, de la primatologie, et de la préhistoire, l'auteur s'efforce de remonter aux origines de la scission de ces deux modes d'organisation humaine.

I – Unité de l'espèce, diversité des cultures.

L'homme actuel est d'une seule espèce ; son histoire et les conditions matérielles de son existence l'ont fait évoluer différemment. Les comportements de l'espèce résultent de son évolution biologique et la prédisposent à agir d'une certaine manière. Aux sociologues qui pensent que la société conditionne l'individu, que le collectivisme s'oppose à l'individualisme, et que le progressisme est un moteur social, Macdonald oppose un regard innéiste qui rend mieux compte du comportement humain : l'homme est d'abord un fait biologique, donc évolutif. Ainsi notre moralité résulte d'un double processus de sélection naturelle, et dès sa naissance tout individu est doté des potentialités qu'il pourra ou non développer au cours de sa vie : « *la société est dans l'individu* ».

« *La vraie unité du genre humain est dans la nature « grégaire » de son comportement dont le schéma a été mis en place sur des centaines d'années d'évolution* ». Nos sociétés, en opposant le social au grégaire se sont constituées tardivement sur des liens forts, créés par l'obligation de réciprocité, la hiérarchie, la propriété en divergeant de formes plus anciennes qui ont maintenu leur existence sur des liens faibles garants de liberté.

II- Partage et réciprocité

Trois grandes notions fondent l'opposition socialité / grégarité : la nature du groupe, la hiérarchie, la forme du partage. A la socialité s'applique la théorie du don/contre-don qui repose sur l'inégalité et des règles. Le don est créateur de hiérarchie. S'y s'oppose le partage qui ne présuppose pas la propriété et n'implique pas la réciprocité ; il supprime l'inégalité qui accompagne la dette. Il n'est pas fondé sur la générosité mais sur l'impossibilité de garder, d'accumuler et de s'approprier des biens matériels, sans supprimer le droit de posséder qui garantit l'autonomie de l'individu.

La tension entre partage et réciprocité, propriété et non accumulation, n'est pas résolue mécaniquement par des règles a priori, mais par des contraintes aléatoires, soumises à l'entropie, comme tout le vivant.

III – Hiérarchie et égalité

Les groupes humains égalitaires ne sont pas nécessairement 'primitifs', et ils sont de toute façon complexes : l'égalité y est construite. Des rapports individuels de

respect, des relations asymétriques (cadets/aînés), et une certaine dominance ne sont pas absents, mais l'organisation ne présuppose pas une centre de décision : « *Il ne faut pas confondre anarchie et absence d'organisation. Il n'y a pas que la hiérarchie qui garantit l'organisation* ».

Les groupes CCB (chasseurs-cueilleurs basiques, incluant animaux et humains) se caractérisent par la vie en bande, un fort égalitarisme, l'alternance concentration/dispersion, le partage. En outre, les chasseurs-cueilleurs ultra-égalitaires privilégient la paix, connaissent l'égalité de statuts des sexes, décident au consensus. Ils pensent l'humain en étroit rapport avec la nature, conçoivent l'autonomie individuelle, développent des liens forts mère/enfant, les alliances masculines, la coopération, le partage, la notion de territoire en tant que commun, l'investissement parental, l'exogamie.

Ces groupes humains, soucieux de pacifisme, s'organisent par décisions prises collectivement au consensus. L'égalité est produite consciemment, valorisée explicitement, maintenue volontairement y compris envers les jeunes enfants. Elle est fondée sur la pauvreté naturelle qui impose des déplacements constants et une économie à rendement immédiat. Si « *on n'explique jamais les comportements collectifs de façon strictement mécanistes et utilitaires, [...] autonomie, solidarité et égalité forment système* ». L'autonomie individuelle chez sapiens est un fait biologique ; lorsque le groupe est constitué sur des liens faibles, empathie, sympathie, asymétrie réciproque, distinction pouvoir/autorité, déférence les renforcent. Ceci crée la coopération, donc les solidarités, dans une stricte égalité. Les communautés CCB sont de petite taille, les relations entre membres y sont directes ; le lien social n'est ni abstrait, ni transcendant.

IV -Immanence des relations interpersonnelles et de la transcendance du principe corporatif

Les sociétés semblables aux CCB - chasseurs cueilleurs, agriculteurs, nomades, marins...- composées de *simples collections d'individus*, sont structurellement différentes des nôtres qui sont organisées en unités sociales permanentes, institutionnalisées, possédant une *personnalité morale* (nation, association culturelle, etc...) « *un corps dont les collectifs peuvent être remplacés indéfiniment* ») qui relève de la transcendance (la Patrie, Dieu, la Loi) et impose des devoirs. *Pour faire société*, nos systèmes exigent des groupes clairement

définis liés par une transcendance, leurs membres consentent à aliéner leur individualité au nom de principes supérieurs. C'est le prix à payer pour une obtenir une communauté unie, délimitée, intemporelle, mais fictive (nature divine du souverain, même dans un État laïque moderne).

Les groupes anarcho-grégaires ont une structuration faible, un effectif fluctuant sur un territoire incertain, sans chef ; ils sont composés de peu de familles. Ni clan, ni lignage, ni catégorie ou classes sociales, simple collection d'individus vivant en état d'anarchie. On a bien des *communautés* mais pas des *sociétés*.

Les CCB pratiquent le partage, non le don, rejettent l'inégalité, ignorent la transcendance. L'autre y est perçu en tant que personne et non par son statut. Le groupe est lié par le principe de félicité et pour cela utilise diverses techniques : le rire, la danse, la musique, les grimaces... Notons que nos propres sociétés retrouvent spontanément ces techniques, dans les ZAD et diverses communautés intentionnelles, les carnavaux...

Pour Macdonald il existe bien deux branches divergentes de l'évolution du comportement d'homo sapiens ancrée dans le patrimoine génétique.

V – Organisations non sociales, Félicité sur la banquise

Les groupes anarcho-grégaires se caractérisent par l'absence de pouvoirs, le droit de posséder des biens personnels, ne se justifie pas par une transcendance, fonctionnent en réseaux, pratiquent la coopération volontaire, réactivent constamment les liens faibles. De là découle la nécessité de vivre en groupes de taille réduite, et en conséquence leur faiblesse par rapport aux sociétés organisées.

Il existe divers types de collectifs anarcho-grégaires :

- * des groupes tribaux (Inuit, Palawan...)
- * des agrégations anti-étatiques (Cosaques, pirates...)
- * des mouvements post-catastrophiques
- * des communautés intentionnelles et enclavées (hippies, Famille Rainbow...)
- * les gens du voyage, les communautés libres, etc.

L'auteur reprend tous les caractères précédemment exposés à partir des Inuit. Par exemple le fonctionnement de la justice, le rapport à l'enfant, le partage, le refus de toute autorité, l'autonomie du sujet, l'égalitarisme de fait, l'immanence

des relations interindividuelles, les réseaux, les conditions de la coopération, le contrôle des hostilités (pratique du duel oratoire, fonction du rire...)

VI – Une société simple, anarchique et grégaire d'essarteurs : les Palawan

Ils ne constituent pas une unité politique, malgré une homogénéité linguistique et culturelle. Les groupes sont fluctuants, sans vrai territoire ; l'habitat n'est pas structuré spatialement ; inexistence du lignage (pas d'ancêtre commun au-delà de la famille immédiate) ; l'ancien à qui on reconnaît une certaine *autorité* n'a en réalité qu'un rôle de pacificateur au cours de palabres ; le partage existe, sous certaines conditions ; la justice, reposant sur la palabre, n'est pas punitive mais conciliatoire, éventuellement préventive ; la non-violence est de règle, obtenue par un incessant effort de conciliation ; le rire et la bonne humeur y contribuent grandement.

VII – Cosaques et pirates, deux exemples historiques anarcho-démocrates

Ce sont des communautés organisées sur une base anarchique, sans et contre l'État, ayant une pratique démocratique, en refusant tout pouvoir automatique, vivant sur un mode de vie égalitaire, à partir d'une autonomie personnelle garantie, pratiquant la distribution des ressources, ethniquement hybrides, intentionnelles, non enclavées dans un territoire, permanentes et autosuffisantes.

Les Cosaques ont bien un chef mais son pouvoir se limite aux campagnes militaires. Il n'y a jamais de vote mais des débats houleux jusqu'à obtention d'unanimité. La croissance du groupe a conduit à une hiérarchisation, mais initialement ils étaient constitués en groupes indépendants, reliés en réseaux pouvant s'associer. La grégarité était soudée par la fête et la sexualité libre. Ils ont représenté une alternative possible à l'ordre social.

Les pirates évoluent dans un territoire indéfini, la mer. La hiérarchie y est tempérée et toujours provisoire (le capitaine est élu, et révocable), ils pratiquent la prédation, cultivent l'immanence et la jouissance du présent, ignorent la thésaurisation et le travail, constituent des ensembles hybrides. Ce sont des anarchistes bien organisés, soucieux de paix internes, égalitaires, fonctionnant sur le principe de l'unanimité. Ils ont mis en place un réel projet d'égalitarisme et de justice sociale qui a réellement fonctionné.

VIII – Les utopies modernes : mouvements post-catastrophiques et « Famille Rainbow »

Relatant les observations qui ont été faites lors de deux grandes catastrophes – tremblement de terre de San Francisco, inondations de la Nouvelle Orléans, [ou à Marseille lors de l'effondrement des immeubles du centre-ville !] - Macdonald rapproche des groupes anarcho-grégaires ces personnes qui se sont organisées spontanément pour y faire face. Elles ont mis en pratique et partagé leurs savoir-faire avec efficacité quand les services et les organisations étatiques semblaient dans la panique. Des forces latentes et endormies ont surgi dans le tissu social : partage, coopération volon-



taire, absence de chef, efficacité immédiate, action centrée sur le présent, immanence, relations personnelles sans considération du statut de chacun, joie, convivialité et commensalité, écoute, sentiment d'appartenance, abolition des classes et des races...

Ensuite l'auteur présente le fonctionnement de la « Famille Rainbow », un regroupement international, apparu en 1983 et qui persiste : communauté intentionnelle, temporaire, sans lieu fixe, ouverte à quiconque se présente lors du rassemblement, sans engagement définitif, ni idéologie. Personne n'y donne d'ordre, il n'y pas de chef, toute tentative de prise de pouvoir est surveillée. Il existe bien un *Conseil de la famille Rainbow*, son existence est limitée au rassemblement estival qui agrège des individus venus de tous horizons. L'argent y est proscrit, ne sont autorisés que le troc, l'échange, les prestations gratuites et volontaires de services. C'est une expérience temporaire de vie communautaire au cours de laquelle

toutes les décisions sont prises à l'unanimité. Elle repose sur la non-violence, le pacifisme, l'absence de répression.

IX – La violence des origines : guerre et paix en primatologie et en préhistoire.

La violence est-elle dans la nature humaine ? Deux thèses s'affrontent : faucons et colombes. La primatologie ne permet pas de trancher, reste la préhistoire et la paléanthropologie.

Chez les singes, dont le comportement est longuement présenté par l'auteur, les bonobos se distinguent des chimpanzés, entre autres parce que les relations entre sexes y sont bien plus apaisées et qu'ils ignorent toute hiérarchie. Mais la séparation homo-chimpanzés est antérieure à la séparation chimpanzés-bonobos de 3 ou 4 millions d'années.

Dans la préhistoire, des actes de violence sont constatés dès le début du paléolithique supérieur (- 40 000). Mais la guerre n'apparaît que tardivement, vers - 3000.

X – Guerres tribales

Macdonald expose le cas des Moriori, pacifistes sans pouvoir politique, ni esclaves, devenus égalitaires sur leur île, longtemps à l'abri d'attaques extérieures. Ils se firent tous exterminer par les Maoris leurs lointains cousins, bien plus agressifs, disposant soudain des moyens d'invasion. Ainsi la survivance de populations pacifiques et anarchistes n'est possible au sein d'un monde violent qu'à condition de leur isolement.

Il compare ensuite les Waorani, très violents, anarcho-grégaires, à coopération faible, ignorant le partage, ou une quelconque réciprocité, pratiquant la vendetta, aux Semaï de Malaisie, pacifistes, non-violents absolus dotés d'institutions pour régler les conflits, dont les enfants sont éduqués dans la non-violence et la maîtrise de leurs colères, pratiquant une coopération solidaire. Les premiers cessèrent toute violence en constatant *de facto* les avantages d'une situation pacifiée. La violence n'est donc pas inéluctable.

On explique la guerre tribale dans les sociétés pré-modernes par la régulation des populations (thèse matérialiste/écologiques), la compétition reproductive des mâles (thèse socio-biologique), le fait que des groupes d'intérêt fraternels disposent d'armement et de modes de productions, chasse au gros gibier, filiation matrilineaire, résidence uxorilocale (thèse sociologique et économique).

Les CCB (chasseurs cueilleurs à faible degré de compétition, résidence matri ou uxori locale, filiation matrilineaire, réseaux indépendants de relations sociales et interpersonnelles), comme tous les collectifs à faible agrégation (souvent des petites populations nomades) sans territoire à défendre, appartiennent à la nature, la nature ne leur appartient pas. La guerre de défense du territoire n'apparaît qu'avec l'agriculture cumulative et les corps politiques constitués. La thèse de la compétition entre mâles est difficile à justifier puisque ce sont les vieux *chefs* qui ont le plus de femmes et d'enfants, non les guerriers les plus violents. Ce sont les groupes d'hommes étroitement apparentés et vivant ensemble qui sont le plus souvent à l'origine de conflits violents, internes à leur communauté. La résidence matrilocale en dispersant ces groupes de frères freine la prolifération des cycles de vengeance.

Les guerres du paléolithique semblent liées à la présence de groupes d'Intérêt Fraternel (FIG) disposant d'armes de jet, et pratiquant la chasse au gros gibier. « *Si nos ancêtres du paléolithique avaient tous été des chasseurs-cueilleurs simples, il est probable que notre patrimoine génétique comporterait moins de traits portant à l'agressivité et à la violence* ».

Les groupes humains peuvent être très violents ou très pacifiques, mais on peut en conclure que la violence est majoritairement le fait des hommes, qu'elle est favorisée par des groupements de jeunes mâles consanguins (FIG), qu'elle implique toujours des systèmes hiérarchiques à liens forts, la transcendance, un territoire.

Le petit nombre et la dispersion des groupes anarchiques ou anarchistes favorise le pacifisme. La violence n'est pas inévitable.

XI- Conclusion : Une vision du passé qui change le regard du présent

Macdonald, sans exclure d'autres possibilités, relève deux modèles de sociétés humaines possibles. La coopération semble la clé du succès évolutif, sans être propre à l'homme, mais c'est lui qui a inventé la coopération volontaire et altruiste, ainsi que la coopération forcée de sujets autonomes. Elle permet d'obtenir un bénéfice commun et résulte de divers calculs (rationnel, émotionnel, utilitaire, économique, moral, égoïste, mutuel, altruiste...). Le partage est une autre spécificité humaine. Dans un groupe anarcho-grégaire de chasseurs-cueilleurs, la survie de l'individu dépend du groupe, le partage y contribue.

Permis par la sélection naturelle, l'investissement parental est une autre caractéristique de l'humain : il implique le partage des tâches entre la mère et les autres membres du groupe, assure la survie de l'espèce, permet un développement tardif du cerveau puis l'apprentissage social.

L'autonomie d'un individu se manifeste par son affiliation volontaire et relative dans le temps à un groupe de coopération : autonomie de l'affiliation, partage, symétrie des relations interpersonnelles font système. C'est le succès du groupe qui assure le succès de l'individu et la reproduction de ses gènes. Une hiérarchie fixe met le système en danger.

Le passage de la grégarité faible à la grégarité forte, par exemple pour des raisons démographiques, impose un autre système, une mutation brutale, un changement radical. D'où l'importance pour le sujet qui nous concerne de la petite taille des groupes. Le transcendantisme, la croyance en l'existence d'une entité au-dessus de l'individu, a permis le passage à des sociétés étatiques.

La propriété garantit l'autonomie mais son accumulation crée l'injustice. Quand l'accumulation est limitée (la terre, la Nature est une propriété commune) il y a partage ; tout change avec la transformation du partage en don ; ce dernier fait entrer le calcul économique et attribue une valeur à celui qui donne. Il y a moins de 10 000 ans que se sont imposées nos formes socio-hiérarchiques.

L'homme moderne a hérité d'une double nature et obéit à deux types de moralité. Le trait archaïque reste vivant parce que profitable à l'évolution de l'espèce. L'homme moderne aliéné, prisonnier de la cage sociale et des fictions de la transcendance s'est égaré et ignore ce qui le meut. « *La Nation est un fantasme idéologique, un pays imaginaire* ». L'option anarcho-grégaire demeure et réapparaît dans certaines circonstances. Elle demeure possible.

Ce résumé ne peut prétendre rendre compte de toute la richesse de cet ouvrage. Sa lecture ne pourra que nous persuader que rien n'est jamais perdu et surtout que l'utopie anarchiste a bien une réalité, si fragile soit-elle. Raison de plus d'espérer.

Toni, groupe germinal

Le livre « *L'Ordre contre l'harmonie, Anthropologie de l'anarchie* », de Charles Macdonald est publié aux éditions Pétra (334 p., 25 €). On peut le commander à Publico.

L'auteur est intervenu longuement sur radio libertaire, dans l'émission Trou noir du 18 février 2019

L'émission est téléchargeable à cette adresse

Recension

A.S 848 : un numéro dans une case, de Frédéric Pussé

Ce premier livre de Frédéric Pussé nous parle des conditions de travail des gardiens de sécurité et de gardiennage dans le Grand-Duché du Luxembourg. La lec-

ture est simple et fluide, ça se lit très bien (il existe tout de même de rares termes spécifiques au métier mais ils y sont expliqués) ! Le livre est composé de huit

parties principales, elles-mêmes divisées en sous-parties.

Les seuls contacts que j'ai avec les agents

de sécurité et de gardiennage sont assez pauvres, et j'avoue tout faire pour les éviter, donc je ne savais pas exactement les conditions de travail et comment leur travail pouvait être agencé. Je savais bien sûr que c'était des prolos, les salaires n'étant pas élevés. Mais je ne m'imaginai pas que c'était aussi dur : traités comme de simples pions par la hiérarchie, ou comme hommes à tout faire (ou femmes, même si de mon expérience je n'ai vu que des hommes) par certains clients. Ce métier n'échappe pas à la règle en vigueur de la précarisation : toujours plus corvéable, rendant toute vie privée compliquée.



Un bon exemple est la gestion du planning qui change à chaque mois avec des petites surprises comme une note signée du directeur adjoint, notifiant que les agents de sécurité sont « tous volontaires pour faire des heures supplémentaires ». Du coup, les heures de postes peuvent être modifiées le matin

même, rendant parfois la prise de rendez-vous personnels compliquée.

On y découvre aussi les fameuses « HP » pour « Heure de Production », un « nouveau système pour préserver vos jours de repos », comme on leur dit, alors qu'il s'agit en fait d'un moyen pour une meilleure exploitation, puisque le poste n'est pas défini et qu'il faut appeler le service planning pour savoir où la prestation se fera. Sauf que, souvent, c'est la veille qu'ils savent où ils sont affectés ! Donc les mauvaises surprises peuvent vite arriver, un poste pouvant commencer à minuit avec une réponse à 21h : pas hyper reposant ! Mais bon, faut s'adapter dans le monde d'aujourd'hui et c'est sûr que, pour l'entreprise, c'est assez pratique !

Sans compter que, des fois, des jours de repos sont eux-mêmes retirés sans avoir été pris ou, la plupart du temps, refusés : les congés, c'est pas rentable...

Bref, pas de *spoils*, je vous donne seulement un bref aperçu des différentes

joyusetés que l'auteur nous dévoile, non sans humour!

Un livre donc très intéressant pour qui s'intéresse aux conditions de travail actuelles, ou pour toute autre personne curieuse des aberrations capitalistes dans ce domaine. Étant un témoignage plutôt exhaustif, celui-ci permet d'avoir une bonne vue d'ensemble de celles-ci dans ce métier, ainsi que de voir l'évolution dans le temps. Par exemple, les « HP » sont apparues ces dernières années, notant bien la volonté du patronat de rendre toujours plus précaire (ou adaptable, comme ils disent) la vie de leurs salariés.

Je ne connais pas les conditions de travail des agents de sécurité en France, mais j'espère qu'elles sont moins dures !

Xav, groupe graine d'anar Lyon.

Errico Malatesta

Articles politiques (1)

Malatesta fut parmi les militants qui participèrent à l'implantation et au développement de l'anarchisme en Italie, en Europe et en Amérique latine à l'instar de Bakounine, Reclus, Cafiero, Fanelli et bien d'autres. Mais il fut aussi un observateur attentif du mouvement anarchiste et ouvrier, un rédacteur prolifique et critique et souvent avisé des évolutions et des débats qui animèrent en son temps le mouvement libertaire. Ce recueil en atteste.

Il s'agit là d'une réédition de textes rassemblés par Franck Mintz alias Israël Renov, publiés en 1976, revus et augmentés pour cette nouvelle parution chez Lux. D'autres textes le furent par la suite dans les années 1980, édités par le groupe « 1^{er} mai » de la Fédération anar-

chiste d'Annecy dont les couvertures de notre compagnon Jean-François Ducret firent date par leur esthétisme. Les textes proposés ici sont des articles écrits pour de nombreux journaux libertaires en Italie et ailleurs. Tous visent à leur manière, comme l'écrivait Malatesta « à apprendre à penser et à agir librement » et à susciter « l'esprit d'association et de résistance »⁽²⁾. L'ouvrage n'est pas à lire nécessairement dans la logique des pages qui se tournent, chacun peut courir d'un article clair et souvent concis à un autre au gré de ses centres d'intérêts. A noter que la plupart d'entre eux, qu'ils soient théoriques ou pratiques, restent d'une grande actualité bien qu'ils furent rédigés entre 1884 et 1932, année de la mort de Malatesta. Que ce soit celui intitulé : *Un peu de théorie* qui ouvre le volume, ceux

consacrés à la nécessité de l'organisation anarchiste, aux mouvements sociaux révolutionnaires ou ceux plus tardifs relatifs au fascisme.

En bref, des textes de réflexion parfois essentiels au présent de l'anarchisme, autour de la question de l'organisation synthésiste ou relevant de la plateforme. Question sur laquelle Malatesta apporte des éléments éclairants dans ses articles ainsi que dans sa correspondance avec Nestor Makhno ; ou encore autour de la question syndicale lors du congrès de 1907 à Amsterdam. Pendant longtemps a circulé l'idée que Malatesta était opposé au syndicalisme. Il n'en fut rien, il reconnaît « toute l'utilité, la nécessité même, de la participation active des anarchistes au mouvement ouvrier ». Il

ne souligna que les limites et les risques de dérives bureaucratiques d'un syndicalisme se suffisant « à lui-même comme moyen pour accomplir la révolution sociale et réaliser l'anarchie », voire d'en être le seul organisateur.

D'où l'importance en parallèle, pour Malatesta, d'une organisation spécifique permettant aux militants syndicalistes de se ressourcer sans pour autant que celle-ci ait pour finalité une quelconque « domination » sur l'organisation ouvrière. Le recueil aborde aussi la question agraire, à l'époque centrale dans la geste révolutionnaire, dans le cadre d'un dialogue didactique ou de controverses avec d'autres militants. On trouve dans ces textes sur la ruralité, malgré tout un peu vieillissés, quelques remarques et quelques propositions d'un certain intérêt. D'autres au contraire éclairent le lecteur soit sur les sirènes électoralistes auxquels certains anarchistes parfois succombent - Malatesta parle d'anarchistes « électionnistes » - soit sur les illusions socialistes quant à la prise du pouvoir d'Etat par les urnes ou le coup de force minoritaire. Prise de pouvoir sans que ces initiateurs aient conscience de devenir les fossoyeurs de la Révolution comme l'histoire nous l'a malheureusement maintes fois confirmé.

Une autre partie de l'ouvrage est centrée sur la pratique révolutionnaire, les textes présentés offrent une analyse anarchiste précise de la grève générale d'Ancone en 1914 ou les occupations d'usines en 1920. A partir de ces faits, Malatesta se livre à des réflexions critiques sur ce qui oppose, dans l'action révolutionnaire, les anarchistes aux socialistes autoritaires des différentes écoles. En cela, ses articles



sur réforme ou révolution, liberté ou dictature, idéalisme et matérialisme sont d'une grande lucidité. Il y réaffirme avec force qu'il n'y a qu'une voie à emprunter

pour mener à bien une transformation radicale de la société : « celle de la liberté qui éduque à la liberté et à la solidarité ». Ainsi, ces textes écrits au fil des ans sur près de 50 ans sont un rappel constant aux fondamentaux théoriques, pratiques et éthiques de l'anarchisme. Ils sont aussi une belle leçon de pragmatisme révolutionnaire et aussi d'optimisme. En effet, comme le rappelle Mintz dans une note de bas de page, Errico Malatesta et Luigi Fabri fondèrent la revue *Pensiero e Volontà*. Celle-ci avait pour devise « nous avons été vaincus [...] à force de perdre on finit toujours par gagner ». Les temps ont passé, ce n'était donc que partie remise et la balle est aujourd'hui dans notre camp, il s'agit juste de *Penser* et d'avoir la *Volonté* de l'anarchisme.

Hugues
Groupe Commune de Paris

- (1) Errico Malatesta, 2019, *Articles politiques, idées, organisation et pratiques anarchistes*, Québec, Lux éditeur. A Publico.
- (2) Toutes les citations entre guillemets sont de Malatesta et issues de l'ouvrage.

La mort de Camus

Albert Camus est mort le 4 janvier 1960, avec Michel Gallimard, son éditeur, qui conduisait la voiture. Banal accident ou crime politique. La réalité dépasse la fiction selon ce que nous lisons du livre de Giovanni Catelli. Nous aurions pu en rester à un accident de la route, parmi les nombreux événements de ces voyages qui ne connaissaient pas l'autoroute, dans les années 50-60, et préféraient les routes bordées de platanes et les bonnes auberges. Après des années de recherches, l'auteur nous propose la thèse d'un meurtre prémédité.

Giovanni Catelli est un universitaire, écrivain italien, visiblement aimant voyager dans les pays de l'Est, y compris pour y donner des leçons de littérature ita-

lienne dans les universités de Prague, Bratislava ou Odessa et Kiev. En 2019, nous disposons donc aux éditions Baland d'un texte en français, une traduction de Danielle Dubroca, d'un ouvrage paru en italien en 2013.

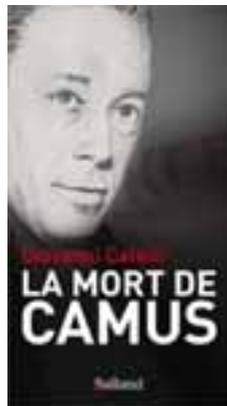
Dans son œuvre ou dans ses engagements, Albert Camus a toujours été un homme libre. Mais aussi dangereux, ainsi commence le livre. « *Dangereux pour le pouvoir, pour tout pouvoir* » tant il dénonçait l'injustice, l'arbitraire, les abus., tant il apportait une critique implacable à l'encontre des anciens collaborateurs, pétaïnistes ou colonialistes, des staliniens et des puissants en général ; tant il défendait l'être humain par une prise de conscience de l'absurde de la condition humaine

mais aussi tant il proposait la révolte comme réponse à l'absurde, pour s'engager dans l'action et donner sens à l'existence. Concilier justice et liberté, lutter contre toutes les violences et les totalitarismes, dénoncer la peine de mort, défendre la paix : aussi s'engagera-t-il auprès des Algériens, contre la bombe atomique, dans la Résistance, contre la peine de mort, prendra la défense des Espagnols exilés antifascistes ou des objecteurs de conscience aux côtés de Louis Lecoin et d'André Breton. En 2013, les éditions Indigène réunissent ses écrits libertaires publiés dans *Le Monde libertaire*, *La Révolution prolétarienne*, *Solidaridad Obrera*, etc.

Si pour lui, « *le comble de l'absurdité serait*

de mourir dans un accident de voiture », voilà que Camus tombe dans cette fatalité. L'accident semblait dû au blocage d'une roue ou à l'éclatement d'un pneu, après plusieurs centaines de kilomètres : les experts ne surent l'expliquer sur une route droite de 9 mètres de large, très peu fréquentée. A moins que la voiture n'ait été trafiquée lors d'un arrêt dans un de ces petits restaurants...

L'argumentation de Catelli est contestée par certains : pourtant il réussit à nous convaincre que Camus aurait été assassiné par le KGB sur ordre du ministre soviétique des affaires étrangères, Dmitri Chepilov. Camus avait violemment dénoncé la répression soviétique de l'insurrection de Budapest de 1956, dans un entretien au New York Times en février 1957, par des articles notamment dans la revue *Demain*, « *Le socialisme des potences* », dans le *Times*, « *Un appel pour les écrivains* » ou



dans le journal *Franc-Tireurs*, le 18 mars 1957, « *Kadar a eu son jour de peur* » issu de son discours public à la salle Wagram à Paris trois jours plutôt. « *Ce rassemblement de protestation eut un écho dans le monde entier et les paroles de Camus résonneront désormais de façon insupportable pour ceux qui avaient décidé cette intervention militaire* ». Catelli utilise la biographie historique écrite par Herbert Lottman, un des premiers biographes de Camus, et part à la recherche d'indices et de preuves qu'il croise au fur et à mesure de son enquête. Ainsi Jan Zabranova, poète tchèque non asservi, laissa à Prague un journal posthume, conservé avec précaution par sa femme, Marie Zabranova. Catelli se rend en Hongrie et la rencontre : fragments du passé et informations précieuses constituent les pièces maîtresses du puzzle. Il ajuste ces éléments avec les divers engagements de Camus, contre la répression sanglante

des révoltes de Berlin-Est de juin 1953, pour le soutien à des intellectuels hongrois, comme Pasternak que Camus soutint pour le prix Nobel 1958 : autre camouflet pour le pouvoir soviétique, qui œuvrait de manière clandestine pour qu'aucune traduction russe ne puisse exister du *Docteur Jivago* et se répandre auprès de la nomenklatura (1). Camus ne lâchait pas prise malgré les menaces de plus en plus pressantes dès lors.

A quarante-six ans, Albert Camus a été réduit au silence. Saurons-nous un jour la « vérité » ?

Hélène Hernandez
Groupe Pierre Besnard

Giovanni CATELLI, *La mort de Camus*, Balland, 2019.

1) Le livre ne sera autorisé en Russie qu'en 1985.

Le ML a reçu, le ML a lu.

Patrick Schindler, groupe Botul de la FA



Les Gilets jaunes : Points de vue anarchistes

Ce petit volume, qui rassemble les divers points de vue des militants anarchistes sur le mouvement des Gilets jaunes (GJ),

tombe à pic (*).

En effet, ce mouvement spontané, né d'une pétition sur les réseaux sociaux, a pris une ampleur de masse, remplaçant la protestation contre la seule augmentation de la taxe des carburants, par une revendication sociale plus large. Il est composé de personnes aux profils les plus hétérogènes (ouvriers, employés, petits cadres, artisans, auto-entrepreneurs, paysans, personnels médicaux, retraités, voire même, au début, quelques patrons de petites entreprises). Soit, une population souvent féminisée (ce qui ne doit

rien au hasard), rassemblant les individus les plus pauvres et les plus vulnérables d'entre nous, mais aussi les couches moyennes de la population, rincées par les diverses taxes, le désengagement de l'État et surtout, par les financiers et leurs actionnaires.

Si on a pu entendre, sur certains ronds-points, des propos réactionnaires comme, « *Retour aux frontières, patriotisme, nationalisme, rejet des étrangers, peur des migrants* » et autres, cela ne doit pas effacer le fait que sur le terrain, le mouvement basé sur le collectif, s'est développé au-delà des groupes affinitaires, des partis, des syndicats et des origines sociales, et a débouché, dans beaucoup d'endroits, sur des pratiques parfois libertaires, décentralisées, sans leaders, pour certaines fonctionnant à l'aide de mandats révocables. Quoi qu'il en soit, il s'agit d'une forme nouvelle de lutte, dans la suite de celle des « ZAD », qui ont, l'une comme l'autre, eu affaire à un re-

tour de bâton et une répression féroce de la part d'un État qui ne veut rien entendre venant de la base...

Dans les premiers chapitres, ce petit livre analyse le mouvement, d'une façon on ne peut plus pragmatique, à l'aide de témoignages de militants anarchistes y ayant participé sur les ronds-points, et ceci, dans plusieurs départements. Leurs constatations sont aussi contrastées que le sont les participants GJ. Un chapitre suivant analyse les réalités locales, qui ont poussé les gens dans la rue.

Les chapitres, « *Regards sur les gilets jaunes* » et « *Approches militantes* », décortiquent les différentes facettes du mouvement, sous les aspects aussi divers que, sociologique, idéologique, philosophique, historique, syndical ou écologiste.

Enfin, l'ouvrage s'achève sur les « *billets d'humeur noire et d'humeur jaune* », envoyés par les militants anarchistes qui es-

sayent de donner des pistes à autant de questions que : « Faut-il ou non discuter avec les quelques Gf, nationalistes, sexistes, racistes ou homophobes » ; « Que penser d'un mouvement qui ne repense pas la société dans sa globalité » ; « Le mouvement arrivera-t-il à éviter ce qui est arrivé en Italie au Mouvement 5 étoiles, avec l'émergence d'un parti représentatif de celui-ci » ; « Les Gf arriveront-ils à se débarrasser du diktat des récupérateurs d'extrême-droite ou de l'extrême-gauche autoritaire (LFI), qui veulent s'emparer de leur mouvement pour les faire rentrer au bercail du jeu de dupe parlementaire » ; « Pourquoi céder à ce mouvement issu des nouvelles technologies, comme si avant il n'y avait jamais eu de luttes sociales », ou encore, « Pourquoi, si les femmes sont très présentes sur les ronds-points, y a-t-il en revanche, si peu de SDF, de chômeurs et de migrants sur les ronds-points » »

Bref, ce dossier de la Fédération anarchiste, vous invite à entendre les voix diverses des anarchistes sur cette nouvelle forme de lutte, rassemblant des points de vue, allant des plus enthousiastes aux plus sceptiques, en passant par les plus nuancés...

(*) *Les dossiers de la Fédération anarchiste – Les Gilets jaunes : Points de vue anarchistes, présentation par Monica Fornet, éd. du Monde libertaire, 8€, disponible à la Librairie Publico, 145 rue Amelot 75011 Paris.*



La lente évolution des langues vers le langage

Il est des livres qu'il est conseillé d'aborder au réveil et à jeun, plutôt qu'après une journée de travail et un deuxième demi au café, afin de garder les idées claires... Si, *Ce dont on ne peut parler, il faut l'écrire* (*), de Gilles Dowek fait partie de cette catégorie, il n'en reste pas moins, que consommé en toute sobriété et en toute sérénité, c'est un vrai plaisir de se laisser aller à la découverte des différences notables, entre les langues et les langages.

Car, comme l'explique l'auteur, Gilles Dowek, chercheur en Informatique et « maître en logique porté par le hasard » : « Au cours de l'histoire, nous avons construit de nombreux langages, généralement après nous être heurtés aux limites des langues.

Aujourd'hui, nous utilisons ces langages quasi-naturellement, aussi bien dans les domaines de la musique que des mathématiques ou de l'informatique. »

Attachez vos ceintures. Dans la première partie de son ouvrage, Dowek tente de décrire l'un des moteurs de l'histoire des langages au XX^e siècle : le dialogue et parfois la confrontation, deux questions a priori indépendantes, à travers les variables et le langage de la logique. Pas de panique. Dans la pratique, cela est beaucoup plus simple qu'il n'y paraît en théorie. Juste un petit exemple, celui de l'anaphore propositionnelle : « Claude aime Camille, Dominique aussi ». Faut-il entendre dans la logique de la phrase que Claude aime Dominique aussi ou que Dominique aime aussi Camille... C'est ce que va nous expliquer Gilles Dowek dans la première section de son livre, avant de nous présenter les « prédicats », qui, « Certes simplifient les langues, en supprime quelques bizarreries, y introduisent quelques nouveautés, mais restent un décalque, qui contraste avec le nombre des langages dont, les machines, les transitions et les grammaires. »

La seconde partie de l'ouvrage est consacrée aux similarités entre les langues et les langages, ces derniers pouvant apparaître comme, « Des tentatives de s'affranchir de deux des limites de la langue : leur double articulation et leur unidimensionnalité ». Pour clarifier sa pensée, l'auteur passe alors au peigne fin, les articulations, dimensions, arbres et autres anaphores. Enfin, la dernière partie, aborde les relations qu'entretiennent les langages avec les sciences, (physique, chimie, biologie, sciences humaines), et l'écriture. Le recours systématique des sciences à des langages apparaissant alors, comme « Une conséquence de leur volonté de se départir du sens commun et comme un trait unificateur. » Mais, l'unité des sciences ne vient-elle pas précisément du fait que, par-delà leurs différences, toutes les sciences ont en commun le fait de créer et d'utiliser des langages pour décrire les objets qu'elles étudient »

La lecture de cet ouvrage passionnant nous conduit au final, à faire le distinguo entre les langues et les langages. La mise en lumière de leur différence nous permettant d'éclairer d'une lumière nouvelle le processus d'invention de l'écriture, sans oublier pour autant que l'écriture et la parole sont interchangeables, car elles

servent à exprimer les mêmes choses...
Surtout ne pas s'arrêter au côté abscons, au premier coup d'œil, de ce livre, mais se laisser prendre la main par Gilles Dowek et ne pas la lâcher tout au long de ce voyage initiatique qui se situe à la limite des langues et à la promesse des langages, car pour Gilles Dowek : « Nous ne sommes peut-être qu'à l'orée d'un temps où la construction réfléchie de langages, s'affranchissant des limites des langues, démultipliera nos facultés d'expression. »

(*) Gilles Dowek, *Ce dont on ne peut parler, il faut l'écrire*, éd. Le Pommier, 19€ - disponible à la Librairie Publico 145 rue Amelot 75011 Paris



L'histoire des Turcs en France

Ce mois-ci, nous avons également reçu, *Histoire des Turcs en France* (*), le

livre de Ségolène Débarre & Gaye Petek. La France est le second pays d'accueil des immigrés turcs, (après l'Allemagne), une population souvent ignorée et généralement confondue avec les immigrés maghrébins, quand bien même ils ne parlent pas arabe et peuvent ne pas être de tradition sunnite.

Pour autant, la présence turque en France s'est considérablement transformée depuis cinquante ans. Ségolène Débarre et Gaye Petek nous font revivre ces cinquante années et traverser l'époque de la solitude et de l'isolement, jusqu'à celle du regroupement familial. Ce dernier, n'ayant pas été sans entraîner des difficultés, notamment pour les femmes turques ravies de quitter le carcan contraignant de la belle-famille, mais peu habituées au mode de vie occidental, souvent isolées par la langue ou par des maris jaloux les « enfermant » dans leur rôle de femme au foyer (en 1999, encore moins de 19% d'entre elles travaillaient selon l'Insee). Après les accords d'aides au retour, les Turcs choisissant cette option furent mal accueillis en Turquie, notamment les plus pauvres, (surnommés les « Allamans »), qui ne bénéficiaient que de cette aide pour retrouver du travail et se réintégrer.

Un autre chapitre nous immerge dans les lieux associatifs turcs qui, hélas, à partir des années 1990 et surtout dans leur seconde moitié, se sont vus, faute d'atten-

tion, affiliés à des partis politiques, (principalement le parti nationaliste et le parti islamiste), à l'exception de quelques amicales isolées, (par exemple en Auvergne et dans le Limousin), restées à l'écart de la récupération. Si au cours des années 1990/2000, les associations liées aux minorités culturelles, (kurdes, aléviens, assyro-chaldéennes), ou bien les structures radicalisées de l'extrême-droite et des religieux se sont renforcées, les associations laïques, elles, ont rencontré des difficultés à maintenir leur activités sociales et culturelles, conduisant parfois à leur disparition.

Dans le chapitre *Devenir, ou pas* « Français », les auteurs s'arrêtent longuement sur les conséquences du mariage arrangé, et notamment le rejet de celui-ci par les nouvelles générations issues de l'immigration, en quête d'émancipation.

L'ouvrage analyse ensuite les ratés du système éducatif français pour les générations successives d'immigrés turcs, dus entre autres, à un défaut de l'encouragement parental et au manque d'accompagnement des jeunes par une personne ou une structure aidante. Dans les derniers chapitres, les auteurs s'arrêtent ensuite sur les racines du nationalisme chez les immigrés turcs, qui n'est pas toujours l'apanage de l'extrême-droite. La nouvelle vague migratoire sous le gouvernement Erdogan, (militants kurdes, défenseurs de la reconnaissance du génocide arménien, intellectuels et minorités ethniques), parviendra-t-elle à peser contre la tendance nationaliste ? Le livre est parsemé d'exemples vécus par Gaye Petek, qui a longtemps milité dans les associations d'aide à l'intégration des migrants. Un voyage passionnant.

(*) Ségolène Débarre & Gaye Petek, *Histoire des Turcs en France*, Ed. du Détour, 18,50 €, disponible à la Librairie Publique, 145 rue Amelot 75011 Paris.

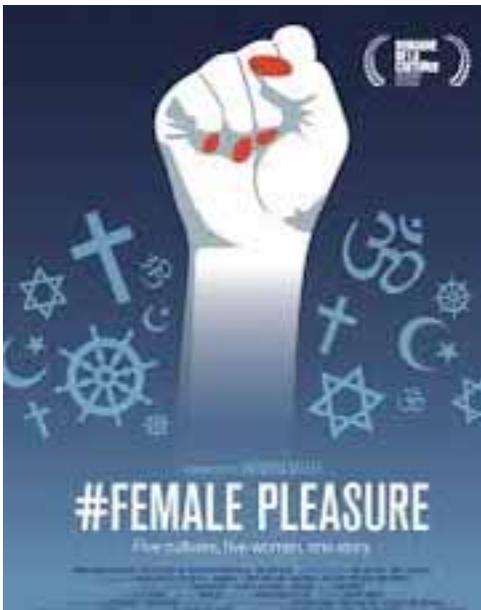
(**) Terme turc signifiant « le mal du pays ».



Expo : Rimbaud photographe à Charleville
L'organisateur de l'exposition « Rimbaud photographe », au musée de Charleville

Mézières, que *Le Monde libertaire* a rencontré à l'occasion de la dédicace de *Rimbaud Révolution* à la librairie Quilombo, nous a fait parvenir cette affiche annonçant l'événement du 18 mai au 13 octobre 2019 :

#Female Pleasure



« Que s'est-il passé il y a des milliards d'années, pour qu'ils s'attaquent à nos corps » nous contrôlent, nous mutilent, nous frappent... » s'indigne Leïla, une des cinq femmes du documentaire de Barbara Miller. Le patriarcat, religion universelle, mainmise sur les femmes et leur sexualité.

Cinq femmes, cinq héroïnes, cinq pays, un même combat : s'affranchir des préjugés, combattre les violences faites aux femmes, conquérir le droit à disposer de son propre corps, briser le silence !

Leïla est somalienne, installée à Londres. Elle a été excisée à l'âge de 7 ans. Elle se mobilise en Europe et en Afrique pour que cesse l'excision, cette mutilation qui prive les femmes de leur plaisir. A New York, Deborah prend conscience, après un mariage arrangé et la naissance de son fils, de l'emprise de sa communauté juive hassidique. Elle prend la décision de la quitter. Doris est allemande, elle est entrée dans les ordres : violée plusieurs fois par un prêtre, elle n'a reçu aucun secours de sa famille spirituelle. Vithika, l'indienne, crée *Love Matters*, une plate-forme consacrée à la sexualité, au couple, à l'amour. Par des spectacles de rue, elle vise à sensibiliser la population, elle, qui comme tant d'autres, a été de multiples fois agressée. Quant à Rokudenashiko, artiste manga au Japon, elle a réalisé un moulage de sa vulve tant elle veut lutter contre le tabou qui pèse sur les organes

génitaux féminins. Elle a été arrêtée pour avoir imprimé en 3D son vagin : quel scandale pour le Japon du 21^{ème} siècle ! Ces femmes accusent les religions et les coutumes d'avoir diabolisé les femmes, de vouloir contrôler leurs corps et leur sexualité. Le documentaire montre leur histoire, leurs luttes entre colère et révolte. Il est illustré par des extraits de textes sacrés : Bible, Talmud, Coran, Mahabharata.

L'oppression des femmes est un problème mondial. Ces héroïnes osent dire « oui » à leur désir, à leur plaisir. Elles veulent sensibiliser femmes et hommes : « On ne changera pas un sexe indépendamment de l'autre. Nous devons tous changer. » Et elles crient : « Allez-vous hurler votre colère » Aurez-vous le courage »

En salle, depuis le 1^{er} mai, magnifique documentaire en forme de plaidoyer pour la libération de la sexualité féminine dans des relations sensuelles et égalitaires entre les sexes.

Hélène Hernandez
Groupe Pierre Besnard

Les dernières nouveautés de la librairie Publico



Afriques anarchistes
Manifestations et Théories des anarchistes africains
de Guillaume Ray
Ed. L'Éclaireur
242 pages - 24,50 euros



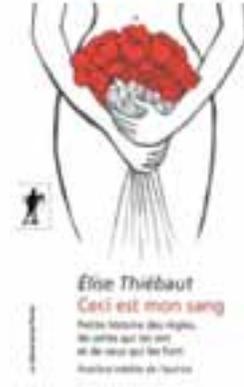
Antiféminismes et masculinismes d'hier et d'aujourd'hui
Sous la direction de Christos Bourk, Melissa Blain et Francis Dupuis-Déri
Ed. PUF
112 pages - 24 euros



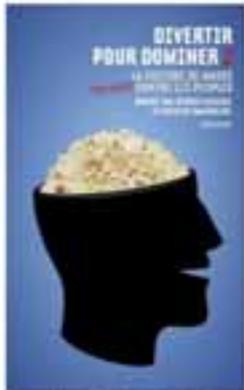
Appel à la vie contre la tyrannie étatique et marchande
de Raul Vazirani
Ed. Libertalia
96 pages - 9 euros



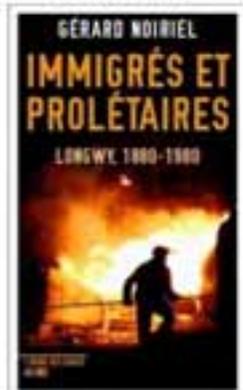
À qui la rue ? Répression policière et accompagnement social
Sous la direction de Francis Dupuis-Déri
Ed. Économica
276 pages - 19 euros



Ceci est mon sang
Poésie féminine des rigoles, de celles qui les ont et de ceux qui les font
d'Étienne Thibaut
Ed. La Découverte - Poésie
232 pages - 11 euros



Devenir pour dominer Tome 2
La culture de masse contre les profanes
Textes compilés par Cécilia Dagnan et Patrick Marot
Ed. L'Éclaireur
342 pages - 17 euros



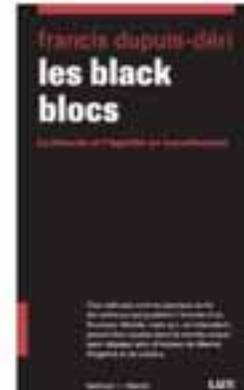
Immigrés et Proletaires Longwy, 1880-1980
de Gérard Noiriel
Ed. Agone
624 pages - 25 euros



La trique, le pétrole et l'opium
Sur la laïcité, la religion et le capital
de Fran Segre
Ed. Libertalia
208 pages - 19 euros



Le Capitalisme Patriarcal
de Silvia Federici
la fabrique éd.
190 pages - 15 euros



Les black blocs
de Francis Dupuis-Déri
Lux Éditions
344 pages - 14 euros



Les prophètes du mensonge
Étude sur l'Capitalisme Inverse aux États-Unis
de Norbert Châteauneuf et Lars Lönnvall
Ed. La Découverte
250 pages - 20,50 euros



L'évolution, la révolution et l'idéal anarchique
d'Élie Reclus
Lux Éditions
192 pages - 10 euros



Rita et Hilario Genèsis d'exil, Durruti toujours
d'Yves Lopez
Les Éditions du Monde Libertaire
228 pages - 12 euros



Symptômes contemporains du capitalisme spectaculaire
de Benoît Boly-Busnel
Ed. L'Éclaireur
206 pages - 21 euros



Winter is coming
Une brève histoire politique de la fantasy
de William Blanc
Ed. Libertalia
144 pages - 8 euros



Passez vos commandes par correspondance, avec paiement par chèque (total du prix des livres + 15% pour le port) le tout à envoyer à l'adresse suivante : **Librairie Publico 145 Rue Améot 75011 Paris.**
Ou passez à la librairie !
du Mardi au Vendredi : 14h-19h30 Le Samedi : 10h-19h30.
Le Dimanche : 14h-19h30
Et en permanence sur le site : www.librairie-publico.com

Déclaration commune. Liberté d'expression

Paris, le 6 mai 2019

Au lendemain du 1er mai, un compagnon anarchiste a été violemment attaqué à coups de couteau au siège du *Monde Libertaire*, de *Radio Libertaire*, et des *Editions du Monde Libertaire* dans la librairie Publico (Paris XIème).

Une enquête pour tentative de meurtre est en cours.

Cette librairie est clairement identifiée comme un lieu culturel anarchiste. C'est un endroit où l'on peut trouver des ouvrages, des écrits, de la presse, des musiques, des films différents et engagés. Ce lieu permet aussi des rencontres, des expressions, des projets libres, alternatifs. En somme un espace militant au service des luttes sociales, un porte-voix autant national qu'international de l'expression du mouvement libertaire et au delà.

Ce lieu ouvert enrichit la pensée, l'expression, la diffusion, la communication des valeurs pour l'émancipation, pour la dignité humaine, l'information libre, réelle et partagée. C'est dans un contexte de violences publiques contre la liberté d'expression, un contexte de lutte et de mise en lumière plus forte des idées libertaires et de résistance à toute forme de soumission et d'obscurantisme, que cet acte odieux s'est produit.

C'est en faisant face ensemble pour affirmer notre présence et nos valeurs que nous les ferons progresser, dans le respect de notre diversité mais dans l'unité face à ceux qui veulent nous faire taire.

« *La liberté est toujours la liberté de penser autrement.* » Rosa Luxemburg

□ Plus que jamais conscients de cette absolue nécessité, nous manifestons notre soutien et notre solidarité avec la librairie Publico et le compagnon agressé.

Le chemin vers la Liberté ne nous autorise pas à renoncer.

Premières signataires (Organisations, Collectifs, Groupes, Individus) : La Fédération Anarchiste, Alternative Libertaire, ATTAC France, la CGA - Coordination des Groupes Anarchistes, Le collectif GERA - Grupo Erva Rebelde Anarquista de Porto, Le Comité de Vigilance Antifasciste 66, La Coopérative Politique Ecologie sociale C.S.A., A Gralha (Portugal) Émancipation Fédération des C.I.R.C - Collectifs d'Information et de Recherche Cannabique, Gr. libertaire Jules Durand, L'Association internationale de la Libre Pensée, La Fédération Nationale de la Libre Pensée, La Fédération des Comités Syndicalistes Révolutionnaires CSR, Malik Salemkour Pt de la Ligue des Droits de l'Homme, Nouveau parti anticapitaliste - NPA, L'Organisation Anarchiste, Union Antifasciste Toulousaine - UAT, L'Union Pacifiste, La Horde, Les animateurs et animatrices de Radio Libertaire Respublica, La Révolution prolétarienne - revue, Voce Libertaria - périodique anarchiste Suisse Italienne, Radical Education Department (USA), La Confédération Nationale du Travail CNT, L'Union Départementale CGT de Paris, L'Union Syndicale Solidaires, Yves VEYRIER - SG de la Conf. CGT FORCE OUVRIERE, Atelier de création libertaire Lyon, Les compas de l'Atelier libertaire de La Havane, Circolo « Carlo Vanza » - Bibli. Anar. Bellinzona Suisse, Les Culottés du Bocal, Éditions syndicalistes, Genepi, Hobo Diffusion, Nada éditions, Les Editions Libertaires, Editions Libertalia, Les Éditions de La Pigne, Quilombo la librairie, Rue des Cascades - Maisons d'Éditions, Isabelle ATTARD - ancienne députée écologiste, Clémentine Autain, députée La France insoumise, Philippe Aubert de Molay - scénariste, Olivier Besancenot NPA, Didier Bonneton - syndicaliste Bourg-en-Bresse 01, Judith Butler - philosophe University of California Berkeley USA, Dominique Cabrera - cinéaste, Christophe Chiclet - historien journaliste membre du Comité de rédaction de Confluences Méditerranée, Monica Cerutti Giorgi - Bellinzona Suisse Italienne, Philippe Corcuff - politiste IEP de Lyon, Eric B. Coulaud - Ephéméride Anarchiste et Cartoliste, Didier DAENINCKX - écrivain, Jean-Marc Delpech - historien, Josiane et Didier DETTORI-CABOT - Petits enfants de Giovanni Antioco DETTORI Anarchiste Sarde Mort à Teruel 1937 (Brigade DURRUTI), Francis Dupuis-Déri - science politique Université du Québec à Montréal Canada, Nicolas Eprendre - réalisateur documentariste, Didier Eribon - philosophe, David Graeber - anthropologue London School of Economics Grande-Bretagne, Jean-Jacques GANDINI - VP et coordonnateur Légal Team section Montpellier, Philippe GUILLONNEAU - syndicaliste, Samuel Hayat - politiste CNRS, Pierre Khalfa - économiste, Geoffroy Lagasnerie - philosophe et sociologue, Sandra Laugier - philosophe Université Paris 1, Pierre Lemaitre - écrivain, Yves Letort - Auteur, Edouard Louis - écrivain, Valérie Iotti - LP63, Michael Löwy - sociologue CNRS, Roger Martelli - directeur de la publication du journal *Regards*, Lilian Mathieu - sociologue CNRS, Michel Mathurin - Réalisateur, Gérard Mordillat - écrivain cinéaste, Michel Onfray - philosophe, Jacques Pater - acteur, Irène Pereira - philosophe et sociologue, Philippe Poutou - ouvrier syndicaliste et NPA, Ernest Pignon-Ernest - artiste, Jérôme Prieur - Ecrivain, cinéaste Tancrede Ramonet - réalisateur, Gabriel Rockhill - philosophe Villanova University USA, Stéphane Sangral - philosophe et écrivain, James C. Scott - anthropologue Yale University USA, Pierre-Yves Ruff - Écrivain éditeur et conférencier Théolib, Jesse S. Cohn - professeur département d'anglais Purdue University Northwest USA, Azelma Sigaux - écrivain, François Vantrou - assistant réalisateur, Yannis YOULOUNTAS - réalisateur